

Jean-Pierre Bemba

Le choix de la Liberté



Éditions Vénus

Éditeur Responsable :

Éditions Vénus – Avenue de la Révolution, 7 – Gbadolite

République Démocratique du Congo

À CES VIES SACRIFIÉES POUR
QUE TRIOMPHE LA LIBERTÉ

INTRODUCTION

Septembre 1998, septembre 2001. Trois années au cours desquelles un mouvement est né et a grandi. D'aucuns ont cru voir dans cette insurrection, car c'en était une, un enfantillage, un caprice sans conséquence et sans signification de jeunes congolais plutôt qu'une révolte face à l'asservissement. Asservissement dans lequel le peuple congolais avait été plongé par un maître d'autant plus despotique qu'il se confondait au grand libérateur.

Tout au long de notre marche, des milliers de Congolais ont compris et adhéré à notre combat pour la liberté et le développement. Liberté de vivre! Liberté de choisir ! Liberté de refuser l'humiliation, les arrestations arbitraires, les viols, les assassinats et les massacres. Liberté aussi de construire un monde meilleur.

Au cours de cette quête, nous avons trouvé auprès de bon nombre de nos compatriotes un engagement sans faille et une détermination soutenue dans la recherche de la démocratie et du développement. Au péril de leur vie, des héros de l'ombre ont conquis, jour après jour, un espace de liberté, préalable indispensable au développement.

Au moment où une page semble se tourner, nous avons voulu, par ce récit, écrire l'histoire d'une rupture. Rupture assumée d'avec notre passé, qu'une rencontre de destins de filles et fils de ce pays a rendu possible.

D'autres défis nous attendent encore: la réconciliation nationale, le développement de tous dans une nation rassemblée, digne et responsable de son destin.

SOLDATS EN HAILLONS, GÉNÉRAUX EN LIMOUSINES ...

La volonté de rompre définitivement avec le passé repose sur une lecture de la situation fondée sur des éléments personnels et sur une vision de l'avenir. La débâcle des forces armées zaïroises devant les forces de la coalition des pays voisins et de l'AFDL en 1997 constitue un important révélateur de l'état de déliquescence total du régime de Mobutu et le catalyseur d'une prise de conscience personnelle sur l'échec de Mobutu.

Les conséquences dramatiques du délitement de la société et des antivaleurs prônées par le système ont raison de la cohésion et de la discipline au sein de l'armée zaïroise. Au cours de la dernière décennie, le relâchement de Mobutu qui confine à la démission et la diminution sensible de son autorité sur les généraux accélèrent la privatisation de l'armée au profit de l'enrichissement éhonté de ses chefs. Les généraux trichent sur les effectifs au point d'annoncer 141.480 hommes et femmes alors que leur nombre se chiffre au mieux à 60.000 éléments, soit moins de la moitié. Alors que la Division spéciale présidentielle dispose d'une logistique impressionnante et compte dans ses rangs entre 10.000 et 15.000 hommes, le gros des troupes constituant les Forces armées zaïroises est clochardisé, mal équipé et mal formé. La Garde civile, qui a pris une place de plus en plus importante, est cantonnée dans un rôle d'instrument de répression du pouvoir. La plupart de ses éléments déployés dans des missions de contrôle territorial se distinguent dans l'extorsion et le racket des populations. En dépit des moyens mis à leur disposition, les 3.000 hommes du redoutable Service d'action et de renseignement militaire, le SARM, qui jouissent d'une totale impunité, demeurent totalement aveugles devant la menace de la coalition anti-Mobutu.

Les déséquilibres ethniques, la démotivation des officiers, l'impunité dont bénéficient certains pour la plupart originaires de l'Équateur, la gestion anarchique et sentimentale des ressources humaines ainsi que l'octroi de grades fantaisistes, favorisent une démission généralisée de toute l'armée. Victime de la trahison de ses chefs et du sentiment de mépris d'une grande partie de la population, elle se transforme progressivement en parasite de la société zaïroise. La transition politique engagée en avril 1990 et la conférence nationale souveraine révèlent des divisions profondes entre les officiers supérieurs. L'apparition de réseaux de détournements financiers dans la paie des militaires, le trafic de carburant, l'achat des équipements jette le discrédit sur les officiers supérieurs dont le train de vie somptuaire tranche honteusement avec le quotidien de leurs hommes. La désagrégation de l'Armée favorise l'apparition de clans relevant du pouvoir personnel de certains généraux issus du sérail ou de la famille présidentielle. Victimes d'exactions répétées, les populations considèrent peu à peu l'armée de Mobutu comme un ennemi interne. La discipline, le sens de l'honneur, le courage cèdent la place à l'affairisme et au clientélisme pour aboutir à la lâcheté dont certains chefs feront montre devant l'ennemi. Soldats en haillons et généraux en

limousines vont affronter une coalition déterminée à anéantir le régime et à abattre Mobutu.

En mai 1997, à la veille de la chute de Kinshasa, tous les officiers corrompus ont déjà préparé leur plan de fuite. Pendant une année, ces infatigables pèlerins vont de façon peu glorieuse sillonner l'Afrique, de capitale en capitale, à la recherche d'un asile. Pendant ce temps, plus de 40.000 éléments de l'Armée de Mobutu sont cantonnés dans de véritables camps de concentration sous la surveillance de jeunes kadogos et d'officiers rwandais. Des officiers sont sauvagement assassinés. Le nouveau maître du Congo, Laurent Kabila ne veut conserver au sein de son armée que des affidés. Les dissensions avec le Rwanda ne laisseront pas le temps au vieux maquillard de se doter d'une armée homogène et expérimentée. Entre les kadogos, les ex-gendarmes katangais, les déserteurs ex-FAZ, les nouvelles recrues, les milices de l'est, et les troupes rwandaises, le cocktail devient dynamite. Il aboutira au divorce et à la reprise de la guerre.

La fin des illusions

Quelques jours avant la prise de pouvoir par la coalition des forces de l'AFDL et du Rwanda, j'emprunte le chemin de l'exil. Douleuruse décision que celle de quitter mon pays, ma famille et mes amis. J'ai le sentiment que les Congolais ne peuvent rien attendre d'une pseudo-libération qui, en réalité, cache les appétits des puissances extérieures. Le passé de trafiquant du porte-parole de l'AFDL, Laurent Kabila, ne plaide pas en faveur d'un groupe qui rassemble des individus inconnus, inexpérimentés, et pour la plupart stupidement revanchards. Les premières semaines du nouveau régime confirment mes appréhensions. Arrestations arbitraires, intimidations, humiliations sont le lot commun pour les vaincus. Les prisons se remplissent d'anciens dignitaires. Au sommet de l'État, le vol et la corruption laissent la place à l'incompétence, au racket et à la mafia. Lors des arrestations, des demandes de rançons déguisées sous le vocable policé de cautions deviennent monnaie courante. Personne n'échappe à la règle. Un opérateur économique belge sortira de prison après plus de sept mois contre le paiement d'une rançon encaissée en liquide auprès d'une banque belge par le gouverneur de la banque centrale du Congo.

À l'étranger, un silence gêné accueille les Congolais qui ont encore quelques entrées dans les cercles du pouvoir ou des décideurs occidentaux. L'après-Mobutu se révèle pire que tout ce que l'on pouvait imaginer. La révélation sur le massacre de plus de 200.000 réfugiés hutus par les troupes rwandaises et celles de l'AFDL lors de leur avancée vers Kinshasa achève de convaincre les indécis qui imaginaient pouvoir encore sauver ce qui pouvait l'être d'un régime totalement désorganisé masquant sa dérive maffieuse sous les dehors d'un marxisme anachronique. À 1'heure de la mondialisation, le gouvernement de Kinshasa rêve de planification. Jusqu'au jour où le ministre du plan est mis aux arrêts pour détournements des deniers publics. Tous les gestionnaires, y compris le gouverneur de la banque, suivront ce chemin. Quelques-

uns d'entre eux connaîtront des revers de fortune extraordinaires et des réhabilitations miraculeuses !

En décembre 1997, le refus des «*amis du Congo*» d'assister le gouvernement de Kabila brise tous les espoirs et enferme le vieux maquisard dans une logique d'isolement confirmant son anti-occidentalisme primaire. Convaincu de son lâchage imminent par ses partenaires rwandais, Laurent Kabila prend langue avec les extrémistes hutus. Ceux-là même dont les femmes et les enfants ont été, quelques mois plus tôt, sauvagement assassinés par l'AFDL. Par un retournement d'alliance dont Kabila a le secret, les ex-FAR et les Interahamwe se retrouvent dans le camp de leur ancien tortionnaire. Dès le début de l'année 1998, des camps d'entraînement secrets sont ouverts pour la formation des génocidaires rwandais. À l'étranger, Kabila envoie au Soudan, ennemi juré de l'Ouganda, plusieurs dizaines de jeunes Congolais - pour la plupart originaires d'une même province - afin de leur permettre d'accéder aux méthodes du terrorisme et de la guérilla. Un petit nombre d'entre eux sont inscrits à l'Université de Karthoum pour mieux appréhender le discours idéologique anti-impérialiste. Les services de renseignements rwandais informent Paul Kagame des manœuvres de Kabila. En mai 1998, le divorce est consommé. La lune de miel entre l'ancien chef rebelle congolais et ses alliés aura duré à peine une année.

Pendant ce temps, certains officiers s'organisent afin de préparer la résistance à la nouvelle dictature. J'en rencontre quelques-uns et reste attentif au développement de la situation au Congo. Le départ précipité des cadres et officiers rwandais du Congo et la mise en place d'une coalition bigarrée d'anciens mobutistes, de kabilistes, de Banyamulenge et de Congolais de la diaspora suscite de nombreuses interrogations.

Première rencontre avec Museveni

Au cours de mes déplacements professionnels en Afrique dès 1994 j'avais sollicité des autorités ougandaises le droit de trafic entre Entebbe et Ostende pour ma compagnie de transport aérien. Mes avions cargo transportaient le poisson du Lac Victoria vers l'Europe. Dans le cadre de mes activités privées, j'avais donc fait la connaissance du président Museveni. Les événements du 2 août 1998 font prendre conscience de la faillite totale du nouveau régime congolais. Lors de mes multiples voyages d'affaires en Ouganda je me suis constitué un portefeuille de relations. Mes interlocuteurs, que je retrouve en 1998, se disent préoccupés par la tournure des événements à Kinshasa. Ensemble nous nous convenons d'une rencontre avec le chef de l'État ougandais. À la faveur de cet entretien, le président Museveni me fait part de sa vision de l'Afrique, de la complémentarité des peuples et de la nécessité de promouvoir le développement économique de la région. Il exprime ses inquiétudes quant à l'évolution du régime de Kinshasa. Sa déception est grande de voir que toutes les opportunités dégagées par le départ de Mobutu sont systématiquement galvaudées par une poignée d'hommes qui, en réalité, ont rêvé de chasser l'ancien dictateur pour mieux le remplacer.

« Vous les jeunes, qu'êtes-vous prêts à faire pour votre pays ? » me demande le président ougandais. Je lui confirme que je suis prêt à m'engager en faveur de mon pays. Nous nous promettons de nous revoir. Je rentre en Europe et, du Portugal, je suis attentivement les multiples développements de la deuxième rébellion. La folle équipée de Kitona, la progression foudroyante des troupes rwandaises dans le Bas-Congo, la création du Rassemblement Congolais pour la Démocratie, et l'entrée inattendue dans le conflit de l'Angola et du Zimbabwe sont autant de situations qui me confortent dans mon opinion. Une guerre-éclair ou un coup d'État ne peuvent plus être envisagés au Congo. Pendant plus de trente-deux ans, le pouvoir a été confisqué au peuple. Sans lui, rien ne peut plus être construit. En dépit de sa capacité militaire et du renfort politique de dernière heure de quelques figures connues du paysage politique congolais, le Rwanda a omis de tenir compte d'une donnée fondamentale, l'appui du peuple congolais. Cette erreur se révélera dramatique lorsque les rebelles entreront au petit matin dans la capitale congolaise dont ils seront boutés dehors par une population traumatisée par douze mois d'occupation et d'arrogances rwandaises dans Kinshasa.

À Bruxelles, je rencontre lors de son premier passage dans la capitale belge le commandant Jean-Pierre Ondekane, qu'accompagne le commandant Sylvain Mbuki. Cette rencontre est favorisée par des amis communs ougandais qui souhaitent que nous puissions travailler ensemble. Je me réserve de faire part de mes projets et tente de comprendre le but que poursuit cet officier. Comme tant d'autres, ballottés par le vent de l'histoire, le lieutenant Ondekane, après avoir servi Mobutu et s'être retrouvé aux côtés de Kabila, est entre les mains de nouveaux maîtres... Un tel parcours – et c'est celui de nombre d'officiers congolais – laisse planer le doute sur la fidélité et l'attachement des hommes chargés d'encadrer la troupe. De surcroît, le discours politique du RCD me déçoit. Je n'y décèle aucune originalité ou ligne de force autour desquelles nous pourrions fonder un large mouvement de rassemblement de tous les compatriotes épris de changement et de liberté.

D'autres officiers, notamment le colonel Karawa et le capitaine Solo me contactent et me confirment leur détermination à prendre leur responsabilité pour engager la lutte contre la dictature de Kabila. Tous deux sont proches des anciens généraux de Mobutu. Je leur fais part de ma vision politique du changement. À ma demande, quelques amis qui sont restés à Kinshasa ont préparé un programme politique et économique. Ils sont au contact de la réalité et se disent prêts à me rejoindre.

Début septembre, je prends le pari de l'avenir. Perdre ma fortune, ma santé, ma vie, m'importe peu pourvu que je respecte le droit fil de mes convictions et que je demeure fidèle à moi-même et à l'idéal qui guide mes compagnons : la liberté. Après le choix de l'exil, c'est la seconde rupture avec le passé et avec ma famille. Une fois la décision prise, il ne faut plus réfléchir et regretter ce qui est perdu. Au contraire, seule l'immensité de la tâche à accomplir et le besoin de relever le défi dictent le comportement et le saut dans le vide. Longtemps je serai par ceux qui, croyant connaître mon passé, spéculent sur la démarche d'un « *businessman rebelle* », alors que mes amis et moi sommes tout simplement devenus des révoltés.

Je me retrouve à nouveau à Kampala où je fais directement part de ma décision au président Museveni. Ce dernier en parle au vice-Président rwandais Paul Kagame et lui demande de me recevoir à Kigali. Le 12 septembre 1998, rendez-vous est pris avec le général major Kagame. De cet entretien, se dégagent la déception et l'amertume de l'homme fort du Rwanda à l'endroit de Laurent Kabila. Le soutien affiché du maquisard que l'Année patriotique rwandaise a porté au pouvoir à Kinshasa, aux génocidaires et aux extrémistes hutus constitue aux yeux de Paul Kagame une trahison et un crime. Pour ma part, je lui exprime ma volonté de contribuer à la libération de mon pays. Je lui dresse ma vision de l'avenir du Congo. Au bout de deux heures de conversation, Paul Kagame me demande de franchir la frontière voisine en direction de Goma et de rejoindre le Rassemblement Congolais pour la Démocratie.

D'emblée, j'éprouve un profond scepticisme sur les options du RCD qui refuse d'associer les populations à la gestion de ses territoires en imposant des leaders locaux au lieu de promouvoir la démocratie et les élections. En outre, au niveau militaire, le choix de ce mouvement de s'appuyer exclusivement sur son allié rwandais au détriment du développement d'une capacité congolaise, me laisse penser que cette méthode ne peut conduire à la constitution d'un mouvement populaire crédible. Enfin, les multiples exactions et violations des droits de l'homme dont les populations du Kivu sont les victimes de la part de la soldatesque locale achèvent de conforter mes convictions. En dépit de l'insistance de mon interlocuteur, je ne peux rejoindre mes frères du RCD. De retour à Kampala, je fais part au président Museveni de ma rencontre et lui demande de m'aider à créer une véritable force d'alternative au régime dictatorial de Kinshasa.

AU FIL DES CONVICTIONS

Une cuillère en argent

La découverte de mon pays, de sa population, de ses réalités ne cesse de me surprendre. La gentillesse et l'hospitalité rencontrées dans les familles où tout manque me donne le sentiment profond que mes compatriotes partagent la seule et vraie richesse, celle qui vient du cœur. Les jeunes gens qui acceptent de prendre tous les risques, d'endurer tous les sacrifices, de vaincre leurs appréhensions face aux incertitudes de la guerre renforcent mon espoir dans la possibilité d'un vrai changement au Congo. De villages en villages, c'est l'enthousiasme de la libération. Les récits hallucinants des exactions perpétrées par les troupes de Kabila sur les populations ne peuvent laisser insensible. La cruauté des coups infligés aux innocents, le viol des paysannes, les rançons exigées à chaque barrière routière, l'interdiction de pleurer les disparus ont ponctué, au cours des deux dernières années, la vie quotidienne des Congolais de l'arrière-pays. À l'arrivée des troupes de l'Armée de Libération du Congo, le sentiment de liberté et l'accueil enthousiaste des populations donnent un sens à la lutte et aux sacrifices. Tous ceux qui m'ont rejoint y trouvent une raison supplémentaire de combattre et d'aller de l'avant.

J'ai conscience que pour la plupart, il ne devait pas être facile de tout abandonner pour accompagner un inconnu dont la seule évocation du nom évoque le souvenir d'un récent et douloureux passé. Mes compagnons de lutte ont tous le regard tourné vers l'avenir. Le passé leur rappelle la dictature à laquelle s'ajoute un ennemi tout aussi redoutable, la pauvreté.

«*Je connais votre père et je me demande pourquoi vous avez décidé de vous battre!*» m'a demandé un jour le président sud-africain Thabo Mbeki, surpris de voir un jeune Congolais, à qui rien ne manquait, abandonner son foyer, ses entreprises et son confort, pour s'engager dans le combat révolutionnaire. Cette question, on me l'a posée à plusieurs reprises, et je comprends les doutes que suscite ma démarche. En guise de réponse à mon illustre interlocuteur, je l'interroge à mon tour: «*Comment peut-on être un millionnaire entouré d'un million de pauvres?*». La réponse ne semble pas choquer le chef de l'État sud-africain. Peut-on imaginer vivre sans scrupules et avec la certitude d'un avenir prospère si, de part et d'autre de votre résidence, vos voisins souffrent ? L'un n'ayant pas pu payer les frais de scolarité de ses enfants, l'autre ne pouvant assurer le repas quotidien du ménage ou incapable d'assurer les soins de santé de son épouse ! Aussi longtemps que les responsables congolais resteront aveugles et sourds à la détresse de leurs voisins, de leurs compatriotes, ils prépareront le lit d'une dictature plus féroce que celle dans laquelle ils ont évolué pendant trente ans. À quoi cela peut-il servir de disposer d'une fortune, d'un patrimoine et de comptes garnis dans les banques étrangères si vous devez assister impuissant à la ruine de votre pays et à la souffrance de vos frères ?

Nous étions, mes sœurs et moi, issus d'une famille de commerçants de l'Équateur. Par leur travail acharné et tenace, nos parents nous avaient mis à l'abri du besoin matériel. Hélas, très jeune, le destin nous arracha notre mère. Je compris donc très tôt, que l'argent ne pouvait tout acheter ni tout donner.

Dès mon jeune âge, mes parents m'envoient en Belgique pour y étudier. De Bruxelles à Liège, en passant par Braine-le-Comte, mon enfance est rythmée, comme celle de milliers d'autres jeunes Congolais, par les vacances au Zaïre. Habité par le souhait de respecter la volonté de mes parents et de susciter leur fierté, mon choix se porte, après un parcours scolaire sans accrocs, sur une des meilleures écoles de commerce de Bruxelles, l'Institut Catholique des Hautes Études de Commerce, ICHEC. J'ai hâte de terminer mes études et de les mettre en pratique au sein de l'entreprise familiale. Je découvre qu'assiduité et persévérance demeurent une règle absolue pour la réussite universitaire. Les souvenirs que je garde de ces années sont liés à la qualité de l'enseignement dispensé qui nous permet d'aborder la réalité de la gestion des entreprises. Sur un plan plus personnel, la brochette des étudiants congolais qui fréquentent le square Montgomery, à Bruxelles, est remarquable. En 1986, je décroche une licence en sciences commerciales et consulaires. Parmi mes compagnons de promotion, se retrouvent plusieurs compatriotes, parmi lesquels Bob Mandungu, André Kinduelo, Michel Losembe et Olivier Kamitatu. Tous s'engageront dans le monde des affaires.

La Liberté d'entreprendre

Mes premiers pas dans la vie active m'obligent à maintenir la discipline et la rigueur acquises pendant mes années d'études supérieures. Tous les jours, à quatre heures trente, je me lève et me rends à l'aéroport de Ndjili contrôler le départ de la flotte aérienne de la compagnie dont j'assure la coordination générale. La ponctualité, la régularité et la qualité de service relèvent de l'organisation et du sérieux du management. Il n'est de richesses que d'hommes au sein d'une compagnie aérienne. Entouré de pilotes et de techniciens hors pair, je conduis une entreprise qui emploie les meilleurs cadres que l'on puisse trouver dans le secteur aérien. Les marges sont faibles et la rigueur dans la gestion demeure un souci constant. Je crée un service d'audit et adapte les services financiers aux principes d'une gestion rationnelle des charges d'entreprise.

À la générosité du père répond la rigueur du fils. Dans la gestion de l'entreprise, faut-il chercher à s'attirer les sympathies ou à créer le profit ? À cette question, il va de soi que la logique du jeune entrepreneur occidentalise se heurte aux pratiques d'une gestion patrimoniale soucieuse du maintien d'un clientélisme politique ruineux. En refusant systématiquement les passe-droit et les titres de voyage gratuits trop généreusement accordés par mon père, ce que je gagne en rigueur de gestion, je le perds en réputation en étant jugé comme un héritier arrogant et trop rigide. Le maintien à flot de la compagnie est à ce prix et te m'en accommode.

Au fil des années de gestion et d'apprentissage, le désir de créer, de bâtir et d'innover m'incite à développer un réseau de petites et moyennes entreprises dans le secteur des services. À chaque étape de la constitution de ces entreprises, je trouve dans les banquiers des partenaires attentifs et compréhensifs qui suivent l'évolution de mes projets. La constitution des plans financiers et le respect des engagements sont les principes de base qui permettent d'acquérir la confiance des milieux d'affaires. La fin du monopole du secteur public dans le secteur des télécommunications donne naissance à une compagnie de téléphonie cellulaire privée qui, supplantant l'Office National des Postes et Télécommunications du Zaïre, ferme à son profit toute concurrence. Pendant plusieurs années, je m'investis dans une lutte sans merci pour briser un monopole de fait détenu par des étrangers. Je me heurte aux groupes d'intérêts proches du gouvernement qui s'oppose violemment à l'ouverture du secteur. Ce combat aboutira à une victoire par la création de Comcell. La baisse des tarifs, l'amélioration des services, le développement du marché, tels sont les effets immédiats de la fin du monopole. Par une gestion appliquée, je mettrai un point d'honneur à honorer les engagements financiers de Comcell bien avant leurs échéances.

La liberté d'entreprendre est ma philosophie économique. Au contact des réalités, j'en deviens un ardent défenseur assuré qu'elle constitue le socle de la reconstruction du Congo. Trop d'impôts, trop de lourdeurs administratives freinent l'entreprise, la croissance et l'emploi.

La fin de la politique

Au début des années 90, le maréchal Mobutu s'engage dans le processus de démocratisation. Sur le plan économique, les retombées des décisions politiques n'ont pas l'effet stimulant souhaité. Au contraire, une série de décisions catastrophiques – notamment le remboursement par le Trésor public des opérations *Bindo promotion* – jettent le discrédit sur la gestion des finances publiques. Le coût exorbitant de l'ajustement politique combiné à l'instabilité des institutions et à la chute des recettes en devises de l'État accentue le déficit des comptes de l'État. La destruction du tissu économique par les pillages de septembre 1991 et janvier 1993 porte un coup fatal à l'économie zaïroise. Au gouvernail d'un bateau ivre, le commandant se laisse gagner par l'appel des sirènes. Le pouvoir en est réduit aux pratiques maffieuses les plus grossières pour survivre et assurer un train de vie largement entamé par la distribution de prébendes et l'achat des consciences d'une famille politique à la dérive. L'impression parallèle des signes monétaires et leur mise en vente sur le marché fait le bonheur des cambistes, mais désagrége le tissu économique.

Au cours de ces dernières années de fin de règne, je côtoie le maréchal Mobutu qui fait appel aux services de nos compagnies. Dans un univers miné par les luttes de clan, le positionnement et la recherche des privilèges, le charme du pouvoir – fût-il usé – constitue un spectacle inoubliable. De cette période, je garde le souvenir d'un homme coupé des réalités de la vie quotidienne de ses concitoyens mais très attaché à son pays et à sa place au cœur de l'Afrique. Les dernières semaines de l'ancien régime

révéleront la véritable nature d'un système incapable de se protéger des menaces extérieures, d'assurer la sécurité des frontières et de garantir la stabilité de ses institutions.

Jupiter rend fou ceux qu'il veut perdre. Le vent de folie qui va souffler sur les vestiges de la plus longue dictature d'Afrique laisse aujourd'hui encore des traces indélébiles dans la mémoire des Congolais.

LA GUERRE

Arrivée à Kisangani

Dans l'avion qui m'emmène à Kisangani, le général James Kazini regarde par le hublot la densité de la forêt congolaise. À ses côtés, deux officiers zaïrois, le colonel Karawa et le capitaine Solo. Eux aussi ont décidé de franchir le pas et de s'engager dans la lutte révolutionnaire. Le président ougandais Museveni nous a prêté son avion personnel pour nous déposer à Kisangani. Plus question de marche arrière ou d'hésitations ! Tôt le matin, le chef d'État major général, James Kazini, est venu me chercher à l'hôtel pour m'emmener à la base militaire d'Entebbe. Nous ne nous connaissons pas et, sans doute, obéit-il aux ordres du président ougandais. En trois années de lutte, nous allons apprendre à nous apprécier et à nous déchirer.

Sitôt débarqués à Kisangani commence l'entraînement militaire et le recrutement des premiers éléments de l'Armée de Libération du Congo. Une atmosphère lourde règne dans la ville. À la sourde rivalité qui oppose les soldats rwandais aux Ougandais s'ajoute le sentiment de rejet affiché par la population à l'endroit de la présence rwandaise. Si les éléments de l'Uganda People Defence Force sont tolérés, une résistance s'organise face à ce que les habitants, et tout particulièrement les jeunes, considèrent comme une occupation rwandaise. Dans ce contexte, 154 soldats congolais acceptent de suivre mon appel et de participer au camp Kapalata, sous l'encadrement d'instructeurs ougandais, à la première session de formation de notre mouvement que nous baptisons « *le Mouvement de Libération du Congo* ». Ils seront les premiers. Des milliers d'autres suivront la même voie et intégreront l'Armée de Libération du Congo. Parmi les intellectuels et la jeunesse de Kisangani, des cadres et des personnes de valeur abandonnent leur travail pour s'engager à mes côtés. La force de conviction des idées nationalistes, le discours mobilisateur contre la présence rwandaise et la volonté de changer le cours de la vie motivent la démarche de ces jeunes gens. D'emblée, Samuel Simene, représentant à Kisangani de ma compagnie de téléphonie cellulaire, et Jean-Pierre Singo, cadre au sein du groupe Mboliaka, développent un réseau de partisans. La mobilisation est confiée à Shabani qui s'emploie à rencontrer les jeunes universitaires. Tous prennent d'énormes risques à défier les éléments de sécurité du Rassemblement Congolais pour la Démocratie et les soldats rwandais qui veulent faire de Kisangani leur chasse gardée.

Parmi les tout premiers à rallier le groupe, Papy Kibonge Yuma, Valentin Senga, ancien administrateur de territoire adjoint de Bafwasende, Delphin Etula, administrateur de territoire de Ubundu, Poeme Kongoli, Jean-Claude Bilola et Alain Munanga vont adhérer au mouvement dont ils embrassent la philosophie et la vision. Leur engagement tient d'une volonté de rupture avec le passé. Aucun d'entre eux ne me connaît, mais tous aspirent à un changement fondamental. Ceci au prix de tous les sacrifices et au risque de tout perdre ! Quel sentiment plus fort que le partage d'un idéal commun peut souder des Congolais originaires de toutes les couches sociales et de toutes les régions du pays !

À Kinshasa, la dictature mobilise tout ce qu'elle compte de bassesse et de vilenie pour induire les populations en erreur. Elle trouve le renfort inattendu de Bemba Saolona qui se répand en déclarations à l'emporte-pièce pour me dénigrer. Devant un parterre de journalistes, il n'hésite pas à me brocarder en me traitant d'aventurier et à me renier publiquement en me demandant de changer de nom.

À mesure que ma famille prend ses distances, une autre, forte de millions de Congolais, me tend les bras ! Le sentiment d'avoir trouvé, dans ces compatriotes qui ont foi dans mon combat, ma nouvelle famille d'adoption renforcera ma détermination à me battre pour lui assurer des conditions de vie meilleures et la sortir de l'oubli et de la désespérance dans laquelle ceux-là mêmes qui me renient aujourd'hui l'ont plongée.

Les secrets de la réussite : la formation et la discipline

Dans la périphérie de Kisangani, à une vingtaine de kilomètres de la ville, dans le camp de la Forestière, dès mon arrivée, une formation intensive commence. La vie militaire transforme le caractère et, à mesure que les semaines passent, j'en viens à reconnaître le bien-fondé du principe que m'enseignent le capitaine Karuhanga et les officiers ougandais: « *plus de sueur vous verserez à l'entraînement, moins de sang et de larmes couleront au combat !* »

Au camp Kapalata, l'exercice physique intense et les longues soirées animées par les chants renforcent la fraternité au sein des premiers éléments du noyau qui constitue l'Armée de Libération du Congo, ALC. Au fil des semaines, des dizaines de recrues rejoignent nos rangs. Le premier bataillon est constitué et se lance à l'offensive dans la Province orientale. Hormis l'enseignement strictement militaire et l'entraînement physique, le discours politique tient une place particulière dans la formation des éléments de l'ALC. L'armée doit devenir un instrument de libération du peuple congolais. À mesure que les liens se consolident, je tiens à lever toute équivoque sur la nature de nos relations avec nos frères ougandais et les objectifs poursuivis par notre lutte.

L'unité nationale constitue un acquis majeur hérité des pères de l'indépendance, jamais nous n'entendrons remettre en cause cet héritage. Notre nation, en dépit des souffrances et des guerres, est le fruit d'une volonté partagée de cinquante millions de Congolais décidés à transcender leurs différences au profit d'une détermination sans cesse renouvelée de vouloir vivre ensemble dans un pays apaisé et prospère. Le sacrifice des jeunes Congolais qui ont accepté avec moi de prendre les armes pour la libération de leur pays vient renforcer le ciment de l'unité nationale. La formation militaire dispensée par des instructeurs ougandais selon un standard unique offre aux jeunes gens la possibilité d'intégrer un corps dépouillé des travers du passé. L'indiscipline, le tribalisme, l'affairisme et la corruption qui ont régné en maîtres dans l'armée de Mobutu sont bannis. Issue du peuple, l'Armée de libération du Congo est

appelée à demeurer un outil au service du peuple. L'homogénéité de l'ALC constitue un atout remarquable face aux forces de Kabila.

En vue d'améliorer les activités militaires au sein de l'ALC pour concrétiser les attentes et les aspirations des populations, un code de conduite est édicté. Ce code vise à fortifier et perfectionner l'armée dans ses actions afin d'accroître sa puissance et sa capacité, mais aussi à protéger le moral des soldats en guerre et à sauvegarder la discipline. Dans l'ALC, un accent particulier est mis sur les relations entre soldats. Les inférieurs obéissent aux supérieurs et ces derniers respectent les inférieurs. Dans la prise de décision, la méthode de démocratie centralisée avec une participation populaire et un contrôle central doit être appliquée. Chaque officier, cadre ou combattant, doit maîtriser la science militaire en vue d'être capable de défendre efficacement la population.

Parmi les tendances qui ont gravement préjudicié l'armée zaïroise et que le code de l'ALC prohibe, on relève notamment la vile popularité des officiers auprès des soldats, l'intrigue, le double langage, le tribalisme et la corruption. Ces tendances doivent être corrigées par la critique ouverte, la tenue de réunions régulières destinées à débattre des doléances, et la distinction entre les fautes dues à l'indiscipline, à la subversion et à la corruption.

Dans les organes opérationnels repris dans le code de conduite de l'ALC, on trouve le haut commandement, la cour martiale et le conseil de discipline. Ce conseil de discipline est opérationnel au sein de chaque unité de l'ALC. Il a le pouvoir de juger tous les combattants en dessous du rang d'officier subalterne pour tous les délits, à l'exception des meurtres ou assassinats, des homicides, des vols, des enlèvements, des viols, de la trahison, du terrorisme et de la désobéissance aux ordres légaux. En ce qui concerne les fautes disciplinaires et les infractions, le code de conduite énonce pour chacune d'elles le type de sanctions qui peut aller jusqu'à la peine de mort. Ainsi la fuite d'informations, la mutinerie, la désertion, la lâcheté, la désobéissance aux ordres, la mise en danger de l'opération, la propagande nuisible, font partie des fautes sévèrement sanctionnées. La peine de mort ne sera jamais appliquée.

Le droit de vie et de mort est la responsabilité la plus lourde qu'il m'ait jamais été confiée. La nécessité de préserver l'avenir de nos forces armées, la symbiose entre les éléments de l'ALC et la population dictent la décision et la sentence. Mais jusqu'où peut-on se fier au jugement populaire quand la foule gronde et hurle sa haine face au coupable ?

À Lisala, un jeune élément de l'ALC avait été condamné à la peine de mort après l'assassinat d'un civil. Des centaines de badauds et de curieux s'étaient massés au lieu de l'exécution de la sentence. Au moment de recouvrir ses yeux d'un bandeau noir, le condamné se met à demander la grâce de Dieu et le pardon de la population. Ses cordes vocales vibrent de sincérité et de remords. La foule qui était venue assister à ce macabre événement entend la supplication du condamné. Un large murmure gagne les curieux. À un premier cri réclamant la libération du supplicié s'ajoutent d'autres

exigeant la suspension de l'exécution. Maintenant c'est une foule en colère qui réclame la levée de la sentence. Un officier de liaison m'informe du brusque retournement de la foule et de son hostilité de plus en plus grande à l'endroit de l'ALC. Le condamné à mort attend la décision ultime qu'il me revient une seconde fois de prendre. J'ordonne que la peine soit commuée en détention. Plus que la satisfaction d'une foule versatile, j'ai le sentiment que seule une main invisible a pu, à cet instant précis, sauver ce jeune soldat. Depuis, l'assassin est devenu prédicateur ...

Bien entendu, hormis ce cas exceptionnel, la stricte application du code de conduite de l'ALC a permis de sauvegarder la discipline au sein de ses rangs et préserver ainsi les bonnes relations entre les troupes et la population. L'impunité et le favoritisme qui étaient la règle dans l'armée zaïroise ont été définitivement remplacés par l'application de sanctions respectant les dispositions du code.

Le haut commandement militaire

Le recrutement et la formation des jeunes Congolais s'intensifient avec l'annonce des premières victoires militaires. Parmi les officiers de la première heure, Guy Solo et Karawa sont à pied d'œuvre. Au mois d'octobre 1998, l'État major général de l'Armée de Libération du Congo s'étoffe avec l'arrivée de plusieurs officiers venus d'Afrique et d'Europe. Quelques-uns d'entre eux ont pris langue avec le RCD et ont tenté l'aventure du Bas-Congo. Ils sont pour la plupart des officiers de l'armée du maréchal Mobutu. À la suite de la défaite humiliante des Forces armées zaïroises par les troupes de la coalition des pays voisins et de l'AFDL aux forces armées zaïroises, une grande partie des officiers vaincus est cantonnée avec plusieurs milliers d'hommes dans le camp militaire de Kitona. Ces soldats vivent l'enfer des camps de concentration. Privés de nourriture, de soins et d'encadrement, ils sont abandonnés et exclus. Les officiers supérieurs, quant à eux, choisissent pratiquement tous le chemin de l'exil et de l'errance.

En août 1998, une partie des ex-FAZ cantonnés à Kitona assiste à l'atterrissage d'un Boeing de la compagnie privée Congo Airlines. Cent trente commandos rwandais et une vingtaine de Congolais neutralisent la base militaire. Deux jours plus tard, un pont aérien s'organise entre Goma et le Bas-Congo. Plusieurs officiers et des hommes de troupes ex-FAZ décident de rallier le mouvement de mutinerie de la 10^{ème} brigade de Goma conduite par les commandants Bab Ngoy, Sylvain Mbuki et Jean-Pierre Ondekane. Ils progresseront jusqu'aux portes de Kinshasa, atteignant même l'aéroport de Ndjili. L'entrée en scène inattendue des troupes angolaises et zimbabwéennes ruine les espoirs rwandais. Le colonel James Kabarebe qui a conçu toute l'opération décide de décrocher de Kinshasa et du Bas-Congo. Il perce les lignes de l'armée gouvernementale angolaise qui progresse à leur poursuite dans le Bas-Congo et crée un couloir jusque dans le nord de l'Angola. Il y rejoint les forces de l'UNITA de Jonas Savimbi. Les troupes rwandaises et leurs alliés congolais passeront trois mois dans le maquis angolais.

Parmi les officiers congolais qui ont rallié le RCD dans le Bas-Congo, on relève le colonel Kibonge Mulomba et le colonel Bitu. Tous deux sont originaires de l'est du Congo. Originaire du Sud-Kivu, le colonel Gédéon Kibonge est diplômé de l'École de formation d'officier (7^{ème} promotion) EFO Kananga, de l'école d'infanterie avancée à Fort Benning (Georgia – USA), de l'École d'études internationales d'intelligence de Fort Bragg (North Caroline – USA), 24^{ème} promotion de l'École d'État Major de Kenitra-Maroc, de l'École de Commandement d'État Major (19^{ème} promotion) du Centre Supérieur Militaire de Kinshasa et de l'École de Commandement de l'Armée de Terre 2^{ème} promotion francophone à Nanjing en Chine Populaire. Il a commandé plusieurs promotions à l'EFO. En 1997, il devient commandant en second de la 225^{ème} brigade à Bunia. Après la débâcle des troupes rwandaises, il prend la fuite en direction du Congo-Brazzaville. Après un long périple, il gagnera Goma. En octobre 1998, à la suite de dissensions profondes au sein du RCD, il se rallie au MLC. Le colonel Bitu fera lui aussi partie de l'expédition de l'Ouest. Il restera aux côtés de James Kabarebe dans le maquis angolais de Jonas Savimbi. Après l'exfiltration des forces à Goma, en octobre 1998, il décide lui aussi de rejoindre le MLC.

Parmi les officiers qui avaient choisi l'exil, une poignée prend le parti d'apporter leur expertise et leur savoir-faire militaire au sein de la jeune Armée de Libération du Congo. Parmi eux, le colonel Dieudonné Amuli Bahigwa, le lieutenant-colonel Lolo Mongapa, le lieutenant-colonel Kato et le major Bule. Les deux premiers ont fait leur carrière au sein de la Division Spéciale Présidentielle. Je connais personnellement le colonel Amuli. Chargé de la sécurité du président Mobutu, il dispose de qualités humaines, de l'autorité et du respect de ses hommes. En 1997, jusqu'au dernier moment, il défendra l'aéroport de Ndjili contre les troupes de l'AFDL. Sur ordre de ses chefs qui ont déjà trahi leur uniforme et fui au Congo-Brazzaville, il abandonne sa position pour effectuer une marche de repli à travers les grandes artères de Kinshasa. Le colonel Amuli conserve un souvenir amer de cette défaite et de la trahison de ses supérieurs. Originaire de l'Ituri, Amuli Bahigwa est gradué en sciences sociales et est diplômé de l'École de formation des Officiers de Kananga (EFO, 11^{ème} promo). Il est également breveté paracommando de CETA et de Kota-Koli. Il a effectué un stage de commandant bataillon en Israël. Il opérait au sein de la Division Spéciale Présidentielle en qualité de Commandant Brigade chargé de la Sécurité Présidentielle. En octobre 1998, Amuli Bahigwa rejoint le MLC. Aujourd'hui, le colonel Amuli est le chef d'État major général de l'ALC.

En avril 1997, le lieutenant-colonel Lolo Mongapa défend la ville de Lubumbashi. Devant la déferlante des troupes de la coalition pro-Kabila et l'immense désorganisation des FAZ, la capitale cuprifère tombe entre les mains de l'AFDL. Lolo Mongapa prend la fuite et tente de rejoindre le général Philémon Baramoto en Afrique du Sud. Le beau-frère de l'ancien président Mobutu ne dispose d'aucun plan de reconquête du Congo. Lolo Mongapa prend conscience de la faiblesse des généraux dont la réputation désastreuse a franchi de loin les frontières du Congo. En octobre 1998, il rejoint également le MLC. 48 ans, originaire de l'Équateur, le colonel Mongapa est un élève de l'École de Sandhurst (UK), il est diplômé de l'École d'État Major d'Égypte.

Beaucoup d'autres officiers vont rejoindre le mouvement au cours des premiers mois de lutte. La plupart sont d'excellents officiers formés pour inculquer le maintien de la discipline, l'organisation logistique, les renseignements et les opérations. Le lieutenant colonel Kato, le major Alongaboni, le major Alengbia, le colonel Gbiato, tous ont une revanche à prendre sur le destin. En quelques mois, l'ALC prend fière allure. Les instructeurs ougandais effectuent un excellent travail et les bataillons sortent des centres de formation créés à travers tous les territoires. L'appui des populations constituent notre principal soutien. Dulia, Isangi, Aketi, Bumba, Lisala, Businga, Gemena, Libenge, Zongo, Gbadolite nous donnent leurs meilleurs enfants pour combattre les forces gouvernementales. Sur le plan du ravitaillement, les populations de la Mongala se mobilisent pour donner des milliers de sacs de paddy afin de nourrir leurs enfants. La lutte de l'ALC est véritablement une lutte populaire. Les bombardements aveugles de Kabila et les exactions commises par les FAC sur les populations civiles favorisent d'ailleurs la complicité entre le peuple et nos combattants.

Le Soudan et le Tchad aux côtés de Kabila

L'audacieuse percée des troupes rwandaises dans le Bas-Congo est suivie d'une pénétration des troupes ougandaises dans l'Ituri. Le 11 août 1998, le 19^{ème} bataillon UPDF s'empare de la ville de Bunia. Les troupes ougandaises protègent le flanc droit de Goma où la mutinerie conduite par le lieutenant Ondekane consolide ses bases. L'entrée en guerre de l'Ouganda est motivée par le soutien qu'apporte le gouvernement Kabila aux rebelles ougandais de l'ADF. Ils ont trouvé refuge dans le Ruwenzori, à Beni et dans l'Ituri. La progression des troupes ougandaises oblige les forces gouvernementales congolaises et les rebelles ougandais à se replier vers le nord. Dans leur poursuite, les éléments du 7^{ème} bataillon de l'UPDF prennent le 20 août 1998 la ville d'Isiro.

Dès la chute du chef-lieu du Haut Uele, Kabila prend contact avec les autorités soudanaises et décide de renforcer en logistique et en matériel un autre groupe rebelle ougandais, les combattants du West Nile Bank Front, WNBF, proches de l'ancien tyran Idi Amin. Des affrontements opposeront les FAC et leurs alliés rebelles à Kaya~Yei et Morobo.

L'évolution de la guerre incite le gouvernement soudanais à s'investir aux côtés de Kabila. Les autorités de Karthoum donnent leur appui à l'expédition par voie aérienne dans le Bas-Uele, à Buta, de 300 rebelles ougandais. Leur mission consiste à préparer la contre-offensive qui doit les conduire à retourner dans leur pays. Le 5 octobre 1998 le 3^{ème} bataillon UPDF s'empare de Buta. De nombreux rebelles ougandais du WNBF sont faits prisonniers. Laurent Kabila prend conscience que ses troupes assistées par les rebelles ougandais ne peuvent s'opposer à l'UPDF, il lance donc un appel à l'aide aux autorités tchadiennes qui dépêchent une brigade dans le Nord de l'Équateur.

Embuscade meurtrière à Dulia

En octobre 1998, un premier bataillon se met en ordre de marche en direction de Buta. L'est du Congo ayant été libéré du joug kabiliste par les troupes rwandaises et ougandaises, une répartition des zones d'action entre les alliés de la coalition anti-Kabila se révèle indispensable. Le Rwanda et le RCD se cantonnent au secteur sud, tandis que l'Ouganda et le MLC se déploient dans l'ouest du Congo.

Les premiers combats nous opposent aux forces tchadiennes venues à la rescousse des troupes gouvernementales. À Dulia, une embuscade anéantit un convoi de 52 jeeps tchadiennes montées avec des armes d'appui 14.5mm. La colonne de véhicules avait été dépêchée en direction de Buta afin de reprendre le chef-lieu du Bas-Uele. Nous sommes informés par nos compatriotes de l'évolution des deux mille Tchadiens débarqués à Gbadolite. Pour ces combattants du désert, la guerre des forêts et des savanes est une inconnue. Dans les plaines du Sahara, l'ennemi est repéré à longue distance, dans la forêt équatoriale, la mort vous surprend à tout moment.

À Dulia, appuyés par l'artillerie du 3^{ème} bataillon UPDF, nous avons préparé une embuscade classique. Nous nous mettons en observation sur les hauteurs d'un défilé que les Tchadiens doivent nécessairement emprunter en direction de Buta. De notre poste d'observation, nous voyons la colonne surgir à tombeau ouvert. Soudain, quelques instants avant le passage, le commandant du convoi s'arrête. Il repart et fait signe à ses hommes de le suivre. Les jeeps s'engagent une à une, sans précaution ni couverture. À peine le dernier véhicule s'est-il engagé que l'ordre est donné d'ouvrir le feu. En quelques minutes, une pluie d'obus s'abat sur le bataillon tchadien. Le commandant s'effondre, mortellement touché. Dans cet étroit défilé, la débandade est totale. Impossible aux véhicules de faire demi-tour. Plus de 600 Tchadiens trouveront la mort en quelques dizaines de minutes. Dans le camp de l'ennemi, c'est la stupéfaction et l'effroi ! Tous les survivants du contingent rentrent précipitamment à Gbadolite et un groupe se positionne en défensive à Yakoma. Dans les rangs de l'ALC, c'est la joie. J'éprouve la satisfaction de ne dénombrer aucun blessé. Nous récupérons 12 jeeps intactes. Avant de quitter l'endroit de l'embuscade, je prends soin de faire procéder à l'inhumation des corps. Il règne à cet endroit une odeur pestilentielle. Je la retrouverai sur d'autres champs de bataille...

La route de l'Équateur

Forts de ce premier succès, les soldats de l'ALC ont un moral d'acier. Désormais, la voie de l'Équateur est ouverte. La progression des troupes est irrésistible. Le contrôle du chemin de fer qui relie la ville de Buta à la ville portuaire de Bumba constitue une excellente porte d'entrée vers l'Ouest du Congo. En dépit de l'état d'abandon de cette ligne ferroviaire, sa réhabilitation permet l'acheminement des hommes, du matériel et de l'équipement dans l'Équateur. Le 17 novembre 1998, la capture de Bumba marque l'entrée du MLC dans la Province de l'Équateur. Exaspérée par les exactions

commises par les Forces Armées Congolaises, FAC, la population est venue à la rencontre de nos troupes pour nous indiquer la voie à suivre et pour mieux surprendre les hommes de Kabila. Bumba accueille le MLC avec une joie évidente. Une chanson est créée par les jeunes artistes de Bumba à la gloire de combattants dont l'éclat comparable au diamant aveugle l'ennemi : Baïmoto. Il devient le nom de guerre que me donnera la population. Il nous faut profiter de cet élan et poursuivre plus profondément en direction du fleuve Congo. J'en informe le président Museveni qui doute et s'oppose à la prise de Lisala. Les conditions me semblent réunies et je prends la décision de continuer la progression. À 8 kilomètres de Lisala, Le commandant Fred Ngalima, appuyé par les artilleurs du 7^{ème} bataillon UPDF, dresse une embuscade dans les plantations de Mindembo. Dans leur fuite de Bumba, les FAC s'éparpillent et tombent dans un piège mortel. Près de 200 FAC gisent dans la plantation. Un char de combat et un camion de munitions sont détruits. Cette embuscade achève de détruire le moral vacillant des FAC qui abandonnent le combat. Les troupes gouvernementales ne se relèveront pas de cet humiliant revers. Cinq jours plus tard, le 10 décembre 1998, les troupes de l'ALC capturent la ville de Lisala. En réalité, conscients de la débâcle des FAC, tout comme à Bumba, à 6 kilomètres de la ville, des habitants de Lisala sont venus à la rencontre des hommes afin d'ouvrir les portes de la ville. Elle deviendra le siège politique du Mouvement.

La chute de Lisala nous rend de plus en plus confiant du fait de la faiblesse de nos adversaires. La progression continue dans une euphorie qui se révélera lourde de conséquences. Le 24 décembre 1998, l'ALC s'empare de la ville de Gemena. Notre appréciation de la fragilité de l'adversaire m'incite à fragmenter les forces de l'ALC. En laissant une compagnie à Businga, une autre à Libenge et une troisième à Bodangabo, j'expose les troupes à une éventuelle contre-offensive. Elle ne va pas tarder.

Contre-offensive de Kinshasa

De Gbadolite, les troupes gouvernementales et leurs alliés Tchadiens préparent une contre-offensive en direction de Businga. Une autre opération est planifiée à Kinshasa en vue de reprendre Gemena. Elle nécessite le concours de la République centrafricaine. Le 31 décembre 1998, le président centrafricain, Ange-Félix Patasse, autorise le passage des troupes de Kabila par la capitale Bangui. Elles franchissent la rivière Ubangui. L'implication du Centrafrique bouleverse les données. Cet appui inespéré permet aux forces gouvernementales de reprendre Gemena. Elles tentent de créer un axe en direction de la cité portuaire d'Akula en vue de lancer une offensive sur Lisala.

La progression des forces tchadiennes est foudroyante. Quelques minutes à peine après mon départ de Gemena, les forces tchadiennes investissent la ville. La perte de Gemena jette des milliers de compatriotes dans l'effroi. Craignant d'être une nouvelle fois victimes des exactions des FAC et de leurs alliés, plusieurs dizaines de milliers d'habitants quittent la ville pour trouver refuge dans la forêt. Sans eau ni médicaments,

ils demeureront terrés pendant plusieurs mois dans des conditions de vie épouvantables jusqu'à ce que cinq mois plus tard, à l'appel de Bemba Saolona, une partie d'entre eux regagne leur foyer. Afin de rassurer les populations terrorisées, le ministre de Kabila les convainc que jamais je ne reviendrai à Gemena. Médusée, la foule qui assiste au meeting populaire de Bemba Saolona l'entend me renier. Il demande aux populations d'aider les troupes tchadiennes et les FAC à ma capture, mort ou vif. Orphelin de mère, je devenais orphelin de père !

Cette contre-offensive de Kinshasa désarçonne l'ALC et son allié ougandais. Nous décidons de nous replier tactiquement en direction d'Akula. Les difficultés d'approvisionnement en logistique du fait de l'éloignement des lignes arrières et le manque d'armes d'appui sont les causes objectives qui expliquent ma décision. Conserver la vie de mes hommes et ne pas perdre le matériel, telle est la ligne de conduite dictée aux colonels Amuli et Karawa. La percée-éclair des hommes de Kabila vers Gemena ne permet pas de résister. Notre position défensive sera installée à Akula. Le contrôle du fleuve passe par la maîtrise de cette petite localité où se jouera le destin du MLC.

De Zongo à Libenge, les troupes de Kinshasa conduites par des officiers katangais commettent les pires exactions. Des dizaines de jeunes gens sont sauvagement massacrés par les FAC. Ils sont suspectés d'être des partisans du MLC. Un journaliste indépendant sud-africain recueillera sur le terrain les preuves des massacres. Et Imana Ingulu, cadre du MLC, effectuera une enquête minutieuse et identifiera plusieurs charniers. Pendant plusieurs mois, les populations de Libenge demeureront traumatisées. Elles refuseront longtemps de sortir des forêts dans lesquelles elles avaient trouvé refuge.

Les forces cantonnées à Bodangabo, Akula et Libenge se replient à Akula. À Businga, les alliés perdent un camion rempli de munitions et d'armes, notamment un 107mm, une arme anti-aérienne et un missile anti-aérien. Le 27 janvier 1999, les Tchadiens reprennent Businga. Les troupes d'Idriss Deby reprennent confiance et avancent à vive allure avec des blindés légers en direction de Lisala.

La bataille de Lisala

En provenance de Gemena et de Businga, les troupes de Kabila et les Tchadiens tiennent Akula en étau. Pour parer au plus pressé, le commandant en chef de l'UPDF ordonne à son 8^{ème} bataillon installé à Isangi de renforcer la ville de Lisala. Ce bataillon dispose de 1.200 hommes. Plusieurs chars de combat et des armes d'appui sont transportées par voie fluviale de Kisangani vers Lisala.

Le 2 février, les Tchadiens s'emparent d'Akula et traversent la rivière. Le bataillon de l'ALC positionné à 9 kilomètres du port d'Akula n'a opposé aucune résistance face à l'avancée des Tchadiens qui installent une tête de pont sur l'autre rive. Dans la nuit du 2 au 3 février, je suis informé de la perte d'Akula. Le 2 février, à 3 heures du matin, en

compagnie du général Kazini, je me mets en route vers Akula. Il nous faut jouer le tout pour le tout ! Heureusement, les armes d'appui arrivées à Lisala constituent un renfort précieux. Après 8 heures de combat acharné, le 4 février, les Tchadiens sont mis en déroute et la cité portuaire d'Akula est récupérée.

Le répit est de courte durée. Les renseignements militaires informent de la présence de barges qui remontent le fleuve Congo à hauteur de Makanza. Le 22 février 1999, ces bateaux munis d'artillerie progressent en direction de Lisala. 3.000 éléments FAC débarquent à Umangi et encerclent la ville. Ces événements me trouvent à Kampala. Dans la nuit du 22 au 23 février, à 4 heures du matin, le téléphone retentit dans ma chambre d'hôtel. L'opérateur m'informe que Lisala est attaqué par les troupes de Kabila. La situation est grave. Il me faut rallier au plus vite Lisala.

Le président Museveni met un avion C130 à ma disposition. Nous décollons dans l'incertitude la plus totale sur le sort des troupes à Lisala. L'atterrissage s'effectue sous le feu nourri de l'ennemi dont les forces progressent sur deux axes, le premier en direction de la ville, le second en direction de l'aéroport. La ville est coupée en deux. À ma descente d'avion, plusieurs soldats sont fauchés par les tirs ennemis. Mon arrivée inespérée redonne courage aux soldats qui résistent à l'avancée de l'ennemi. Une partie des troupes est en débandade et a pris la route de Bumba. Au volant d'une Land Cruiser, je décide de les poursuivre afin de stopper leur repli. Dans la précipitation, mon véhicule fait un tonneau, heureusement sans gravité. Je me relève avec des blessures superficielles. S'il faut croire au miracle, celui-ci ne sera pas le dernier ! La nuit tombe et l'incertitude est totale, je tente de galvaniser l'énergie et le moral des hommes. Tous ceux qui m'entourent sont prêts à tout sauf à perdre Lisala.

Le deuxième jour de combat ne lève pas les incertitudes. Trois bateaux pilonnent la ville. Dans les airs, les Antonov bombardent nos positions. Je continue à regrouper les hommes et à riposter aux assauts ennemis. Nous n'avons pas encore perdu l'aéroport qui demeure la cible d'un pilonnage intensif de l'artillerie FAC. Il me faut tenter le tout pour le tout. En me dirigeant vers Umangi, je tombe dans une embuscade. Un tir de rocket s'écrase à quelques mètres de mon véhicule. Je ne suis pas touché. Deuxième miracle ! Mon escorte a pris fuite et je suis obligé de rebrousser chemin en direction du centre de Lisala. Les munitions commencent à manquer et la situation paraît de plus en plus désespérée. Je convaincs Kampala de m'envoyer des munitions.

Le troisième jour de combat, un Antonov 12 atterrit sous les balles. À chaque bombardement, l'équipage et les soldats, qui déchargent les caisses de munitions, se réfugient dans les trous d'artilleurs. Sous une pluie d'obus, l'Antonov parvient à redécoller sans casse. Troisième miracle ! Ces munitions nous permettent d'intensifier la riposte. L'arrivée des chars de combat acheminés dans le plus grand secret provoque un vent de panique dans les rangs des FAC.

Au cinquième jour, nous récupérons la ville. Le courage, la bravoure et la détermination des équipages, qui au péril de leur vie ont effectué sous le feu ennemi des atterrissages, et l'héroïsme des hommes qui ont surmonté leur peur pour reprendre

le combat, consolideront le sentiment de cohésion et de fraternité au sein de l'Armée de Libération du Congo. La victoire de Lisala est gravée dans la mémoire de tous les combattants et des populations qui ont vécu des heures tragiques. Cette bataille marque un tournant dans la guerre dont l'enjeu consiste désormais dans le contrôle du fleuve Congo et de ses affluents.

Changement de stratégies

La contre-offensive de Kabila nous oblige à prendre la mesure de nos faiblesses et de nos erreurs. Désormais, il ne sera plus question d'opérer une fragmentation des troupes de l'ALC et de se précipiter sur les objectifs sans préalablement avoir assuré une couverture arrière solide. Après cinq mois de formation intensive, des centres d'instruction de Buta, Bumba et Lisala sortent des bataillons d'infanterie prêts au combat. Ces milliers de combattants se sont engagés librement avec le soutien de leur famille, de leurs proches. Les officiers qui encadrent les centres et les instructeurs ougandais travaillent à la constitution d'un corps d'armée homogène, discipliné et bien encadré. De janvier à mai 1999, tous les efforts sont orientés sur ces centres de formation.

Des signaux persistants faisant écho de la volonté d'anciens généraux ex-FAZ d'intégrer la lutte de libération me parviennent. Une poignée d'entre eux s'installent à Kampala et prennent contact avec les autorités ougandaises. Les généraux Baramoto, Eluki et Mukobo tentent de convaincre l'Ouganda de la nécessité de leur présence aux côtés des officiers et des combattants. En mai 1999, en pleine organisation de l'offensive, le général Philémon Baramoto débarque à Lisala. Il nous promet une aide substantielle en uniformes, munitions et armes légères en vue de l'équipement des nouvelles troupes. Les hommes attendront en vain pendant plusieurs semaines la réalisation des fausses promesses de l'ancien patron de la Garde civile de Mobutu. Sans doute convaincu de l'appui des autorités ougandaises, les généraux félons de Mobutu s'incrusteront à Kampala dans l'attente de prendre le contrôle de l'Armée de Libération du Congo. Désargentés, divisés et fâchés avec leurs hôtes, ils regagneront l'Europe. Cet épisode rocambolesque met en lumière la fin d'une triste époque où le pouvoir était victime des fantaisies d'un général d'opérette.

Au cours de cette période de réorganisation, la gestion de la logistique est confiée au capitaine Solo. Compagnon de la première heure, Solo profite de sa position pour vendre une partie du stock de carburant. Arrêté, il sera traduit devant le conseil de discipline qui lui infligera, conformément au code de conduite de l'ALC, une peine d'emprisonnement qu'il purgera à Angenga. Quant au Colonel Karawa, son refus de se rendre au front et d'exécuter les ordres qui lui avaient été donnés lui vaudront également d'être jugé par ses pairs. La volonté de construire une armée forte, disciplinée et homogène prend le pas sur les considérations sentimentales qui ruinent la cohésion du corps. Bien que ces deux officiers aient été les tout premiers à s'engager à mes côtés dans la lutte pour la libération, leur refus d'intégrer les valeurs

du changement, de rompre définitivement avec les méthodes du passé et de servir d'exemple pour les jeunes combattants, les conduira à quitter le Mouvement.

La prise de Businga, le 14 mai est suivie de celle d'Abuzi, le 20 mai 1999. Le démarrage de la reconquête de l'Équateur est amorcé. Les troupes de l'Armée de Libération du Congo sont bien équipées. Face aux forces armées congolaises de Kabila, aux troupes tchadiennes et aux combattants hutus, le combat se fera désormais à armes égales. Au cours des journées du 28 et 29 mai, nous reprenons le contrôle de la jonction de l'axe routier Businga-Gbadolite. La bataille de Gbadolite peut commencer ...

Les forces en présence

La prise de Gbadolite constitue un objectif majeur pour la conquête de l'Équateur. Il nous faut prendre le contrôle de l'aéroport d'où opèrent les avions qui bombardent les populations civiles.

Sous le commandement du colonel Deward N'sau, les effectifs affichés par l'État-major de la 5^{ème} région militaire, secteur Nord Équateur sont de 14.245 militaires. Laurent Kabila mesure toute l'importance de la bataille de Gbadolite et donne des instructions précises à son État-major composé de 256 cadres et officiers. Sur les axes Yakoma et Businga, le colonel N'sau déploie respectivement 2.471 et 2.868 éléments. Il organise également 1.207 unités chargées du secteur de Gemena. À ces troupes, il faut ajouter 2.210 soldats du contingent tchadien, 3.932 extrémistes hutus Interahamwe et un détachement de 108 soldats soudanais. La ville de Gbadolite est défendue par le détachement Golf composé de 1.056 éléments. Les 78 éléments de la DEMIAP, 53 PM, 32 Air force et 74 éléments de la Force navale complètent le dispositif de défense du Nord Ubangui.

Face aux 14.245 hommes de troupes déployés par Kabila, en mai 1999, l'Armée de Libération du Congo aligne un effectif de 8.623 soldats. Les huit bataillons de l'ALC sont déployés sur plusieurs fronts. Ces bataillons qui dépendent d'un État-Major opérationnel ont tous combattu sur les différents fronts avec l'appui de l'UPDF. Ils sont composés à 80% de nouvelles recrues, auxquelles il faut ajouter d'anciens FAZ et des déserteurs FAC. Tous ont bénéficié d'un entraînement et d'une formation militaire complète. Le rapport de force disproportionné entre les troupes en défensive et le MLC ne joue cependant pas en défaveur des combattants de la liberté. L'appui populaire, la cohésion, l'encadrement des officiers qui assurent le maintien de la discipline et la détermination de vaincre constitueront les facteurs déterminants pour l'issue des combats.

Parmi tous les bataillons alignés sur le front de l'Équateur, plusieurs ont une histoire et une expérience particulière. Le premier bataillon est constitué par les anciens FAZ et FAC récupérés par l'ALC dans les secteurs de Kisangani, Buta et Bumba. Il compte 986 unités. Après avoir libéré les villes et centres cités ci-haut, ce bataillon a libéré

Lisala et a continué sa mission à Businga, Karawa, Akula, Gemena jusqu'à Libenge. Mais faute d'une appréciation exacte de la situation, la contre-attaque ennemie l'obligera à quitter Libenge, Gemena et Businga pour s'installer en défensive ferme au niveau d'Akula.

Mis en place lors de la prise de Gemena et Libenge, le 2^{ème} Bataillon est également composé des ex-Faz et Fac. Il a comme effectif 826 hommes. Après avoir consolidé sa position de défense à Akula, cette unité fera la fierté de l'A.L.C. Après avoir libéré Budjala et Karawa, elle progresse vers Gemena.

Le bataillon Simba est constitué de jeunes recrutés et formés aux environs de Bunia, de Isangi et de quelques ex-FAZ et FAC. Ce bataillon commencera sa progression à Lisala et, avec le 1^{er} Bataillon, le Bataillon Simba prendra les villes de Businga et Karawa pour enfin, se replier jusqu'à Bosomanji où il sera placé en position défensive ferme. Après une réorganisation, le Bataillon Simba reprendra Businga et continuera sur Loko. Après la bataille de Gbadolite, sa mission consistera à reprendre Zongo et Libenge. Son effectif est de 580 militaires.

Le 3^{ème} Bataillon comprenant 424 unités est composé de jeunes recrutés à Buta, Dulia et Aketi, et formés à Dulia. Il commence à évoluer à partir de Likati en passant par Wapinda, Yakoma, Kotakoli. Il atteindra la ville de Gbadolite. Après Gbadolite, sa mission consistera à rejoindre le bataillon Simba pour la conquête de Zongo et Libenge.

Le 4^{ème} bataillon est composé de 910 jeunes gens recrutés à Bumba, Binga et Lisala. Formés d'abord à Ebonda et Yamaluka près de Bumba, ces recrues sont allées parachever leur formation à Lisala. Cette unité capturera Mobeka, centre se trouvant à l'embouchure de la rivière Mongala et du fleuve Congo.

La bataille de Gbadolite

Après la guerre-éclair opérée entre octobre et décembre 1998, la reprise de la progression des troupes du MLC dans l'Équateur effectuée à partir de mai 1999 tient compte des erreurs stratégiques et tactiques des premières semaines de la guerre. La nature des troupes concentrées dans le Nord Ubangui exige du commandement FAC une maîtrise parfaite des hommes en vue du maintien de la cohésion et de la discipline. À la tête de la 5^{ème} région militaire, le 20 mars 1999, Laurent Kabila place le colonel Deward N'sau. Lors de la guerre de l'AFDL, N'sau commande la 21^{ème} brigade Léopard qui protège Lubumbashi, la capitale du cuivre. Cette brigade constitue le fer de lance des FAZ. Elle dispose d'un arsenal impressionnant. En avril 1996, les troupes de l'AFDL débouchent dans le Katanga. Avec la complicité de la Zambie et l'appui de la Tanzanie, Lubumbashi est encerclée. Les FAZ résistent au pilonnage de la coalition AFDL. Sur ordre du général Mahele, chef d'État major général des FAZ, le colonel N'sau lance un appel à ses troupes, leur demande de baisser les armes et de rallier Laurent Kabila. Le général Mahele est convaincu de la victoire des forces de la

coalition anti-Mobutu. Il envisage la défaite et la constitution d'une nouvelle armée congolaise qui serait placée sous son commandement.

Pour le porte-parole de l'AFDL, N'sau est loin d'être un inconnu. En 1970, l'adjudant Deward N'sau dirige un peloton dans le secteur de Kalemie où opère la rébellion de Laurent Kabila. En réalité, à cette époque, le 23^{ème} bataillon de l'Armée nationale congolaise vient de faire défection et d'entrer dans le maquis aux côtés de Kabila. N'sau fera partie des éléments chargés de traquer les maquisards. En 1971, il entre à l'École militaire en Belgique dans le régiment des para-commandos. Ainsi, en 1997, après son ralliement aux forces de la coalition, le colonel N'sau devient officieusement l'adjoint du commandant James Kabarebe. Dès l'entrée des troupes dans la capitale zaïroise, Deward N'sau est nommé par Kabila à la tête de la 50^{ème} brigade en charge de Kinshasa, du Bas-Congo et du Bandundu. Dans un milieu ravagé par la paranoïa des responsables et la délation des subalternes, le colonel N'sau est accusé de fomenter un coup d'État contre Kabila en ayant favorisé la fuite de plusieurs éléments de l'ex-Division Spéciale Présidentielle. Interpellé le 19 octobre 1997 par Laurent Kabila, il est remplacé par John Numbi, un électronicien originaire de Likasi. N'sau est nommé à la tête de la 223^{ème} brigade qui stationne à Isiro. Elle ne dispose que d'un bataillon pour faire face aux troupes de l'UPDF. Faute d'approvisionnement et de logistique, les troupes de Kabila vont être totalement défaits par la puissance de feu ougandaise. En désespoir de cause, N'sau effectuera avec ses 1.500 hommes un repli en Centrafrique laissant totalement libre l'accès de Yakoma. Laurent Kabila leur donnera l'ordre d'organiser la défense de Gbadolite.

En mai 1999, la tension est vive dans le chef-lieu du Nord'Ubangui. Les FAC prennent conscience de la progression irrésistible de nos troupes. Attaquées sur cinq axes différents, Bondo-Yakoma, Likati-Yakoma, Abuzi-Yakoma, Businga-Yakoma et Akula, les troupes de Kabila ont le moral au plus bas. D'autant qu'après avoir touché 454.000 dollars américains, représentant leur solde, les Tchadiens, sous prétexte d'organiser la défense de Gemena, fuient nuitamment en direction du Centrafrique. Ils emportent chars, blindés légers, 75 jeeps mitrailleuses ainsi que tout leur équipement. À Gbadolite, la démotivation des troupes est totale. Le colonel N'sau informe Kabila du départ de ses alliés tchadiens et demande à Kinshasa du renfort. Il ne reste sur l'aéroport de Gbadolite qu'un Antonov 26, qui après avoir été piloté par des équipages soudanais, sera placé dès mars 1999, sous la responsabilité du colonel N'Tita et du major Mwanza. Les deux officiers aviateurs effectueront les missions de bombardements des localités par nous libérées.

En juin 1999, deux bataillons arrivent de Kinshasa pour renforcer Gbadolite. Le premier est issu de la 50^{ème} brigade et le deuxième est composé de PPU, les éléments de la garde présidentielle. Dès leur arrivée à Gbadolite, les PPU arrachent au colonel N'sau ses appareils de communication et l'accusent de trahir Kabila. Une tension extrême divise les FAC. Les éléments de la 50^{ème} brigade fraîchement débarqués à Gbadolite déconseillent au colonel N'sau de prendre le commandement des troupes sur la ligne de front au risque d'être abattu par les PPU comme ils l'ont fait au Katanga avec les trois généraux ex-FAZ Bekadja, Ngwala et Mulimbi, l'actuel chef d'État

major de l'armée de terre de Kabila, le général Lukama, échappant par miracle à ce massacre. Les renforts décident d'aller appuyer le 23^{ème} bataillon qui résiste à la progression de l'ALC sur l'axe de Businga. Arrivés à Businga, les PPU prennent le commandement des opérations et refusent de suivre les conseils du commandant du 23^{ème} bataillon qu'ils assassineront, provoquant une révolte du bataillon. Après s'être entretués, les FAC abandonnent leur position et se replient vers Gbadolite.

Juché sur un char, le féroce commandant FAC Évariste, terreur de la population de Gbadolite, prend la tête de la colonne afin de reconquérir le terrain. À quelques kilomètres de Businga, une mine posée par ses alliés détruit son char. Évariste est décapité. Les troupes de Kabila paniquent, refusent de se battre et refluent une nouvelle fois vers Gbadolite.

Quant aux autres axes sur lesquels progressent les troupes de l'ALC, la discipline, la détermination et le courage des hommes tranchent avec le comportement des hommes de Kabila. L'ALC dispose de l'appui efficace de l'artillerie du 8^{ème} bataillon UPDF.

Dans leur retraite, le sauve-qui-peut général des FAC prend le pas sur le respect des instructions de la hiérarchie. Le chef d'État major des forces terrestres, Joseph Kabila, ordonne au colonel N'sau de détruire le pont de Loko et de se replier de Bosobolo vers Molegbe. Le fils du maquisard n'en reste pas là, il exige que toutes les bombes stockées dans les installations aéroportuaires de Gbadolite et destinées aux frappes aériennes par l'Antonov 26 soient placées sur la piste afin de détruire l'aéroport. Le colonel N'sau connaît le risque pour les populations civiles d'une déflagration de bombes de 250 kilos et 800 kilos, représentant plus de cinq tonnes d'explosifs à quelques centaines de mètres des habitations civiles. L'officier refuse d'obéir aux injonctions de Joseph Kabila et se contente de détruire les Mig et les MI24 abandonnés dans leur fuite par les troupes de Mobutu et que Kabila n'avait pas jugé utile de remettre en état de fonctionnement. N'sau donne ordre à l'équipage de l'Antonov 26 de décoller et de regagner la capitale. Kinshasa ordonne alors de détruire la ville de Gbadolite. Aucune infrastructure ne doit être épargnée.

Le 3 juillet 1999, le colonel N'sau abandonne son quartier général et le gros des troupes. Il gagne Tudu, une petite localité située à 8 kilomètres de Gbadolite, et demande aux hommes restés dans la ville de se mettre à l'abri avant le pilonnage des immeubles. En réalité, il joue d'une ruse pour épargner les populations civiles. Avec ses hommes, il atteint la localité frontalière de Mobayi sur les rives de l'Ubangu. Il joint une dernière fois par le téléphone satellitaire l'état-major général à Kinshasa et entre en contact avec le colonel Eddy Kapend qui lui demande de tout mettre en œuvre pour détruire le barrage hydroélectrique de Mobayi. Le colonel N'sau promet d'effectuer le dynamitage du barrage le 4 juillet à 8 heures du matin. À 2 heures, il quitte le territoire congolais pour trouver refuge en Centrafrique et entre en contact avec ses hommes et rallie le MLC.

DESTINS CROISÉS

Un territoire, une armée, une administration et des milliers d'hommes au destin quelquefois tragique, souvent héroïque. En quelques mois, le Mouvement de Libération du Congo prend corps dans la lutte et l'adhésion populaires autour d'un idéal et d'une vision nouvelle du Congo. La générosité et l'altruisme des combattants relèvent non seulement d'une solide instruction de base mais aussi d'une adhésion aux valeurs et aux principes prônés par le- Mouvement. La valeur des commandants, leur respect du code de conduite et le sens du sacrifice ont permis de maintenir une parfaite cohésion dans les rangs de l'ALC.

En acceptant de partager un destin commun, les officiers, les commandants et les milliers de jeunes volontaires sont les héros anonymes d'un combat quotidien pour la dignité des Congolais. Qu'ils soient issus des rangs de l'année de Mobutu, combattants de l'ex-AFDL, ou sortis des centres d'instruction de l'ALC, les hommes qui encadrent les combattants de la liberté ont chacun leur histoire. Elle ressemble à celle d'une nation déchirée par la guerre. Sur les sentiers de la liberté, les routes se sont croisées au gré des combats. Ces destins nourrissent l'histoire d'un mouvement dont la vocation demeure le rassemblement de tous ceux qui sont déterminés à déchirer l'épais voile de fatalité qui recouvre le Congo.

La revanche d'un FAZ

La malice et l'ironie percent dans le regard du major Benjamin Alongaboni. Comme nombre d'anciens de l'École de formation des officiers de Kananga, Benjamin Alongaboni est un officier talentueux qui dispose d'un réel sens du commandement. La défaite de l'armée de Mobutu n'émeut pas cet officier qui refuse d'être cantonné avec ses pairs. En 1997, Alongaboni se retrouve à Gemena au sein de l'inspection de la police nationale. Il encadre les forces de police du nord et du sud de l'Ubanguï. À Mbandaka, ses supérieurs ne se soucient pas du sort du fief de l'ancien dictateur zaïrois.

Le déclenchement de la guerre de libération dévoile l'incapacité de l'armée de Kabila à résister à la pression de l'ALC. Le 17^{ème} bataillon FAC ne dispose pas de ressources humaines capables d'affronter les rebelles. Kinshasa n'envisage pas d'envoyer de renfort dans l'Équateur. Le major Alongaboni suggère aux autorités politico-administratives d'engager des négociations avec le MLC. Le 22 décembre 1998, Benjamin Alongaboni emmène une poignée de notables et de chefs de quartiers en dehors de Gemena afin de discuter avec les responsables militaires rebelles. Les contacts avec les commandants Makwani et Ngalimo, tous deux officiers ex-FAZ, aboutissent à une solution permettant de préserver la vie des citoyens en favorisant une entrée pacifique de l'ALC dans Gemena. Les officiers de l'ALC exigent que toutes les armes soient rassemblées afin de garantir le succès de l'opération. De retour à Gemena, les négociateurs acceptent les conditions posées par l'ALC et ordre est donné

à tous les soldats de rassembler les armes au sein de l'inspection de la Police. Le 23 décembre, le major Alongaboni retourne auprès des officiers de l'ALC et leur confirme que les conditions sont désormais remplies pour la chute de la ville. Le 25 décembre, l'ALC entre en colonne dans la ville. Quelques instants après la prise de Gemena, un Antonov 26 kabiliste salue le succès de l'ALC en bombardant la ville. Toutes les armes sont récupérées et mises à la disposition des combattants.

Le 27 décembre, j'entre à Gemena après une brève visite à Karawa. Au cours de mon entretien avec le major Alongaboni, je découvre un officier expérimenté et responsable. Son assurance et sa franchise confortent mes premières impressions. Je charge immédiatement Alongaboni de seconder le colonel Karawa au bureau des opérations de l'ALC. À cette époque, la progression précipitée des troupes de l'ALC en direction de Libenge et Zongo rencontre la désapprobation du major Alongaboni qui dispose de toutes les informations sur la nature et la force ennemie. La progression se termine par une contre-offensive foudroyante des Tchadiens. Le fiasco prévisible ne peut être évité. Alongaboni quitte le bureau des opérations afin de s'orienter vers les réalités du terrain. Le repli tactique opéré sur Lisala permet une réorganisation des troupes.

Le commandement des troupes de Kabila constitue la plus grande faiblesse de son armée. Quand Benjamin Alongaboni passe ses nuits dans les tranchées aux côtés de ses hommes, les officiers FAC vivent dans leur quartier général sans partager les conditions de vie de leurs hommes. Ce mode de vie partagé, le sens naturel de l'autorité et la capacité à décider, correspondent à l'image de Benjamin Alongaboni, au standard des officiers de l'ALC. En venant de Lisala, le major Alongaboni deviendra le commandant de la brigade opérant sur l'axe Basankusu- Bolomba.

La révolte du bouvier de Mulenge

Le petit bouvier qui, dans les collines du Kivu, gardait le cheptel familial ne pouvait s'imaginer qu'il porterait un jour, loin de ses collines, la tenue de combattant. Le commandant Moustapha a grandi parmi les siens dans les collines du Sud-Kivu. Le vol de bétail, les agressions répétées des militaires de Mobutu, la rumeur des massacres au-delà des collines agitent la vie du jeune Munyamulenge. Victimes d'une forme d'ostracisme de plus en plus prononcé de compatriotes congolais, les Banyamulenge se sentent menacés par les opérations brutales de ratissage des collines effectuées par les militaires zaïrois. En compagnie d'autres jeunes, Moustapha se joint aux Tutsi rwandais qui s'entraînent aux métiers des armes à Mbarara, dans un des multiples centres d'instruction ougandais. La révolution du Front Patriotique Rwandais se prépare et une poignée de Tutsi congolais se solidarisent de leurs frères rwandais.

L'entrée du FPR dans Kigali est saluée comme une victoire militaire qui dresse la perspective d'un avenir meilleur pour toute la communauté Tutsi éparpillée à travers l'Afrique des Grands Lacs.

L'afflux massif de centaines de milliers de réfugiés hutus dans le territoire zaïrois accentue l'insécurité et la peur des Banyamulenge. Le vol du bétail et les assassinats répétés de Tutsi congolais par des ex-FAR et des Interahamwe qui se sont installés le long de la frontière rwandaise créent un climat de tension extrême qui aboutit à la reprise de la guerre. Moustapha qui a gagné ses galons au sein de l'armée patriotique rwandaise s'engage aux côtés des combattants de l'AFDL pour débarrasser le pays d'un pouvoir qui assiste les génocidaires. Avec un groupe de 60 compatriotes, Moustapha investit Uvira. La progression se poursuit sur Baraka, Fizi et Kalemie.

Laurent Kabila rejoint plus tard le mouvement. Il n'a d'autres troupes que les combattants Banyamulenge. Moustapha offre à Kabila son premier pistolet. L'armée de l'AFDL est constituée de bataillons mixtes combinant des éléments rwandais et congolais. Moustapha continue sa progression dans le Katanga. Entre-temps, il fait la connaissance de Joseph Kabila qui, débarqué de Tanzanie, assiste dans l'intendance le chef d'État major général, James Kabarebe, le véritable planificateur de la guerre de l'AFDL. Kamina, Tenke et Kolwezi tombent sans coup férir avant la chute de Lubumbashi. Le commandant Moustapha est envoyé à Kananga où il fait la connaissance parmi les prisonniers de deux jeunes officiers sortis de l'École de formation des officiers, Jean-Pierre Ondekane et Hugo Ilondo. Par avion, la compagnie de Moustapha est expédiée à Kikwit. Elle progresse vers Kinshasa. Après avoir fait sauter le verrou de Kenge, le 17 mai, Moustapha entre dans la capitale congolaise.

Le 19 mai, le commandant est renvoyé à Kenge afin d'éliminer toutes les poches de résistance des ex-FAZ et des éléments de l'UNITA. Au cours des premiers mois du régime AFDL, Moustapha conduit des opérations contre les Interahamwe et les ex-FAR à Beni et dans les collines du Ruwenzori. Ils traquent les extrémistes hutus qui ont trouvé refuge dans le Kivu.

L'instrumentalisation des génocidaires hutus par Kabila est perçue par les Banyamulenge comme une véritable trahison. Le sang versé par les Tutsi congolais pour porter Kabila au pouvoir crie vengeance. Moustapha se joint aux mutins de Goma qui, le 2 août 1998, décident d'abandonner Kabila et de créer le Rassemblement Congolais pour la Démocratie, RCD. Il fait partie de la première équipe de 150 hommes qui sont envoyés à Kitona, dans le Bas-Congo. L'avancée des troupes du RCD est rapide. Elles arrivent dans la capitale congolaise dans laquelle Moustapha et ses hommes vont se cacher tentant de fuir les assauts des angolais et des zimbabwéens. Car l'entrée de l'Angola aux côtés de Kabila modifie profondément la donne. Coupés de leur base arrière, privés de logistique, bombardés par l'aviation, pilonnés par l'artillerie, la promenade des soldats du RCD se transforme en déroute. À Kinshasa, les troupes rebelles se heurtent à la résistance des populations. La tentative de coup d'État échoue, les rebelles se replient en direction de Kisantu. Kitona étant entre les mains des forces gouvernementales angolaises, l'armée du RCD ouvre une brèche en direction des territoires angolais frontaliers contrôlés par Jonas Savimbi. En territoire angolais, les rebelles congolais et les troupes rwandaises prennent le dessus sur les troupes gouvernementales angolaises et, avec l'aide de l'UNITA, se saisissent de

l'aéroport de Maquela do Zombo. Aussitôt, les rebelles réfectionnent et balisent la piste.

Pendant deux mois, avant d'être rapatriés à Goma, les soldats du RCD seront approvisionnés par des vols nocturnes en provenance du Rwanda. Dès son retour au Congo, Moustapha prend les commandes du 4^{ème} bataillon RCD. Il est dépêché à Buta où il croise les officiers du MLC. Ordre lui est donné par l'État major général du RCD qui s'est établi à Kisangani de procéder à l'arrestation des hommes du MLC. *«Je ne suis pas politicien, si le MLC est une chance, il faut la saisir! »* pense-t-il. Toutefois, il prend le parti de ne pas choisir et d'évoluer en dehors de toute pression des officiers des deux mouvements. Avec ses 260 hommes, Moustapha prend la route de Titule, Bambesa, Dingila, Ango, Bondo et Monga. À mesure qu'il progresse, sans ravitaillement, il ne dispose que des médicaments et des armes conservés précieusement depuis la guerre du Bas-Congo. Sur le terrain, il ne cesse d'avancer et de renforcer son armement. Au fil des batailles, les soldats se rallient aux rebelles. En quelques semaines, la troupe de Moustapha atteint 523 éléments qui constituent désormais le bataillon Simba. À Yakoma, Moustapha croise à nouveau la route du MLC.

La force de caractère, l'esprit d'initiative et la capacité à mobiliser les hommes m'ont convaincu de la valeur, de la combativité et de la détermination d'un homme décidé à gagner la liberté et la sécurité pour les siens et pour tous ses compatriotes Congolais. Je confie à Moustapha le commandement de la brigade C qui progresse sur l'axe Waka en direction de Befale. Dans ce secteur, le commandant Moustapha affrontera victorieusement les bataillons jaguar Interahamwe alliés aux FAC et aux troupes zimbabwéennes.

L'humiliation de l'exil

Il a conservé l'accent belge de ses instructeurs de l'École de formation des officiers et porte une barbe de pirate. Après 17 années de bons et loyaux services dans l'armée, le major Dieugentil Alengbia a connu toutes les avanies avant de rallier l'Armée de Libération du Congo. Dès l'arrivée de Kabila au pouvoir, le major Alengbia refuse de rejoindre le camp de Kitona où vivent dans un environnement concentrationnaire des milliers de soldats et leurs officiers de l'armée défaite de Mobutu. Comme tant d'autres, il se terre dans la capitale. Le temps passe et les choses semblent s'arranger pour Alengbia. La solidarité des anciens de l'École de formation des officiers de Kananga aidant, des collègues de promotion lui ouvrent les portes de l'armée de Kabila. On lui confie des fonctions dans l'administration. Alengbia ne s'adapte pas au système en place. Suspecté d'entretenir des liens avec d'anciens officiers, il sent l'étau se resserrer autour de lui et choisit, en mai 1998, de se réfugier à Brazzaville.

Dans la capitale voisine, il retrouve des officiers de l'ancienne Division spéciale présidentielle, DSP, d'autres de la Garde civile, GACI, et enfin ceux issus des autres forces. La rivalité entre tous ces groupes rend la vie tout aussi dangereuse qu'à

Kinshasa. De mai à décembre 1998, le major vit d'expédients, passe ses nuits à la belle étoile ou dans une église. Officier *phaseur* – nom attribué par les Congolais aux Sans domicile fixe, SDF – Alengbia se cache des Kinois qu'il rencontre afin de ne pas étaler sa misère. En décembre 1998, à la faveur de la reprise de la guerre civile à Brazzaville, en compagnie d'autres officiers, il prête main forte aux milices fidèles au président Denis Sassou Nguesso.

C'est alors que l'ancien chef d'État major de la DSP en exil, le colonel Tendayo, propose aux officiers d'effectuer une opération afin de renverser Kabila. En février 1999, en compagnie de 157 camarades, le major Alengbia gagne, au nord de la capitale brazzavilloise, le maquis. Sous le commandement du colonel Bahuma – qui lui aussi rejoindra les rangs de l'ALC – Alengbia et ses hommes n'ont qu'un objectif, gagner Kinshasa. Sans aucune arme d'appui, dépourvu des munitions nécessaires à une telle opération, au péril de leur vie, les insurgés traversent à découvert le fleuve Congo au niveau de Bolobo, où sa largeur atteint douze kilomètres. Ils y prennent position. Privés de toute information sur la nature des forces ennemies positionnées le long de la rive du Congo-Kinshasa, les soldats partent à l'aveugle. Les commanditaires de l'opération ont promis un soutien logistique dès la capture du petit aéroport de Bolobo ainsi que l'appui de mercenaires en provenance d'Afrique de l'Ouest. Aucune de ces promesses ne se réalisera. Entre les ex-DSP, GACI, FAZ, les divisions sont profondes. Au grand mécontentement des instigateurs de l'opération, l'esprit corporatiste des fidèles aux anciens généraux de Mobutu hypothèque toute chance de succès pour Alengbia et ses hommes. Confrontés aux troupes de Kabila, ils se retrouvent sans munitions. En catastrophe, les rebelles regagnent Brazzaville.

Sur instruction des autorités brazzavilloises, ils seront cantonnés en vue de leur remise entre les mains de Kabila. Le dictateur congolais envoie deux missions à Brazzaville en vue d'identifier les éléments rebelles et de les inviter à regagner Kinshasa. Après avoir été photographiés, les rebelles sont invités à remplir des fiches et répondre à des questions précises sur leurs aspirations. «*Je ne rentrerai au pays que lorsque la démocratisation sera complète*» répond Alengbia aux délégués de Kabila. Alors que le dictateur congolais lance un grossier appât en décrétant une amnistie générale, Alengbia refuse de regagner son pays et, en compagnie du colonel Bahuma, décide de rejoindre le MLC. Le 11 décembre 1999, les deux officiers sont invités à suivre une formation spéciale. En juillet et août 2000, le major Alengbia participera à la bataille de l'Ubangui. Son expérience, son art du commandement et sa lucidité permettront d'écraser les 10^{ème} et 14^{ème} brigades FAC.

La revanche des lieutenants

Moins de deux semaines après la sortie de la 24^{ème} promotion de l'École de Formation des Officiers, EFO, les troupes de l'AFDL pénètrent dans Kananga. Elles y trouvent des jeunes officiers frais émoulus qui, faute de choix, rallient les forces de l'Alliance. Parmi ces jeunes sous-lieutenants, Romain Mondonga fait ses premiers pas dans l'armée congolaise. Dès la chute de Kinshasa, les nouvelles autorités militaires qui

n'ont aucune raison de mettre en doute la fidélité des nouveaux promus de l'EFO intègrent Romain Mondonga. Il est affecté à Goma en qualité de commandant bataillon au sein de la 10^{ème} brigade.

Le 2 août, la mutinerie éclate dans les rangs des FAC. De Goma, les jeunes officiers – Ondekane, Hondo, Ali, Mondonga – envoient un télégramme à l'État major général à Kinshasa adressé au chef d'État major général, le commandant Kifwa, un civil ivrogne notoire beau-frère du dictateur, avec copie à Kabila. *«Nous vous informons que désormais, la 10^{ème} brigade ne fait plus partie de l'armée du gouvernement de monsieur Kabila. Qu'il continue avec ses frères katangais à diriger le pays»* disent les officiers mutins. À la tête de son bataillon, Romain Mondonga progresse en direction de Beni. Il est rappelé à Goma afin d'appuyer les troupes du RCD. En réalité, James Kabarebe vient d'être tenu informé d'une implication imminente de l'Angola aux côtés des troupes de Kabila. Les renforts pourraient permettre de sauver la situation.

Quelques heures avant l'entrée dans le conflit des troupes gouvernementales angolaises, Romain Mondonga atterrit à Kitona. Après 48 heures de combats violents, les troupes du RCD abandonnent la base de Kitona aux mains des Angolais. Ne disposant pas d'anti-char, les rebelles ne peuvent faire face au déploiement des troupes angolaises. Ils se replient en direction de Borna et de Matadi. Le commandant James Kabarebe dirige les opérations et donne l'ordre à Mondonga de progresser vers Kinshasa où les hommes de Moustapha ont déjà pris position.

Les renforts zimbabwéens et angolais bouleversent le scénario dressé par les stratèges rwandais. La rupture de toute liaison avec l'arrière s'avère fatale pour les rebelles. L'échec de la tentative de coup d'État dans Kinshasa les oblige à se replier sur la zone de regroupement de Kisantu. Les contacts avec l'UNITA permettront aux hommes de gagner l'Angola avec leur matériel et leur armement. Après avoir capturé l'aéroport de Maquela do Zombo, Romain Mondonga - tout comme Moustapha - est rapatrié à Goma.

Début octobre 1998, le lieutenant Mondonga est chargé de conduire une mission à Buta. Il dirige le 118^{ème} bataillon composé de 620 éléments regroupant des ex-FAZ et des kadogos. Le 10 novembre, en compagnie du colonel Karawa, je gagne Dulia et parviens à rallier Mondonga aux vues du MLC. Le commandant du 118^{ème} bataillon est sommé par le chef d'État major du RCD de quitter Dulia et de regagner Buta. Dans le chef-lieu du Bas-Uele, règne une confusion politique entretenue par les responsables du RCD dont l'État-major siège à Kisangani. Les commandants Hugo Hondo et Jean-Pierre Ondekane accusent le lieutenant Mondonga d'avoir vendu les militaires aux MLC. Des menaces précises sont formulées à l'endroit du commandant du 118^{ème} bataillon. Les responsables du RCD sont divisés, certains veulent une sanction exemplaire et définitive, d'autres considèrent que le jeune lieutenant peut être réintégré dans les rangs du RCD. Ordre et contrordre se succèdent. À Buta, Romain Mondonga retrouve le commandant Moustapha. À trois reprises, lors de la chute de Kananga, à Maquela do Zombo et dans le Bas Uele, les destins de ces deux hommes se sont

croisés. Informé du sort funeste qui attend son jeune compagnon d'armes, le commandant Moustapha prend fait et cause pour le commandant du 118^{ème} bataillon.

Une rencontre organisée à Kisangani entre le chef d'État major ougandais, James Kazini et le commandant Ondekane, permettra une clarification définitive des secteurs d'opération des deux armées, celles du MLC et du RCD. En janvier 1999, aux commandes du 3^{ème} bataillon de l'ALC, le commandant Romain Mondonga gagne Lisala. La contre-offensive des troupes de Kabila et de leurs alliés tchadiens surprend les hommes de Mondonga qui sont chargés de tenir la localité portuaire d'Akula. À la faveur de la réorganisation des troupes, je charge Romain Mondonga de prendre en charge l'encadrement des jeunes recrues. Assisté du major Edouard Kasumba, Mondonga dirigera la formation de 1.200 éléments avec lesquels, dès le mois de mai 1999, il entamera la progression en aval du fleuve Congo. De Mobeka à Libanda, en passant par Makanza, ces 1.200 hommes réaliseront, dans des conditions extrêmes – pluies diluviennes, boues, moustiques et serpents – de véritables exploits.

La relève politique

Il n'est de richesses que d'hommes. La valeur des officiers, leur attachement à la cause et leur dévouement constituent le ciment de l'ALC. Sur le plan politique, des destins se sont également croisés. Ces rencontres ont permis la constitution d'un noyau soudé autour des principes de changement et des valeurs positives fortes sans lesquelles on ne peut reconstruire une nation. Dès mon arrivée à Kisangani, des jeunes gens issus de tous les horizons m'ont fait confiance et ont accepté de me suivre sans demander rien d'autre que la fidélité au discours. Ils veulent la primauté de l'action sur la parole.

Parmi les nouveaux talents qui ont émergé, les destins particuliers de Jean-Pierre Singo, Papy Kibonge, Samuel Simene, Alain Munanga, Delphin Etula sont autant de parcours de révolte d'une jeunesse sacrifiée. La plupart d'entre eux sont dans la trentaine et travaillent soit dans le privé, soit dans le secteur public. À la faveur de la prise de contrôle de Kisangani par le RCD, le retour des troupes rwandaises est mal vécu par la majorité des habitants de Kisangani. Valentin Senga fait partie des valeurs sûres qui, après des études en sciences politiques, s'est immédiatement retrouvé dans la territoriale. Comme la plupart des jeunes gens qui ont terminé leurs études à la fin des années 80, Valentin Senga a eu la chance de suivre les cours dispensés par de prestigieux professeurs belges. Au sein de la faculté de sciences politiques, Benoît Verhaëgen, Gauthier Devillers ou Christian Chevalier ont inspiré plusieurs générations de cadres congolais. Sur le fleuve Congo, l'université entretient le débat et la critique. Tous les jeunes universitaires congolais cultivent un sentiment naturel de contestation.

La présence rwandaise se heurte à une ville cosmopolite et politisée. Menacés, poursuivis, arrêtés, battus et frappés, les jeunes révoltés s'endurcissent au contact d'une occupation militaire étrangère. Fils d'un assistant médical, Valentin Senga a grandi et étudié à Kisangani. Il croise Delphin Etula sur les bancs de l'école. Les deux amis poursuivent un cursus identique et, dès la fin de leurs études, optent pour la

territoriale. Début des années 90, le pouvoir central décrète que désormais, l'administration territoriale sera dirigée par des cadres originaires du ressort dont ils ont la charge. La Province Orientale souffre d'un déficit de cadres et les deux compères s'engouffrent dans la brèche. Alors que Delphin Etula est nommé à la tête du territoire d'Ubundu, Valentin Senga sillonnera Watsa, Mungbere et Bafwasende. Les troupes de l'AFDL l'obligent à fuir sa dernière affectation pour trouver refuge à Kisangani. Après quelques mois d'inactivité, Valentin Senga est recruté au sein de la Direction Générale des Migrations. Dès mon arrivée à Kisangani, faute de logement dans la concession de la Sotexki, je trouve un logement dans un appartement du groupe Mboliaka au sein duquel travaille Jean-Pierre Singo. Ce dernier ainsi que Samuel Simene, qui lui travaille dans une de mes sociétés, me font part de la volonté d'un groupe de jeunes intellectuels de se joindre au Mouvement. Parmi eux, Valentin Senga est choisi pour seconder Shabani à la tête de la représentation provinciale du MLC. Alain Munanga se charge de mon secrétariat et Papy Kibonge poursuit son travail au sein de la radio locale. Profitant d'une visite familiale à Kisangani, Delphin Etula prend la décision de quitter la territoriale pour rejoindre le MLC. Tous ces jeunes acceptent de s'investir dans la mobilisation des populations. À Isiro, plusieurs d'entre eux entreprendront une formation militaire. À la demande du général Kazini, Valentin Senga suit une instruction militaire à Lisala. Il assurera à son tour l'encadrement idéologique des commissaires politiques du MLC. Ces commissaires sont de jeunes Congolais qui ouvrent les paysans, les villageois et les populations de l'arrière pays aux valeurs essentielles de la vie démocratique. La voie tracée par ces jeunes intellectuels atteste d'un engagement sans retour pour le triomphe d'un idéal et d'une vision partagés du Congo de demain. Ces cadres constituent un terreau précieux pour la culture d'une nouvelle classe politique.

À ces hommes neufs, se greffent, au sein du MLC, d'autres valeurs confirmées ou des noms connus du monde politique congolais. D'Europe, François Muamba, Dominique Kanku et Olivier Kamitatu apportent un regard occidentalisé sur l'avenir du Congo. La présence de Vincent Lunda Bululu, Alexis Thambwe-Mwamba, José Endundo Bononge, Roger Nimy et Montfort Konzi relève de la volonté d'intégration verticale, en termes de générations politiques, et d'intégration horizontale, par le brassage de toutes les régions du Congo au sein des structures du Mouvement.

En trois années de lutte et de combat, le MLC, par la qualité des hommes qui l'animent, la densité des actions réalisées, et la pertinence des vues sur l'administration et le développement, est devenu plus qu'une réalité, une alternative à la dictature et au chaos.

Promotion Goloma

«La révolution est affaire de sacrifices. Au bout des souffrances, vous trouverez la victoire ! » proclame le général Kazini aux cadres politiques qui débutent en ce mois de mars 2000 leur formation militaire. À une vingtaine de kilomètres de Gbadolite, à Goloma, dans une ferme abandonnée, l'exécutif du Mouvement va apprendre la

souffrance physique des joggings matinaux, des marches forcées, des drills au soleil et de la gymnastique. Le chef d'État major général de l'UPDF a mis un point d'honneur à ouvrir personnellement cette session de formation des cadres du MLC. L'engagement de jeunes politiciens congolais dans la lutte politico-militaire atteste d'un changement profond de mentalité.

Pendant quatre semaines, les secrétaires nationaux vont partager la vie des soldats. Aucune dérogation, aucun privilège ne leur seront accordés par les instructeurs ougandais qui ont pour mission de transformer ces hommes afin que la vie militaire n'ait pour eux, plus de secret. La démystification des armes constitue une étape importante pour toute personne qui n'a jamais manipulé un fusil ou un revolver. Sur le plan intellectuel, tous les jours, six heures de classe sont dispensées aux cadres qui, manifestement, nourrissent un intérêt réel aux cours de stratégie, de leadership, de lecture de cartes...

Lors de la sortie de la promotion Goloma, au contact de la vie militaire, ces hommes et ces femmes ont changé. La solidarité des bancs d'école et la fraternité dans la souffrance ont pris le dessus sur les petites querelles et les différends auxquels les politiciens sont accoutumés. Désormais, les cadres se connaissent mieux et s'apprécient au regard d'une nouvelle échelle de valeur, celle des longues nuits de veille rythmée par des chants militaires et des dizaines de kilomètres parcourus en pas de course à travers chemins et sentiers. François Yewawa, Pierre Asabi, Imana Ingulu, Vincent Mokako, Dominique Kanku, Olivier Kamitatu sont désormais, comme tous leurs camarades de promotion, aptes à parler aux soldats et à être respectés par la troupe. Ils seront autorisés à porter l'uniforme sans qu'on les identifie à des usurpateurs ou des fantaisistes.

En trois années, du sommet à la base, la formation militaire a toujours constitué une priorité dans la construction du mouvement. Mon souci a toujours consisté à bâtir une structure homogène et disciplinée. Au fur et à mesure que des milliers de jeunes Congolais ont accepté de rejoindre nos rangs, leur encadrement a nécessité la création de centres d'instruction à travers tous les territoires contrôlés par le Mouvement. Le centre d'Isangi fut le premier à accueillir des jeunes recrues de l'ALC. À la suite de la progression des troupes, s'ouvriront les centres d'instruction de Dulia, Lisala-Angenga, Ebonda, Yamaluka, Businga, Gbadolite, Gemena, Buta et Basankusu où plus de 10.000 jeunes Congolais suivront pendant une durée moyenne de cinq mois une formation militaire avant de rejoindre les bataillons de l'ALC.

Au cours de la même période, 4 promotions d'officiers de l'ALC sont sortis des centres d'instruction de Lisala et de Tudu/Gbadolite. Parmi ces élèves officiers, le 23 décembre 2000, 66 officiers de renseignements ont été reçus après avoir satisfait aux épreuves à examen. La rigueur, l'application et le sens du commandement font partie des qualités indispensables pour tout officier. La facilité et le relâchement sont les premières causes de la ruine d'une force combattante, aussi une attention toute particulière est mise sur la formation des encadreurs.

Hormis les officiers, les centres d'instruction ont également accueilli les artilleurs de l'ALC. Plusieurs dizaines de servants d'armes ont été formés aux techniques d'utilisation de toutes les armes d'appui et des missiles sol-air.

Quant aux prisonniers FAC qui souvent, malgré notre insistance, refusent de regagner les lignes ennemies, deux mille quatre cent trente trois d'entre eux ont été recyclés dans les centres. Lisala/ Angenga et Kota Koli ont accueilli respectivement mille quatre cent vingt-cinq et sept cent vingt prisonniers FAC. Les premiers ont rejoint les rangs des 9^{ème}, 10^{ème} et 11^{ème} bataillons tandis que les seconds ont intégré le 8^{ème} bataillon.

Les instructeurs ougandais ont formé un noyau solide dont les éléments ont accompli de nombreuses prouesses sur les lignes de front. Parmi les jeunes commandants, certains ont été envoyés dans des missions sensibles exigeant la maîtrise des hommes et du terrain. Rares ont été les déceptions. Venus d'horizons divers, les éléments de l'ALC sont mus par une extraordinaire volonté d'imposer un nouvel ordre politique et d'intégrer une armée nationale et républicaine dans laquelle, assurément, ils auront leur place !

Aujourd'hui, l'ALC est une armée composée de trente-trois bataillons organiques.

LE CONTRÔLE DE L'ÉQUATEUR

La prise de Gbadolite assure au MLC la maîtrise des plus grandes installations aéroportuaires de l'Équateur. Dans leur fuite, les troupes gouvernementales abandonnent plus de 400 tonnes de matériel et de munitions. Ce précieux renfort sera mis à contribution pour la capture des villes de Gemena, Libenge et Zongo. Les populations nous retrouvent avec soulagement. Après notre repli tactique opéré six mois plus tôt, ces villes ont été occupées par les FAC et leurs alliés qui y perpètrent les pires exactions sur des populations innocentes suspectées de soutenir le MLC. La chute de ces villes correspond à la signature de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka qui consacre la fin de l'hégémonie du clan des Kabila sur le Congo.

Il me faut désormais tenir compte des contraintes politiques et diplomatiques du processus de paix et des engagements souscrits par notre allié ougandais. Faute de pouvoir poursuivre l'avancée en direction de Mbandaka, je décide de mettre l'accent sur le recrutement et la formation de nouvelles recrues. J'ai la conviction que le maintien et le renforcement de la position du MLC sur le plan politique passe par la constitution d'une force militaire capable de répondre aux provocations des troupes gouvernementales et d'assurer la sécurité tant à l'intérieur du territoire qu'aux frontières. Entre-temps, les troupes FAC et leurs alliés zimbabwéens ne désarment pas. Elles vont tenter de reconquérir les territoires libérés. De septembre 1999 à janvier 2001, la guerre de l'Équateur va se concentrer sur le contrôle du fleuve et des rivières. De l'Ubangui à laTshuapa, en passant par la Lopori et le fleuve Congo, le réseau hydrographique du Nord du Congo devient l'enjeu d'une guerre qui tournera à la débâcle des troupes de Kabila.

Le long des rives infestées de moustiques, sous les pluies tropicales diluviennes, dans la boue et les marais, les combattants de l'Armée de Libération du Congo vont faire la démonstration de leur courage et leur engagement en faveur de la liberté. Aux côtés de ces soldats, des officiers chevronnés, certains brevetés d'État major, d'autres formés au fil des combats, vont assurer un encadrement digne des armées conventionnelles traditionnelles. Parmi eux, les commandants Alongaboni, Moustapha, Alengbia, Widi, Mondonga et bien d'autres, commandants seconds, obscurs chefs de section ou commandants-compagnie vont graver en lettre d'or les pages de l'Armée de Libération du Congo.

Les bombardements aériens

Après avoir perdu le plafond nord du Congo, Laurent Kabila intensifie les bombardements aveugles sur les populations civiles de l'Équateur. Il poursuit une double stratégie, d'une part terroriser les populations en vue de créer un climat hostile entre les paysans et les combattants et, d'autre part anéantir l'Armée de Libération du Congo. De septembre 1999 à janvier 2001, les bombardements se poursuivront à un rythme soutenu sans provoquer de pertes en vies humaines au sein des troupes. Chaque

jour, les villages, les bourgades et les villes sont les cibles des bombardements aériens ou des pilonnages aveugles des bateaux de Kabila. Les civils paieront un lourd tribut à ces bombardements aveugles. Libenge, Gemena, Bomongo garderont longtemps le souvenir de la folie destructrice de Kabila. Tous les raids aériens sont lancés à partir de la base de Mbandaka, sous les regards impuissants des observateurs étrangers...

Le 30 septembre 2000, dans la matinée, la ville s'apprête à célébrer le deuxième anniversaire de la création du Mouvement. La veille, sous la conduite du secrétaire général, Olivier Kamitatu, les hauts cadres du MLC m'ont précédé afin d'organiser les manifestations et accueillir les invités. Plusieurs avions sont attendus et ordre est donné aux artilleurs de ne pas tirer sur les aéronefs qui survolent Gemena. La journée est pluvieuse, un violent orage vient de s'abattre sur l'aéroport. Un premier jet dépose des amis et repart aussitôt vers une autre destination. La pluie ne cesse de tomber sur les soldats rangés en ordre de parade. Des milliers de personnes se dirigent vers l'aéroport. Depuis plusieurs jours, les radios ont annoncé la manifestation. De Gbadolite, je contacte le secrétaire général. Il m'informe que la pluie freine l'arrivée de la foule. Nous nous convenons de retarder mon arrivée de quelques heures.

Soudain, à Gemena, le drame se joue. Un cri jaillit de la foule «*Kabila, Kabila !* ». En quelques secondes, la panique s'empare des milliers de personnes qui malgré la pluie ont rallié l'aéroport. Au loin, à basse altitude, surgit un Sukkoy qui jette ses bombes au centre de la ville, à quelques centaines de mètres du lieu des manifestations. Des enfants, des innocents seront blessés et transportés à l'hôpital de Gemena. L'inquiétude gagne les cadres du MLC qui me demandent d'annuler mon arrivée. «*Nos communications radio sont suivies par Mbandaka, ne prends pas le risque d'être abattu !* » me conjure Olivier Kamitatu. Soucieux de ne pas laisser le sentiment de peur gagner les populations, je décide de quitter Gbadolite à 19 heures et demande à mon équipage d'atterrir à Gemena en pleine nuit, sur une piste non balisée.

Le dimanche 1^{er} octobre, le moral de la population est au plus bas. Les talents de mobilisateur d'Omer Egwake seront mis à forte contribution. Dans l'après-midi, bravant la peur d'un nouveau raid, plus de 20.000 habitants de Gemena viennent manifester leur soutien au Mouvement. Ils scandent: «*Mbandaka doit tomber, Mbandaka doit tomber!* ». Tous exigent que les combattants poursuivent leur progression vers Mbandaka afin de neutraliser l'aéroport utilisé par Kabila pour réaliser ses raids meurtriers sur l'Équateur. Quelques mois plus tard, un autre bombardement révélera la scélératesse de ses auteurs. Le 24 décembre 2000, la veille de la Nativité, les mercenaires de Kabila tenteront un audacieux bombardement sur la ville de Gbadolite. Les sukkoy balanceront quatre bombes sur la piste de l'aéroport avant de décrocher sous le feu des armes anti-aériennes. «*Les prochaines bombes seront réservées à Bemba !* » lance un des pilotes sur la fréquence radio de mes opérateurs.

La bataille des rivières

L'échec de la première offensive ouvre une période de réorganisation au cours de laquelle le recrutement, la formation et l'entraînement des troupes se poursuivent avec acharnement. Une autopsie sans concession de notre stratégie attribue nos revers aux trois raisons suivantes : une mauvaise évaluation des rapports de force, le manque de logistique et la fragmentation des troupes. En mai 1999, les troupes sont prêtes pour la nouvelle offensive qui doit les conduire aux portes de Mbandaka. Parallèlement au contrôle des aéroports de l'Équateur, la maîtrise des rivières constitue une priorité absolue. L'Armée de Libération du Congo dispose de trois bataillons en ordre de marche. Le bataillon Simba dirigé par le commandant Pepe Bebwu, le 1^{er} bataillon et le 2^{ème} bataillon, placés sous le commandement du major Azima Ngando.

Le 17 mai 1999, les bataillons quittent Lisala et entament leur progression en direction de Bongandanga. Les troupes de l'ALC progressent le long des deux rives du fleuve Congo. Les forces ennemies, parmi lesquelles un bataillon renforcé dénommé *Robot* disposent d'une force de feu supérieure au 1^{er} bataillon de l'ALC. Ce dernier appuyé par le 71^{ème} bataillon UPDF commandé par le major Fisher Kulumba est scindé en deux ailes. L'aile gauche sous les ordres du major Benjamin Alongaboni et l'aile droite sous le commandement du capitaine Widi assisté du major UPDF Kaluanga. La détermination des hommes est totale. Dès l'ouverture de l'itinéraire, les troupes rencontrent des poches de résistance. Arrivés à 20 kilomètres de Bongandanga, le chef d'État major qui commande le contingent UPDF au Congo, le général James Kazini, donne l'ordre au 71^{ème} bataillon UPDF d'arrêter la progression. Les officiers congolais et leurs hommes vont conduire les opérations. Après quelques échanges nourris, Bongandanga tombe entre les mains de l'ALC. Les FAC replient et abandonnent un important lot de munitions. Ces prises aideront à poursuivre les combats jusqu'à Basankûsu. Sans perdre de temps, après avoir installé une défensive à Bongandanga, le 1^{er} bataillon poursuit sa progression en direction de Bobonga.

Devant la pression de l'ALC, Kabila renforce ses positions sur le fleuve Congo. Quatre bataillons FAC sont envoyés en renfort afin de stopper la progression. Pendant deux mois, le 1^{er} bataillon va s'accrocher sur ses positions situées à 16 kilomètres de Pimu. Face aux hommes de l'ALC, deux bataillons FAC opèrent en coordination avec un bataillon sur le flanc gauche et un quatrième bataillon à Pimu. Encerclées, les troupes sont tentées de rompre. Sous le commandement du capitaine Widi, le 1^{er} bataillon va courageusement résister sans renforts. Les accrochages se succèdent et l'ALC ne rompt pas. Après de nombreuses et vaines tentatives, les FAC se découragent. Chaque assaut se solde par des pertes importantes dans les rangs des FAC. Elles ne résistent pas à une sortie de l'ALC et abandonnent sur le terrain quatre mitrailleuses lourdes, deux mortiers 82mm, 4 mortiers 60mm, un canon 75mm et plusieurs lance-roquettes. En desserrant l'étau des troupes ennemies, l'ALC poursuit sa progression vers Makanza. Sur les deux rives du fleuve Congo, l'avancée est irrésistible. Au 1^{er} bataillon du commandant Widi se joint le 3^{ème} bataillon de Romain Mondonga. Mais Kabila lance la 22^{ème} brigade à la rencontre de l'ALC. Il dispose sur

le fleuve de quatre bateaux puissamment équipés. Cette puissance de feu bloque la progression de l'ALC.

Makanza, à la porte de Mbandaka

La progression des troupes sur les rives du fleuve Congo se heurte à la résistance de la coalition des FAC et de leurs alliés Zimbabwéens et extrémistes hutus. La formation préalable de 1.200 recrues par le commandant Romain Mondonga, assisté du major UPDF Edouard Kasumba permettra à l'ALC de disposer d'une force disciplinée et bien encadrée. La progression dans la boue, les marécages infestés de moustiques et de serpents exige une détermination maximale. Dès la descente vers le fleuve, les troupes de l'ALC affrontent la 225^{ème} brigade FAC.

La prise de Mobeka, le 30 juin 1999 constitue le premier acte d'une des pages les plus importantes de la guerre du fleuve.

Face à un ennemi supérieur en nombre et en puissance de feu, les hommes de Romain Mondonga vont se dépasser et faire preuve d'un courage exemplaire. Les FAC qui disposent de canons 122mm, de 12 tubes 107mm, de 2 canons 107mm montés sur leurs deux bateaux remorqueurs, le M/B Kobo et le KDI2, sont prises de vitesse par mes hommes. Alliant rapidité et technique, le commandant Mondonga et ses hommes débordent Mobeka et effectuent le pilonnage de la ville avec un canon 107mm et un 12 tubes 107mm. Dès les premières pertes, l'ennemi se replie vers Makanza. Pendant plus de trente jours, les troupes de l'ALC vont harceler les FAC et progresser en direction de Lusengo et de Makanza. Chaque jour, plusieurs éléments FAC se rendent aux mains du commandant Mondonga. La débandade est totale et les bateaux replient en direction de Boboka. L'État major des FAC établit son quartier général à Libanda et réorganise ses forces avec le renfort des 511^{ème} et 512^{ème} brigades. Les éléments de l'ALC combinent les opérations de patrouille de reconnaissance, les patrouilles de combat et les raids sur les cibles ennemies. Le 22 août, je procède à la création d'une nouvelle brigade dont je confie le commandement à Romain Mondonga.

La brigade A est composée de trois nouveaux bataillons sortis du centre de formation de Gemena, du bataillon Simba placé sous le commandement d'Orashe, du 2^{ème} bataillon et du 4^{ème} bataillon. Ces deux derniers opèrent respectivement le long de la rive gauche et de la rive droite du fleuve Congo. Le commandant Mondonga installe son État-major dans la localité de Bokolengela. Il charge le 4^{ème} bataillon d'effectuer les missions de reconnaissance et de liaison avec les autres bataillons qui longent les rives du fleuve. Sur toute sa largeur qui s'étend sur plus de douze kilomètres, des dizaines d'îlots constituent autant de cachettes pour les FAC en débandade et d'opportunités de camouflage pour les navires qui pilonnent les positions de l'ALC. Comme nous manquons de canots rapides, la maîtrise de la navigation sur le fleuve demeure l'apanage des FAC et de leurs alliés. Par contre, sur les rives, l'ALC impose sa loi ! Début octobre 1999, j'ordonne la poursuite de la progression en direction du

quartier général des FAC à partir duquel les opérations de bombardements aveugles sont lancées contre les populations civiles.

Deux localités – Nkony et Kuka – séparent le 4^{ème} bataillon du quartier général FAC installé à Libanda. Dans la précipitation, le commandant Moussa qui dirige le 4^{ème} bataillon prend l'initiative de contourner les deux localités et de lancer l'assaut sur Libanda. Doté d'armes d'appui, de canons 107mm, de 12 tubes, de 2 mortiers de 82mm, le 4^{ème} bataillon effectue dès le 11 novembre 1999 le pilonnage des positions FAC. Cette erreur d'appréciation s'avère fatale pour les combattants de l'ALC. Tout en décrochant et en s'installant en aval de Libanda, l'État major FAC tire parti de sa maîtrise de la navigation pour renforcer les localités de Nkonya et de Kuka et isoler Moussa et ses hommes. Coupés des lignes arrières, les hommes de l'ALC vont être la cible d'un pilonnage systématique de l'artillerie FAC.

Début décembre, le major Agolowa, commandant FAC des opérations, ordonne le pilonnage intensif de Libanda. Retranchés, sans possibilité d'appui, le commandant Moussa et ses hommes subissent le feu de l'ennemi. Pendant dix jours, 800 bombes vont quotidiennement être lancées sur les positions de l'ALC. Terrés dans les tranchées, les hommes aperçoivent un canot rapide à bord duquel l'amiral Liwanga, le chef d'État major FAC, vient observer la situation. Persuadé que l'ALC est anéantie, l'amiral Liwanga, jumelles en mains, est surpris de constater que les hommes du 4^{ème} bataillon n'ont pas abandonné leurs tranchées. Le pilonnage reprend plus violemment encore ! Pris de panique, le commandant Moussa abandonne ses hommes et se rend aux hommes du major Agolowa. Le moral de mes hommes est au plus bas ! Leur situation est désespérée !

Je ne peux me résoudre à abandonner les hommes aux mains de l'ennemi. J'ordonne au bataillon Simba de tenter une infiltration en direction des deux localités qui les séparent du 4^{ème} bataillon. L'opération se révèle un succès et l'ALC prend finalement le contrôle de Nkonya et de Kuka. À ce moment, l'État major FAC jette toutes ses forces pour la reprise Libanda. Deux navires débarquent sur la rive. Les troupes FAC se heurtent au 4^{ème} bataillon. À peine l'accostage est-il terminé que les éléments de l'ALC, qui se sont terrés pendant plusieurs semaines dans les tranchées ouvrent le feu. Après leur pilonnage intensif, les FAC ne s'attendent plus à trouver la moindre résistance. Dès les premiers tirs de l'ALC, l'effet de surprise crée un mouvement de panique dans les rangs des jeunes recrues fraîchement débarquées de Kinshasa. Beaucoup se jettent dans les eaux du fleuve et périssent noyés. Les bateaux abandonnent sur la rive deux bataillons. Des dizaines de corps seront abandonnés au gré du courant. . .

Ce retournement de situation permet au 13^{ème} bataillon ALC de venir renforcer la rive droite du fleuve. De décembre 1999 à février 2000, la localité de Libanda sera l'enjeu des attaques et contre-attaques des deux armées. À trois reprises, les forces ennemies tenteront de récupérer les localités de Kuka et Nkonya. Les bombardements aériens par Antonov, les raids effectués par le Mig 21, le pilonnage de l'artillerie montée sur les bateaux n'auront pas raison de la détermination des combattants de l'ALC. Le 5

février 2000, les FAC cessent le pilonnage et se replient sur Bomuna. Les combats se déplacent sur la rivière Ngiri située à quarante kilomètres en parallèle du fleuve Congo. Le bataillon Simba y affrontera les FAC et leurs alliés hutus et zimbabwéens sur l'axe Bomongo.

La prise de Basankusu

La maîtrise des rives du fleuve Congo de Basoko à Makanza nécessite une nouvelle réorganisation des troupes afin d'assurer la poursuite de la progression. Désormais, Basankusu représente un enjeu stratégique dans la direction de Mbandaka. L'ancien chef-lieu de la province de l'Équateur est une bourgade qui ouvre la voie vers deux axes. Le premier vers la ville portuaire de Mbandaka. Le quartier général de la région militaire de l'Équateur d'où Kabila lance les raids aériens et les opérations navales, et Boende, sur la rivière Tshuapa.

Comme des milliers de jeunes recrues sortent au fur et à mesure des centres d'instruction, l'accroissement des effectifs de l'Armée de Libération du Congo permet la constitution de deux brigades. La première, la brigade A, est confiée au commandant Romain Mondonga. La seconde, la brigade B est commandée par le major Benjamin Alongaboni. Le courage des commandants de l'ALC fait qu'ils sont adulés par leurs hommes.

Appuyé par le 1^{er} bataillon de Widi et le 6^{ème} bataillon du commandant Mustapha, dès novembre 1999, la brigade d'Alongaboni est prête à poursuivre sa progression. Les bombardements et les raids aériens opérés dans l'Équateur par les FAC désignent les cibles : les aéroports de Basankusu et de Mbandaka. Le 1^{er} bataillon atteint sans coup férir la mission catholique de Kodoro qui constitue le premier objectif intermédiaire sur l'axe de Basankusu.

Pris au dépourvu par la vitesse d'exécution, Laurent Kabila expédie en renfort deux bataillons composés d'éléments de la garde présidentielle dénommés les PPU. Originaires du Katanga, les PPU sont plus connus pour les exactions perpétrées contre les populations civiles que pour leur combativité au front. Les deux bataillons FAC sont déployés sur les rivières Lopor et Maringa. Ils disposent de l'appui des pièces d'artillerie montées sur les bateaux qui sillonnent les deux rivières. Le 18 novembre, quelques heures à peine après avoir installé les troupes en défensive à Kodoro, les FAC se lancent dans une contre-offensive violente. De la crête où ils sont retranchés, les éléments du 1^{er} et du 6^{ème} bataillon subissent le feu de l'ennemi. Une pluie d'obus s'abat sur les tranchées. Réagissant avec 2 canons 75mm et deux mortiers 82mm, les commandants Widi, Bughera et Mustapha tentent en fin d'après-midi une sortie désespérée. Les FAC sont bousculées et replient vers leurs embarcations. Dans un vent de panique, les troupes de Kabila abandonnent leur armement. Les bateaux replient, abandonnant sur la rive plus de vingt cadavres et des dizaines d'éléments qui sont faits prisonniers.

La fuite inespérée des FAC a regonflé le moral des hommes. Les unités restées à l'arrière prennent à leur tour position à Kodoro permettant la poursuite de l'avancée en direction de Basankusu. Une compagnie issue du 1^{er} bataillon franchit la rivière Maringa. Le bataillon demeure à l'arrière afin de protéger la ville de Bongandanga de toute tentative éventuelle de contournement du bataillon *Robot*. Pendant deux jours et deux nuits, les éléments de l'ALC vont traverser la Maringa. Les pêcheurs et les villageois mettent leurs pirogues à notre disposition. Les FAC ont concentré leurs forces sur la localité de Ndeke et dans la ville de Basankusu. Kabila s'attend à une attaque de l'ALC sur l'ancien chef-lieu de l'Équateur. Il y concentre trois brigades et en confie le commandement à un de ses co-régionnaires katangais, le commandant Simon.

Au sein des FAC, la méfiance est totale. Les commandants bataillon refusent d'obéir aux ordres de leurs supérieurs. Le 1^{er} bataillon ALC tente et réussit une manœuvre de diversion en simulant une attaque sur Ndeke. Dans cette localité qui abrite le siège d'une unité agro-industrielle du groupe CCP, les officiers FAC sont persuadés que les troupes de l'ALC vont se précipiter vers cette entreprise dont le charroi automobile et le matériel représentent un butin de guerre intéressant.

Pendant la nuit, les troupes effectuent un mouvement de près de 65 kilomètres et lancent l'assaut aux petites heures du 30 novembre 1999 sur une ville endormie. En pénétrant par la cité et le port, l'ALC surprend les FAC qui s'attendaient à un affrontement à Ndeke. La population de Basankusu est surprise de voir les rebelles dans la ville. Les éléments FAC prennent la fuite. La confusion au sein des FAC est telle qu'un avion est envoyé le 1^{er} décembre au matin à Basankusu afin d'y acheminer des munitions et du matériel. Apparemment, personne n'a osé informer l'État major général de Kinshasa de la chute de Basankusu. Les hommes du 1^{er} bataillon entendent l'avion approcher et effectuer les manœuvres d'atterrissage. Ils sont convaincus que je viens saluer leur victoire.

À leur grande surprise, l'avion s'immobilise en laissant les moteurs en marche. La porte arrière de l'Antonov 26 s'ouvre et un membre d'équipage appelle les hommes afin de décharger l'avion. Les hommes montent à bord de l'appareil, neutralisent l'équipage russe et saisissent la cargaison. 15 caisses de mitrailleuses légères et 200 caisses de munitions tombent entre les mains de l'ALC. Dès l'après-midi, les transmissions m'informent de la capture d'un appareil Antonov 26 et de son équipage. Je décide de rejoindre immédiatement Basankusu. Les commandants me demandent de reporter l'arrivée de quelques heures afin de poursuivre le nettoyage de la ville et de ses environs. Des centaines de FAC sont encore cachés dans la brousse.

Aux commandes d'un bi-turbopropulseur Kingair, j'atterris le 2 novembre au matin à Basankusu. Quelques instants après mon arrivée, l'aéroport est la cible d'un bombardement aérien. Les bombes ratent leur cible et explosent en pleine forêt. J'ordonne à l'équipage russe de reprendre les commandes de l'avion et les enjoint de décoller en mettant le cap sur Gbadolite. Le Kingair me précède et indique la direction à l'équipage russe. Ce dernier semble hésiter. J'ai le sentiment qu'il veut changer de

cap. Pour couper court à toutes manœuvres dilatoires de la part du commandant de bord, je lui confirme que je sais piloter et le met en garde: « *Au cas où vous changez de direction, je prends les commandes !* ». Je n'ai jamais piloté d'Antonov. À la vue de mon escorte puissamment armée qui a pris place dans l'avion, l'équipage ne cède pas à la tentation de dérouter l'avion vers Mbandaka. En fin de journée, nous atterrissons sains et saufs à Gbadolite, L'équipage de mercenaires russes sera traité correctement et rapatrié en Russie sans que le Mouvement n'exige de rançon ou ne pose de conditions.

Opération Nsimi

En dépit des épreuves qu'a traversées le 4^{ème} bataillon à Libanda, la nomination à sa tête du commandant Gbiagolo en remplacement de Moussa, les éléments font preuve d'un courage extraordinaire. Revigorés par l'appui apporté par le bataillon Simba et le 13^{ème} bataillon, les hommes de Gbiagolo veulent démontrer leur capacité par un coup d'éclat. En mars 2000, la situation imposée par le silence de la communauté internationale face aux bombardements aveugles des avions de Kabila sur les populations civiles et la progression opérée au niveau des axes de Basankusu conduisant à Bolomba et à Befale encouragent à prendre une initiative en direction de Mbandaka. Sur la rivière Ngiri et sur l'Ubanguï, les troupes de Kabila ont subi de sérieux revers. Plusieurs Zimbabwéens ont été faits prisonniers et le moral des troupes de Kinshasa est au plus bas. Mais, des informations précises font état de l'acquisition par Kabila de nouveaux avions de combat et d'hélicoptères en vue d'une contre-offensive générale dans l'Équateur. Les déclarations du dictateur congolais ne cachent pas sa détermination à anéantir la rébellion de l'Équateur.

Au regard de ces éléments, je décide d'envoyer le 4^{ème} bataillon au confluent du fleuve Congo et de la rivière Ubanguï. Objectif : assurer une maîtrise des deux principaux axes fluviaux de l'Équateur et bloquer la porte de Mbandaka à tout renfort par voie fluviale. L'appui des populations civiles de l'Équateur est déterminant. Tout au long de sa progression à travers les lignes ennemies, le 4^{ème} bataillon sera protégé par les villageois qui vont indiquer les pistes et sentiers à suivre, approvisionner, quand ils le peuvent, les 1.000 hommes, et induire les FAC en erreur sur la nature de la force qui progresse.

Les écoutes radios des forces ennemies relatent les informations erronées que les villageois donnent volontairement aux troupes de Kabila afin de protéger le 4^{ème} bataillon. Laissant la ville de Mbandaka à portée de canons, le bataillon se dirige en aval du chef-lieu de l'Équateur et s'installe au confluent du Congo et de l'Ubanguï. L'exploit est à la hauteur de l'audace et de la bravoure des hommes.

Toutefois, au cours de leur progression, je perds le contact radio avec les éléments. Je n'ai pour seul élément d'appréciation que le monitoring des communications ennemies. Elles m'indiquent qu'aucun contact n'a été établi et que le 4^{ème} bataillon est parvenu à prendre position sur l'objectif. Coupées des lignes arrières, privées d'approvisionnements, les troupes vont stationner pendant un mois à l'embouchure du

fleuve Congo et de la rivière Ubangui. Faute de pouvoir établir une communication radio indispensable pour coordonner la stratégie avec les autres bataillons, je prends la décision d'aller à la recherche du 4^{ème} bataillon par l'axe de la rivière Ubangui où les troupes sont en position défensive à Imesse. L'opération Nsimi est lancée avec pour objectif le contrôle du confluent.

En mai 1999, je prends le commandement des opérations. Franchissant Imesse, les troupes lancent l'assaut de Buburu, la position défensive des FAC et alliés. Lors de la progression, deux bateaux puissamment équipés sont dépêchés afin de nous bloquer et de nettoyer la position. L'artillerie dirigée par le major UPDF Paul Loketsh développe une ruse qui va désarçonner les commandants des deux navires. Au lieu de se concentrer sur les cibles, les obus sont orientés à l'arrière des bateaux. Incapables de distinguer l'endroit d'où sont lancés les obus, les FAC et alliés se croient pris en tenaille. Aussitôt, ils effectuent un repli afin d'échapper aux troupes imaginaires censées opérer en aval de Buburu. La localité tombe entre les mains de l'ALC. Tout au long de l'avancée sur la rivière, des milliers de Congolais réfugiés sur la rive droite de l'Ubangui au Congo-Brazzaville assistent aux combats. Victimes des exactions et des massacres perpétrés par les FAC et alliés, ils vivent dans des camps de fortune et regardent impuissants le pillage de leurs champs par les troupes de Kinshasa. Certains, au risque de leur vie s'aventurent la nuit sur l'autre rive afin de récolter quelques cossettes de manioc.

Dans chaque village, notre arrivée est saluée par les danses et les cris de joie des populations. Les récits des souffrances atroces infligées aux villageois par les hommes de Kabila émeuvent les journalistes allemands qui m'accompagnent. Viols, meurtres, assassinats, enlèvements sont racontés avec menus détails par une population meurtrie. Au fil de l'avancée de l'ALC, des centaines de pirogues viennent à la rencontre de nos baleinières saluer les troupes et apporter quelques vivres. Le geste est d'autant plus touchant qu'il vient de compatriotes qui ont tout perdu. Mais qui nourrissent l'espoir de vivre enfin libres. .

La prise de Buburu entraîne une levée de boucliers au sein de la communauté internationale. Les Nations Unies exigent le retrait immédiat des troupes. L'allié ougandais, qui ne disposait d'aucun élément en ligne de front, est lui aussi violemment pris à partie par New York. Les pressions sont d'autant plus fortes que la chute de Mbandaka signifierait immanquablement la poursuite de l'offensive en direction de Kinshasa. La mise en péril des relations amicales avec notre allié ougandais et le risque d'isolement provoqué par les sanctions des Nations Unies sur ses intérêts m'obligent à revoir notre position. L'ambassadeur Kamel Morjane, le représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Congo, et le général Mountaga Diallo, le Force Commander de la Monuc, font le déplacement de Gbadolite pour me porter le message des Nations Unies. Insensibles aux images du retour de milliers de Congolais dans leur village et aux témoignages des populations civiles sur les massacres perpétrés par les FAC dont elles sont les victimes, les deux émissaires transmettent les exigences de la communauté internationale. En me repliant, je sais que

j'envoie à nouveau des milliers de compatriotes sur le chemin de l'exil ou à une mort certaine. Les représailles des soldats de Kabila sont prévisibles.

À défaut de poursuivre la progression jusqu'à la jonction des deux cours d'eau, je me résous à dépêcher deux pisteurs avec une phonie à travers les lignes ennemies afin de rétablir le contact avec le 4^{ème} bataillon. Les deux hommes mettront deux semaines pour atteindre nos hommes. Ils obéiront en désespoir de cause et la mort dans l'âme aux ordres de repli vers Libanda. Retraversant les lignes, le 4^{ème} bataillon retrouvera sa position initiale après avoir longé la ville de Mbandaka.

La bataille de l'Ubangui

Le 13 juin 2000, Laurent Kabila lance un ultimatum de 72 heures contre les troupes du MLC. Il vient de rencontrer le président Kagame à Eldoret au Kenya. Au cours de cet entretien nocturne, le dictateur congolais s'est engagé à restituer aux autorités rwandaises les éléments interahamwe opérant dans les rangs de son armée. Par cette ouverture en direction du Rwanda, Kabila vise à neutraliser le front de l'est afin de concentrer toutes ses forces contre le MLC. Dès le mois de juin, les bombardements s'intensifient au-dessus des localités de l'Équateur. La force aérienne congolaise positionne à Mbandaka les Mig 21 et les Sukkoy 25 qu'elle vient d'acquérir. Ils sont pilotés par des mercenaires russes payés rubis sur ongle avant chaque mission. Début juillet, Kabila déclenche l'*opération Gbadolite*. Six bateaux civils, équipés d'engins d'artillerie lourde et transportant des milliers d'hommes de troupe remontent l'Ubangui en direction de Zongo. À bord des navires, les éléments de la 10^{ème} brigade FAC, entraînés par les nord-coréens, font la fierté de Kabila. La majorité des jeunes gens sont originaires du Katanga. La puissance de feu dont disposent ces barges est considérable. Sur les bateaux tous les types d'armes d'appui sont concentrés : 37mm, 14,5mm, 107mm, 122mm. De leurs positions défensives, les troupes de l'ALC ne peuvent répondre au pilonnage des berges.

Au cours de la semaine du 12 au 16 juillet 2000, je donne l'ordre aux forces stationnées à Imesse de se replier sur Libenge, soit à plus de 400 km au nord de la position du MLC reconnue dans le plan de désengagement de Kampala. Je veux éviter des pertes en vie humaines et je demande au commandant Alengbia de ne pas engager de combats retardataires. Ce repli permet aux forces de se positionner dans un terrain de combat plus propice à une riposte face aux forces FAC/Alliés. Grisées par leur avancée, les troupes de Kabila remontent sans aucune précaution la rivière Ubangui. Elles arrivent à quelques kilomètres de Libenge. Des rumeurs propagées par des compatriotes réfugiés en Centrafrique signalent la présence de troupes de Kabila débarquées dans la capitale centrafricaine en provenance de Kinshasa. L'étau semble donc se resserrer sur le MLC. ..

Appuyées par les bombardements aériens aveugles de l'aviation gouvernementale, les troupes FAC/Alliés provoquent l'exode de plus de 80.000 Congolais qui traversent l'Ubangui afin de trouver refuge en Centrafrique et au Congo-Brazzaville. Dans leur

progression, les FAC commettent les pires forfaits sur les civils qu'ils accusent d'entretenir des sympathies avec le MLC. À Dongo, plusieurs dizaines de civils sont assassinés par la troupe de Kabila. .

J'ordonne aux troupes de se diriger vers Libenge. Dès leur arrivée dans cette localité, le chef d'État major général de l'ALC, le colonel Amuli, les réorganise. Le 3^{ème} bataillon, le 8^{ème} bataillon et le 14^{ème} bataillon vont désormais constituer un bataillon mixte.

De Gemena, un bataillon UPDF est acheminé en renfort. À 17 kilomètres en aval de Libenge, les forces organisent un premier *bouchon* sur la rivière Ubangui. Il faut absolument éviter le bombardement de Libenge. Le bataillon mixte se met en marche sur les rives et installe une deuxième défensive à 23 kilomètres de Libenge.

Au contact, les hommes de Kabila ne résistent pas à la progression de l'ALC qui dispose de chars et d'une artillerie puissante. Les FAC ne s'attendaient pas à une telle résistance. Sur près de 500 kilomètres, le repli stratégique que vient d'opérer l'ALC les remplit d'une confiance aveugle dans l'invincibilité de leur armada. Or, sur les rives, les chars de l'ALC ripostent et provoquent la fuite des éléments avancés FAC. Les blessés sont immédiatement évacués dans les bateaux. Ce spectacle démoralise les troupes de Kabila. En réponse à la contre-offensive de l'ALC, du 31 juillet au 6 août 2000, le pilonnage des six bateaux redouble d'intensité. Les artilleurs opèrent sans aucune précision face aux hommes d'Alengbia qui, masqués par la forêt, s'infiltrèrent le long des rives du fleuve. Le bataillon d'Alengbia arrive à hauteur des bateaux' et poursuit sa progression en aval de la flotte de Kabila qui avance imperturbablement en direction de Libenge.

Le 8 août, je donne l'ordre au chef d'État major général de positionner en embuscade les éléments et un char au niveau de la localité de Mawiya.

Le 9 août, à 8 heures du matin, le char ouvre le feu sur les navires. Le premier tir échoue. Lorsque les marins de Kabila se rendent compte que le feu s'est déplacé, ils font demi-tour et alignent dans leur viseur l'endroit d'origine des tirs. La riposte est lourde. Les six navires redescendent le cours du fleuve en direction de Mawiya. Entre 11 heures et 12 heures, les artilleurs de l'ALC ajustent le M/B Ibeka et l'Accor 25 dans leur ligne de mire. Les deux bateaux sont touchés. Les dégâts sur les deux premiers navires incitent les autres navires à décrocher et à fuir en descendant la rivière en direction de Dongo. Le M/S Kolwezi et le M/S Gungu, tous deux chargés de vivres et de renforts, échappent aux tirs de nos artilleurs. Par contre, le M/B Lubue, qui transporte 500 fûts de gasoil et tout un bataillon, est touché de plein fouet au niveau de la cabine de pilotage. Le moteur du navire continue de fonctionner et le bateau, en flamme, poursuit sa course folle pour s'échouer à quelques encablures de la position défensive de l'ALC. À 16 heures, les Mig 21 opèrent un raid sur nos positions.

Il est trop tard ! L'offensive de Kabila a lamentablement échoué, provoquant la disparition de plusieurs centaines d'hommes. Toute la nuit, les munitions et le

carburant transportés par le M/B Lubue vont brûler, provoquant une série d'explosions et un feu d'artifice visible sur plusieurs dizaines de kilomètres. La 10^{ème} brigade FAC composée de 4000 hommes perd d'un coup près de 800 hommes qui périssent noyés ou brûlés. Le long des rives, la débâcle est à la dimension de la vision apocalyptique du bateau détruit. Les hommes de Kabila abandonnent tout leur matériel : 8 camions, 5 jeeps, du matériel d'artillerie lourde, des armes légères et des centaines de caisses de munitions.

La victoire de l'Armée de Libération du Congo provoque un séisme dans le moral des troupes ennemies et de leurs alliés zimbabwéens. La contre-offensive de l'ALC est foudroyante. Un mois plus tard, les troupes de Kabila sont à nouveau défaites à Dongo. Sur tous les fronts de Libenge à Dongo, plus de 6000 hommes FAC/Alliés sont mis en déroute. Après 5 jours de combats acharnés, les FAC/Alliés abandonnent la localité stratégique de Dongo à 250 km au sud de Libenge. La 14^{ème} brigade de FAC se replie précipitamment sur Imesse. À l'origine Imesse est, selon le plan de désengagement des troupes signé par les belligérants à Harare, la position défensive du MLC.

En date du 15 septembre, sur un total de neuf mille FAC déployés sur l'Ubanguï, seuls six cents sont encore opérationnels. Tous les appels au secours des commandants FAC demeureront vains. Seul le bataillon Luzumu et des éléments de la police rejoindront tardivement les troupes défaites de Kabila. Le déploiement des armes anti-aériennes et des missiles sol-air par les troupes du MLC dissuadent toute intervention aérienne de l'aviation gouvernementale. Plusieurs commandants sont rappelés à Mbandaka et acheminés à Kinshasa afin d'y être entendus et sanctionnés par Kabila...

Sur le plan humanitaire, l'avancée des troupes de Kabila et les bombardements aveugles des populations civiles provoquent un désastre sans précédent dans la région de l'Équateur. Plus de quatre-vingt mille Congolais trouvent refuge au Congo-Brazzaville et en Centrafrique. La présence active de l'Ong italienne Coopi et les actions de MSF au niveau du Centrafrique et du Congo-Brazzaville apportent un secours d'urgence aux populations. À ce jour, une grande majorité de ces Congolais est restée inaccessible dans ces deux pays.

Au secours du voisin centrafricain

28 mai 2001, deux heures du matin, la sonnerie du téléphone retentit. Au bout du fil, le président Patassé. Il m'informe du drame qui se déroule au cœur de la capitale centrafricaine. La situation est dramatique, les assaillants sont déterminés à en finir avec le chef de l'État dont la garde rapprochée défend vaillamment la modeste résidence. Élu démocratiquement à la faveur d'un scrutin dont peu de chefs d'État africains seraient fondés de remettre en cause les résultats, Ange-Félix Patassé fait partie des figures de l'histoire africaine. Son âge et son expérience expliquent l'attention toute paternelle qu'il n'a cessé de me témoigner et à laquelle j'ai toujours été sensible. Le Congo et la République centrafricaine partagent ensemble plus de

mille kilomètres de frontière commune. Mes relations avec les autorités centrafricaines tiennent compte avant toute chose des centaines de milliers de riverains de l'Ubangui, pour la plupart des Yakomas, qui aspirent à vivre dans la paix et la sécurité.

Au sein de l'armée du président Patassé, tout indique, que dans la nuit du 27 au 28 mai 2001, les éléments issus de l'ethnie Yakoma ont fait défection pour se ranger derrière l'ancien président Kolingba. Toutefois, aux premières heures de la tentative de coup, rien ne permet d'identifier les véritables instigateurs de la tentative d'assassinat et la main invisible qui se cache derrière les insurgés. Une récente vague de mécontentement social, les ambitions du premier carré des fidèles du président Patassé ou de ses ennemis jurés, l'agitation de cercles d'ex-mobutistes décidés à investir le Centrafrique dans la recherche d'une base arrière sûre, sont autant de conjectures dans la recherche des responsables du coup de force.

À sept heures le président Patassé me rappelle et m'informe que les troupes qui sont restées fidèles sont incapables de reprendre la situation en main. Il a contacté le président Kaddhafi qui dépêche une centaine d'éléments qui n'ont d'autre mission que d'assurer sa sécurité physique. En l'absence d'une intervention de l'Armée de Libération du Congo, tout semble perdu !

Une chute du président élu ouvre la perspective d'un bain de sang entre les ethnies centrafricaines. Ce chaos ferait le lit des ennemis du MLC qui, depuis la prise de Gbadolite, tentent de s'enraciner dans la capitale centrafricaine. Leur prise de contrôle de la Centrafrique par le biais des mutins constituerait une menace sérieuse non seulement pour le Mouvement mais aussi pour la poursuite du processus de paix au Congo.

Après avoir évalué avec mon État major général l'état de l'insurrection, j'ordonne au commandant Jean-Louis Bokolombe, le responsable des renseignements militaires, de coordonner en concertation avec l'État major général de forces armées centrafricaines, FACA, les opérations de restauration du pouvoir des autorités centrafricaines.

Le 28 mai à 15h30, soit douze heures après la tentative de coup d'État, le commandant Bokolombe atterrit à Bangui et engage les discussions avec l'État major général FACA et le ministre de la Défense, monsieur Jean-Jacques Demafouth. À 18h30, la nuit tombée, la première compagnie du 28^{ème} bataillon entame la traversée de l'Ubangui et prend pied sur la rive centrafricaine. La mission des éléments de l'ALC consiste à assurer la sécurisation du rocher et du coude Sofitel, de l'État major Force navale, de Radio-Bangui et de la rivière Ubangui.

Le 29 mai, un premier peloton ALC progresse avec l'appui des FACA jusqu'à Ngaragba. Il repousse les mutins et bloque la route qui relie le camp Kassä au centre ville. La présence de l'ALC crée un choc psychologique sur les insurgés. Un second peloton et une section de la garde présidentielle délogent les mutins de la ville et tentent de leur interdire la traversée en direction de Zongo. En concertation avec

l'ambassadeur de France, Jean-Marc Simon, l'ALC assure la sécurité de l'ambassade de France.

Le 30 mai, deux autres compagnies sont acheminées à Bangui. Le commandant Bokolombe prend à nouveau contact avec l'État major FACA afin de renforcer la coordination des opérations.

Dès le 1^{er} juin, l'ALC et les FACA décident de reprendre le contrôle du camp Kassai où les insurgés se sont repliés. Les Forces centrafricaines prennent la route des Ndress tandis que le contingent ALC emprunte le boulevard Général De Gaulle afin d'atteindre le « coq », nom de code donné à la maison d'arrêt de Bangui.

Le 2 juin, suite au retard pris par les FACA dans leur progression, j'ordonne aux éléments du 28^{ème} bataillon de prendre en main les deux axes et de laisser aux FACA la mission de protéger la ville. L'ALC progresse sur les deux fronts, jusqu'au Lycée des Rapides, à droite de Bangui, et à la villa Saulet, à gauche. Après 24 heures de nettoyage et de combat, les deux fronts feront leur jonction au niveau de Ouango.

Le 4 juin, l'opération Bangui se termine avec le nettoyage de la ville. À la demande du président Patassé, je donne l'ordre à mes hommes de garder momentanément position à Bangui afin de permettre aux FACA de reprendre totalement le contrôle de la capitale. Le 10 juin, tous les éléments du 28^{ème} bataillon ont retraversé l'Ubangui.

Les déclarations de l'ancien président Kolingba exacerbent les tensions entre les Yakoma et les ethnies du nord. Dans la crainte de représailles, plus de cent mille Yakoma ont fui la Centrafrique pour trouver refuge sur la rive congolaise de l'Ubangui. Parmi eux, plus de mille mutins, pour la plupart des Yakomas. Préalablement à leur entrée au Congo, tous ont pris soin d'enterrer leurs armes. La collaboration étroite du MLC et des agences humanitaires des Nations Unies permet d'éviter le pire aux milliers de femmes et enfants qui se trouvent aujourd'hui totalement démunis.

Au regard du drame du Kivu, le MLC s'engage à ce que les territoires sous son contrôle ne deviennent pas un sanctuaire pour une nouvelle rébellion. En concertation avec la MONUC et le HCR, des dispositions sont prises afin d'éloigner les mutins de la frontière et d'en assurer le contrôle. La reprise en main de la situation par les autorités centrafricaines devrait stimuler un dialogue intercommunautaire fructueux et favoriser les meilleures conditions possibles pour le retour des réfugiés dans leur pays.

À ce titre, j'ai à maintes reprises proposé la création de camps de transit dans les territoires d'origine des réfugiés. Sous le contrôle des Nations Unies, ces camps éviteront que les pays hôtes deviennent malgré eux des foyers d'insécurité et de déstabilisation de leurs pays voisins.

L'APPUI DE L'OUGANDA

Une lutte exemplaire

L'implication, au cours de la dernière décennie, de l'Ouganda dans les conflits de la Région des Grands Lacs trouve son explication dans l'histoire de la perle de l'Afrique et dans la vision du président Yoweri Museveni pour la Région.

Dès l'âge de 25 ans, en 1971, Yoweri Kaguta Museveni rejoint les rangs du FRONASA qui combat Idi Amin et recrute de jeunes combattants pour les envoyer en formation en Tanzanie et dans les territoires libérés du Mozambique. De 1976 à 1978, le jeune Museveni est responsable d'un de ces camps de recrutement à Montepuez au Mozambique. Au cours de cette période, un de ces compagnons de lutte, Kahinda Otafiire lui recommande trois jeunes combattants qui, via Naïrobi gagnent le maquis mozambicain. L'un d'eux est le fils d'un réfugié rwandais qui, comme des milliers de ses compatriotes, avait fui le génocide des Tutsis perpétré en 1959 et s'était installé en Ouganda. Ce jeune homme s'appelle Fred Rwigyema. Quant aux deux autres jeunes gens, l'un est le demi-frère de Museveni, Salim Saleh.

À Montepuez, dans la province de Cabo Delgado, Museveni entraîne 28 combattants. Depuis cette époque, le président ougandais conserve une éternelle reconnaissance au FRELIMO et à son chef, Samora Machel. Au fil du recrutement, le contingent des exilés ougandais s'accroît et, en avril 1979, atteint 900 combattants. Ils prennent une part active aux côtés des 45.000 éléments des forces tanzaniennes qui investissent l'Ouganda et chassent Idi Amin du pouvoir.

Le départ d'Idi Amin ouvre une nouvelle période de confusion politique qui aboutit à des élections controversées. Les très vives frustrations occasionnées dans les rangs des combattants ougandais par le désordre et la prise en otage des populations par des politiciens retors favorisent la seconde prise d'armes par Museveni et ses compagnons. Forts des enseignements de la première guerre de libération, ils décident de ne plus s'appuyer exclusivement sur le soutien extérieur. En 1980, Museveni entame la seconde lutte armée qui va le conduire au pouvoir. Il dispose de 27 fusils. En trois ans, il va construire une force de plus de 20.000 combattants disposant de matériels et d'armes légères capturés sur les troupes du président Obote. Parmi les rares soutiens dont dispose le Mouvement de Résistance National, NRM, de Yoweri Museveni, on relève une modeste contribution du président libyen, le colonel Muammar Khaddafi qui lui fait don de 900 fusils. Quelques mois avant de porter le coup fatal au régime Obote, Museveni reçoit un appui substantiel du Mwalimu Julius Nyerere. Fin 1985, juste avant de se retirer de la vie politique active, le président Nyerere abandonne Milton Obote au profit de Museveni. La Tanzanie octroie 5.000 armes aux combattants ougandais.

Fort de l'appui du Mozambique, de la Tanzanie et de la Libye, qui tous trois constituent encore aujourd'hui des références pour le régime ougandais, le Mouvement

de Résistance Nationale s'empare, en janvier 1986 de la capitale, Kampala. Yoweri Museveni prend le pouvoir. En 14 années de combats, de 1971 à 1985, l'Ouganda aura payé un lourd tribut à la guerre. Plus de 800.000 Ougandais auront été tués dans des exécutions extrajudiciaires. En absorbant la myriade de forces de sécurité et des milices, l'armée ougandaise atteint dans les années 80 une dimension de 100,000 éléments capables d'assurer la sécurité aux frontières du Soudan, du Rwanda et de l'ex-Zaïre.

Le devoir de reconnaissance

Dans la nouvelle armée ougandaise Fred Rwigyema est promu au rang de Général Major de l'Armée de Résistance Nationale, NRA. À ses côtés l'on compte 4.000 hommes de troupe et officiers d'origine rwandaise. Pour la plupart ce sont de jeunes gens dont les parents ont émigré en 1959. Hormis cette large majorité, quelques éléments sont issus des vagues d'immigration antérieures. Par ailleurs, une petite communauté d'Ougandais de souche rwandaise, les *Nkole-Kiga*, sont quant à eux bel et bien incorporés dans l'espace national et culturel ougandais. Ces derniers ne participeront pas activement dans la lutte de libération et des combats qui se dérouleront au Rwanda. En effet, sous le commandement de Fred Rwigyema, les quatre mille combattants d'origine rwandaise incorporés au sein de l'armée de résistance nationale ougandaise s'organisent pour reprendre le combat contre le régime du président Juvénal Habyarimana. Ces combattants ne cachent pas leurs intentions au président Museveni. Ils réclament de recouvrer les droits qui leur ont été arrachés lors du génocide de 1959. L'Ouganda accorde aux combattants rwandais un soutien matériel et financier en exigeant qu'ils s'organisent afin de porter leurs revendications politiques auprès des instances internationales, les Nations Unies et l'Organisation de l'Unité Africaine et les pays voisins.

En octobre 1990, sans prendre la peine de suivre les conseils de l'Ouganda, les soldats ougandais d'origine rwandaise quittent massivement leur patrie d'accueil et envahissent le Rwanda. En visite aux États-Unis, le président Museveni contacte son homologue rwandais et lui propose de lui apporter un appui en vue de la restauration de la paix au Rwanda. Juvénal Habyarimana accepte de prendre langue avec les Rwandais de la diaspora afin que le dialogue conduise à un accord national visant à effacer les conséquences du génocide de 1959. L'Ouganda s'investit dans de nombreuses démarches visant à créer les conditions d'un dialogue constructif entre Habyarimana et la diaspora rwandaise. À Mwanza, à Arusha, à Kyanika, les efforts se révèlent totalement vains. Yoweri Museveni déplore l'absence de volonté politique des acteurs d'en finir avec leur problème.

Confronté à la situation de « *fait accompli* » provoquée par la précipitation des combattants rwandais à envahir sans aucune consultation préalable le Rwanda, l'Ouganda adopte deux positions. La première consiste à octroyer une aide matérielle et logistique au Front Patriotique Rwandais, FPR, afin que cette force ne puisse être défaite au risque d'anéantir les Tutsis et, par voie de conséquence porter atteinte à la

stabilité de l'Ouganda. La seconde consiste à encourager le dialogue entre le président Habyarimana et les Rwandais de la diaspora. Malheureusement, aucun accord ne sera trouvé et les combats continueront jusqu'à la disparition tragique du président rwandais, la chute de son régime, le génocide de plusieurs centaines de milliers de Tutsi et l'exode: massif de millions de Hutus.

Le soutien à la rébellion de Kabila

Après la chute du régime Habyarimana, plus d'un million de Hutus prennent la direction du Congo. Ils emmènent dans leurs colonnes en direction de Goma les éléments des ex-Forces armées rwandaises et des milices hutus qui avaient tué des centaines de milliers de Rwandais. Ces milices sont mieux connues sous le nom d'Interahamwe. En décidant de garder, au mépris des dispositions des Nations Unies, ses réfugiés le long de la frontière rwandaise, le président Mobutu joue une carte dangereuse. Décidé à tout prix à rompre l'isolement diplomatique dans lequel l'ont confiné les puissances occidentales, le maréchal congolais voit le parti qu'il peut tirer de cet afflux de réfugiés. Bien peu préoccupé par les menaces de déstabilisation qu'il fait ainsi peser sur ses voisins directs, Mobutu se prend à rêver de reprendre la main sur le destin de la région des Grands Lacs. L'Ouganda et le Rwanda en appellent à la communauté internationale afin que les éléments armés qui se sont intégrés dans le flux des réfugiés soient désarmés et séparés des autres réfugiés.

Entre-temps, les services secrets ougandais reprennent contact avec un vieux rebelle congolais Laurent Kabila. Le vieux maquisard n'est pas un inconnu pour le président Museveni. En 1986, quelques mois après la chute d'Idi Amin, Laurent Kabila avait, par le biais de James Nzagi, un agent du renseignement tanzanien, établi le contact avec Yoweri Museveni. En effet, à cette époque, Kabila vivait en Tanzanie. Il était connu pour avoir dirigé un maquis dans l'est du Congo aux environs de Kalemie. Décidé à poursuivre sa lutte contre le régime de Mobutu, Laurent Kabila avait sollicité auprès du président ougandais un appui matériel et logistique. Museveni est trop préoccupé par la remise en état de l'Ouganda et décline la proposition de Kabila. Il explique au rebelle congolais que l'Ouganda ne peut se permettre de lancer des opérations militaires le long de sa frontière avec le Congo étant donné la suspicion entretenue par les voisins de l'Ouganda face à un nouveau régime ayant pris le pouvoir à la suite d'une lutte populaire.

Certains leaders africains considéraient que l'expérience ougandaise était un mauvais exemple pour l'Afrique. Pour Museveni, le président Mobutu n'avait montré aucune hostilité contre son régime et, à ce titre, il ne lui appartenait pas de s'ingérer dans les problèmes internes d'un pays voisin. Toutefois, le président Museveni propose à Laurent Kabila de lui donner quelques armes légères à condition qu'il trouve un moyen de les transporter officiellement à travers la Tanzanie jusqu'à son quartier général situé le long du lac Tanganyika à la frontière du Burundi. Cette condition oblige Kabila à obtenir l'accord du président tanzanien Ali Mwinyi. Ce dernier s'oppose au projet de Laurent Kabila. En conséquence, Museveni refuse de donner les

armes à la rébellion de Kabila. En compensation, il lui alloue une modeste contribution financière et le recommande au président Kaddhafi au cas où la Libye serait intéressée à lui apporter son soutien sans une quelconque implication de l'Ouganda.

Le retour d'une vieille connaissance

En 1994, dès la prise de pouvoir du Front Patriotique Rwandais, Laurent Kabila retourne à Kampala. La menace que fait peser l'exode massif des Hutus et la présence des extrémistes parmi les réfugiés installés dans les camps situés le long des frontières ougandaises et rwandaises préoccupe les autorités ougandaises. Yoweri Museveni reçoit Kabila et lui conseille de travailler étroitement avec les nouvelles autorités rwandaises qui nonobstant le soutien apporté par les autorités zaïroises à Karthoum ont, quant à elles, des raisons bien plus évidentes que l'Ouganda de combattre le président Mobutu.

Un autre rebelle congolais prend contact avec Yoweri Museveni. Il s'appelle André Kisase Ngandu. Le président ougandais l'oriente également vers Kigali. Le vice-président Paul Kagame charge Kabila et Kisase de recruter des combattants en vue de composer une force zaïroise qui serait entraînée par des instructeurs rwandais et utilisée au cas où le maréchal Mobutu lancerait les génocidaires hutus à l'assaut des collines du Rwanda.

Les deux rebelles rencontreront de multiples difficultés et échoueront dans leur tentative de mettre en place une force zaïroise. Le général Paul Kagame en éprouvera une grande amertume et s'en ouvrira à son parrain Yoweri. Celui-ci relève que l'incapacité de Kabila peut être compensée par la présence de 40.000 Tutsi qui, vivant dans la province du Sud Kivu, en ont été chassés par les extrémistes hutus et les milices du président Mobutu. En trouvant refuge au Rwanda, ces Tutsi ont effectué le chemin inverse de celui des Hutus. Le président ougandais suggère également au général-major Kagame de recruter 1.200 soldats parmi les populations Tutsi du Masisi, de leur donner une formation militaire et de les encadrer parallèlement aux éléments de l'Armée patriotique rwandaise en vue de constituer une force homogène capable de réagir aux provocations des extrémistes Hutus. Paul Kagame va peaufiner le plan et le mettre en application.

Aux yeux du président Museveni la présence des génocidaires Hutus dans les camps de réfugiés rwandais constitue un danger de plus en plus grave, d'autant que des informations font état de la volonté de ces renégats à éliminer, avec l'appui de l'administration et de l'armée de Mobutu, toute présence tutsi dans l'est du Congo. Après avoir provoqué le retour des Tutsi de Masisi du Nord Kivu au Rwanda, les génocidaires pointent le groupe des Banyamulenge vivant au Sud Kivu.

En août 1996, le vice-président Kagame poursuit le recrutement et la formation des Tutsi congolais dont la force s'élève à 2.000 éléments. Il contacte Yoweri Museveni et tente de le convaincre que les conditions sont désormais réunies en vue d'une

opération dans l'est du Congo. Le chef de l'État ougandais conseille à Paul Kagame de contacter Julius Nyerere avant de s'engager dans une opération militaire. Il veut lui épargner une situation d'isolement comparable à celle vécue par l'Ouganda durant la guerre civile au Rwanda. Kagame suit les conseils avisés du président ougandais et dresse à Mwalimu Nyerere le tableau de la situation dans l'est du Congo, la menace qui pèse sur les Banyamulenge et la constitution d'une force congolaise de 2.000 éléments disposés à s'opposer aux desseins des extrémistes Hutus. L'ancien président tanzanien qui est en Afrique australe une autorité morale et une référence majeure dans l'histoire du panafricanisme réunit les ambassadeurs de l'Union européenne pour les informer de la situation au Congo et du danger persistant d'un nouveau génocide...

Kagame déclenche les hostilités

Fin septembre 1996, les autorités rwandaises lancent l'opération dans l'est du Congo. Ils démantèlent les camps de réfugiés hutus dans les secteurs de Bukavu et de Goma en vue d'en extraire les criminels et les génocidaires hutus. Aux deux mille éléments issus des Tutsi de Masisi, s'ajoutent deux mille nouvelles recrues enrôlées parmi les Banyamulenge.

Au fil de l'évolution du front, les autorités rwandaises confirment au président Museveni que ce sont les quatre milles recrues qui assurent la protection des collines de Mulenge, et assurent la libération d'Uvira, de Bukavu et de Goma. À mesure que le conflit s'étend, le Rwanda informe les voisins de l'ex-Zaïre que quatre leaders congolais ont décidé d'œuvrer ensemble en vue de la constitution d'une alliance militaire et politique. Il s'agit de Laurent Kabila, André Kisase, Anselme Masasu et Déogratias Bughera. À cette étape de la lutte, plusieurs pays africains se joignent à l'effort initial du Rwanda. La diplomatie rwandaise se déploie et obtient le soutien du Zimbabwe, de l'Éthiopie et de la Zambie. L'Angola se joindra à la coalition en apportant des troupes et la Tanzanie pourvoira en instructeurs militaires.

L'ex-Zaïre devient le *hunting ground* des enjeux de nombre de forces externes. De multiples pressions sont exercées sur les acteurs en vue d'influencer le cours des événements et la nature des combats. L'Ouganda tente de galvaniser les Africains derrière les idéaux du panafricanisme. Il faut aider les Zaïrois à s'affranchir définitivement de Mobutu, vestige du néo-colonialisme. Yoweri Museveni s'emploie à convaincre les présidents Mandela, Mugabe et Chissano du bien-fondé de la lutte de Kisase et de Kabila. La plupart des chefs d'État d'Afrique australe n'ont pas une idée précise des enjeux politiques, militaires et géostratégiques de l'Afrique Centrale. Aux yeux du président ougandais, le principal danger de la guerre de libération des Congolais demeure l'implication antidémocratique des puissances étrangères qui, depuis l'assassinat de Patrice Emery Lumumba ont imposé leurs vues sur le destin du Congo.

Pour Yoweri Museveni, une poignée de cercles européens ont joué un rôle prédominant dans la tragédie congolaise en frustrant les aspirations du peuple

congolais. En 1996, les cartes ont changé. Ces milieux doivent désormais tenir compte d'une série de considérations qui les forcent à plus de prudence et de circonspection dans leur soutien au maréchal Mobutu. Parmi les facteurs les plus importants, le président ougandais relève les quatre suivants : primo, l'impopularité grandissante de Mobutu; secundo la crainte occidentale d'un nouveau Vietnam africain au Congo; tertio, la volonté des États-Unis de se débarrasser de Mobutu non pas pour promouvoir Kabila, mais au profit de l'émergence d'une troisième force; et quarto, la montée en puissance de l'Afrique du Sud débarrassée de l'apartheid et disposant d'une logistique militaire substantielle.

Le chef de l'État ougandais fait part de ses vues à ses homologues des pays voisins et au vice-président Kagame. En mai 1997, les cartes semblent se dessiner en faveur du vieux maquisard congolais. Au grand étonnement du président Museveni, Kabila refuse l'invitation de Nelson Mandela de se rendre sur le navire de guerre sud-africain Outeniqua en vue d'une concertation finale avec Mobutu. Yoweri Museveni invite Kabila en Ouganda afin de le convaincre d'accepter cette invitation. Kabila s'entête et refuse obstinément la négociation avec le maréchal zaïrois. Au grand dépit du dirigeant ougandais, Kabila s'entête et refuse de répondre à une seconde invitation et, parvenant à le joindre par téléphone, Yoweri Museveni trouve un rebelle arrogant, brutal et criant dans le combiné de l'appareil satellitaire.

La politique ougandaise de soutien aux luttes de libération

Les caprices et les sautes d'humeur de Laurent Kabila n'auront aucune incidence sur le sort des armes. En réalité, la rébellion congolaise est pilotée par le Rwanda. Après que les Banyamulenge, assistés des troupes rwandaises, eussent capturé Goma, Bukavu et Uvira, démarre un recrutement massif de combattants congolais issus des ethnies de l'est du Congo. À mesure que l'enrôlement et la formation se poursuivent, les troupes rwandaises effectuent l'essentiel du travail sous le commandement d'un jeune officier de l'Armée patriotique rwandaise, James Kabarebe. Comme des centaines de jeunes Rwandais, le commandant rwandais avait été recruté et entraîné à l'école des officiers de Jinja en Ouganda par les instructeurs tanzaniens.

Depuis le début de la guerre en août 1996, Yoweri Museveni ne cache pas ses appréhensions quant au rôle actif joué au Zaïre par les troupes rwandaises dans les combats. À ses yeux, il était préférable que le Rwanda se contente d'assurer la formation militaire des combattants congolais. En vain, il tente de convaincre Paul Kagame de retirer ses troupes. Kabila ne dispose d'aucune force capable de renverser Mobutu, excepté le renfort que lui apporte l'Angola par le biais des « *Tigres* », anciens gendarmes katangais exilés depuis de nombreuses années en Angola.

En réalité, la politique ougandaise se fonde sur l'expérience des luttes de libération successives des rebelles du Mouvement de Résistance Nationale contre Idi Amin et Obote. Yoweri Museveni a toujours dénoncé le rôle joué en 1978-1979, par la Tanzanie dans son implication directe dans les combats, sur le territoire ougandais en

réponse à l'invasion de l'Akagera par les troupes d'Idi Amin. Pour lui, la libération du peuple ougandais devait passer par le sacrifice et la lutte des Ougandais eux-mêmes. C'est pourquoi, lors de la seconde lutte de libération qui conduit le Mouvement de Résistance Nationale au pouvoir, il privilégiera la lutte nationale à tout soutien extérieur. Ce n'est qu'à quelques semaines de la chute de Kampala que Mwalimu Nyerere lui apportera un soutien logistique significatif.

Dans son soutien au FPR, Y. Museveni ne dérogera pas à la règle qui a forgé le succès de son mouvement en Ouganda, à savoir une totale autonomie des forces de Paul Kagame. L'Ouganda n'investira aucune troupe combattante dans des combats directs au Rwanda sauf dans des actions visant à répondre aux bombardements des populations civiles par les éléments du général Habyarimana. Une position identique sera adoptée par le gouvernement ougandais dans son soutien à la lutte armée de John Garang au sud-Soudan. Hormis en 1997, lorsque l'Armée ougandaise, UPDF, engagea le combat contre les troupes gouvernementales soudanaises en vue d'endiguer les attaques des rebelles ougandais soutenus par le Soudan contre les populations du nord de l'Ouganda. Les combats contre l'armée soudanaise se sont poursuivis sur le territoire zaïrois dans l'Ouest de l'Équateur quand les troupes rwandaises et les combattants de l'AFDL étaient directement menacés par une intervention soudanaise à partir des bases de Kaaya, Baazi, et Morobo. Les interventions ougandaises ont toujours été de portée limitée et n'ont jamais eu pour objectif l'installation du Dr. John Garang au pouvoir au Soudan.

En ayant recours à l'utilisation de forces étrangères alliées, les leaders rebelles doivent craindre deux situations. La première a trait au caractère artificiel du soutien extérieur qui dénature la logique des conflits. En fabriquant des vainqueurs ou des vaincus, l'appui externe n'apporte aucune solution durable au problème politique auquel un pays fait face. La seule possibilité de résolution de la guerre civile ne peut être envisagée que si le vainqueur artificiel conforte sa légitimité par une ouverture aux forces politiques locales en vue de dégager un consensus large autour des institutions et des programmes de relance du pays. Si d'emblée au scénario de fabrication d'un vainqueur artificiel se conjugue une exclusion des forces politiques nationales, il faut envisager des problèmes politiques et de nouveaux conflits.

En conséquence, un appui extérieur à une lutte armée induit une volonté d'intégrer un accord politique autour duquel toutes les forces doivent s'agréger. Si l'on néglige cette nécessité au profit du seul soutien de l'étranger, les fissures demeurent intactes et conduisent à des crises plus graves que celles qui ont généré le conflit initial. Lorsque des forces de libération interne négligent la construction ou le renforcement de leurs propres capacités en vue de leur autonomie politique et militaire, elles courent à l'échec. Cette application constante à développer une force indépendante a fait défaut à des rebelles comme Milton Obote ou Laurent Kabila qui se sont exclusivement appuyés sur des soutiens extérieurs.

Une conférence nationale des forces politiques congolaises

Dès le début de la guerre menée par l'AFDL, Yoweri Museveni se rend compte de l'absence de consistance de la structure politique rebelle. Alors que la guerre prend une dimension continentale avec l'implication de nombreux partenaires africains, Museveni qui découvre qu'à l'intérieur de l'AFDL les mécanismes de décisions ne sont connus de personne – pas même les parrains et alliés – insiste sur la tenue d'une conférence nationale des forces politiques congolaises opposées à Mobutu en vue de mettre en place un gouvernement d'union nationale accepté par la population. Le président ougandais craint en effet, de voir d'autres complications se profiler au Congo. Il ne tient pas à assumer la responsabilité d'avoir fait pencher irrévérablement la balance en faveur de Kabila et de l'AFDL.

Quelques jours avant la chute de Kinshasa, Museveni tente de persuader les présidents Bizimungu et Mkapa, le Mwalimu Nyerere et le vice-président Kagame de la nécessité d'organiser une conférence regroupant toutes les forces anti-Mobutu. La plupart des interlocuteurs du leader ougandais pensent qu'il est trop tard pour envisager une telle initiative et qu'il convient de ne pas affaiblir Kabila. En dépit du caractère séduisant de cette proposition, ils vont donc se limiter à rester proches de Kabila en se contentant de lui prodiguer des conseils sur la marche à suivre.

Yoweri Museveni qui n'est pas intéressé à jouer le rôle de « conseiller », décide de prendre ses distances à l'égard du vieux maquisard. Après la chute de Kinshasa, Museveni maintiendra son attitude, craignant que ses avis et conseils ne soient considérés comme une interférence dans les affaires internes du Congo...

L'Ouganda se limitera à envoyer au Congo des instructeurs pour la constitution d'un corps de police entraîné aux techniques de combat.

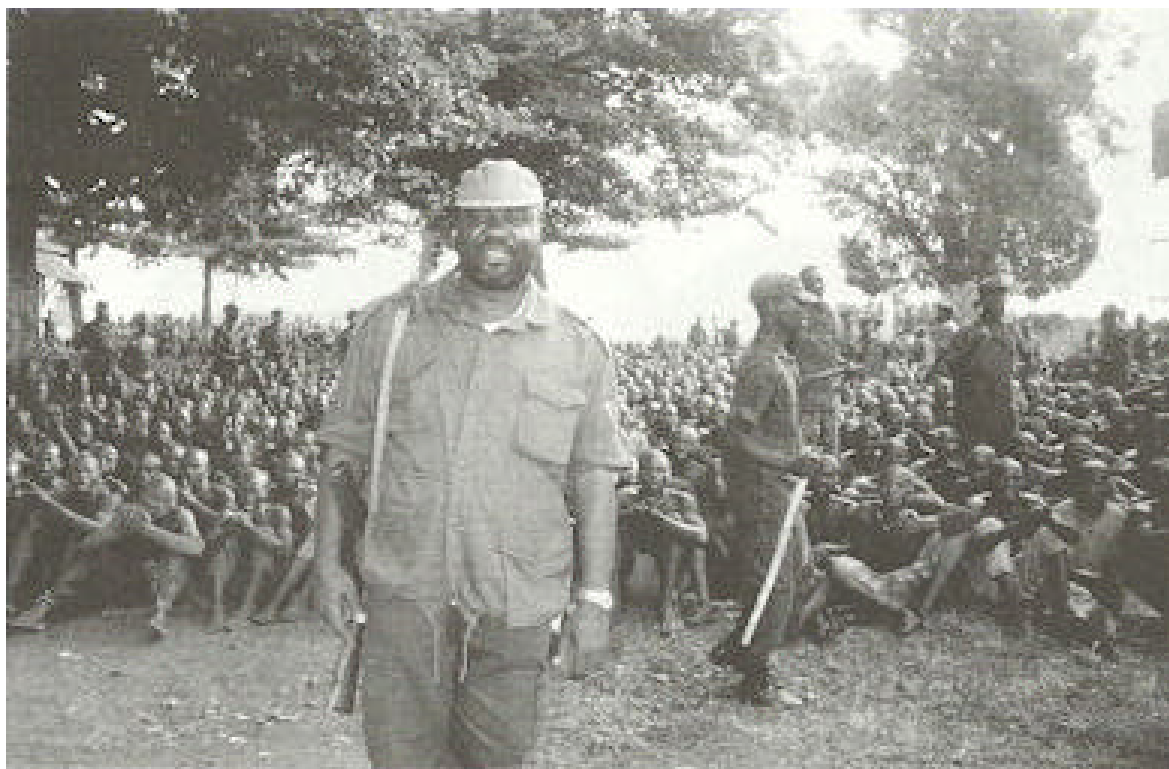
Jusqu'en 1998, Y. Museveni gardera cette attitude distante ne délaissant cependant pas l'idée de voir les Congolais se retrouver autour d'une table pour dégager un consensus sur la reconstruction de leur pays.



Lors de la signature de l'Accord de Lusaka, de gauche à droite : Dominique Kanku, Olivier Kamitatu, Jean-Pierre Bemba, Eric Silwamba et François Muamba



Sur un char, lors de la bataille de l'Ubangi, à Lisala



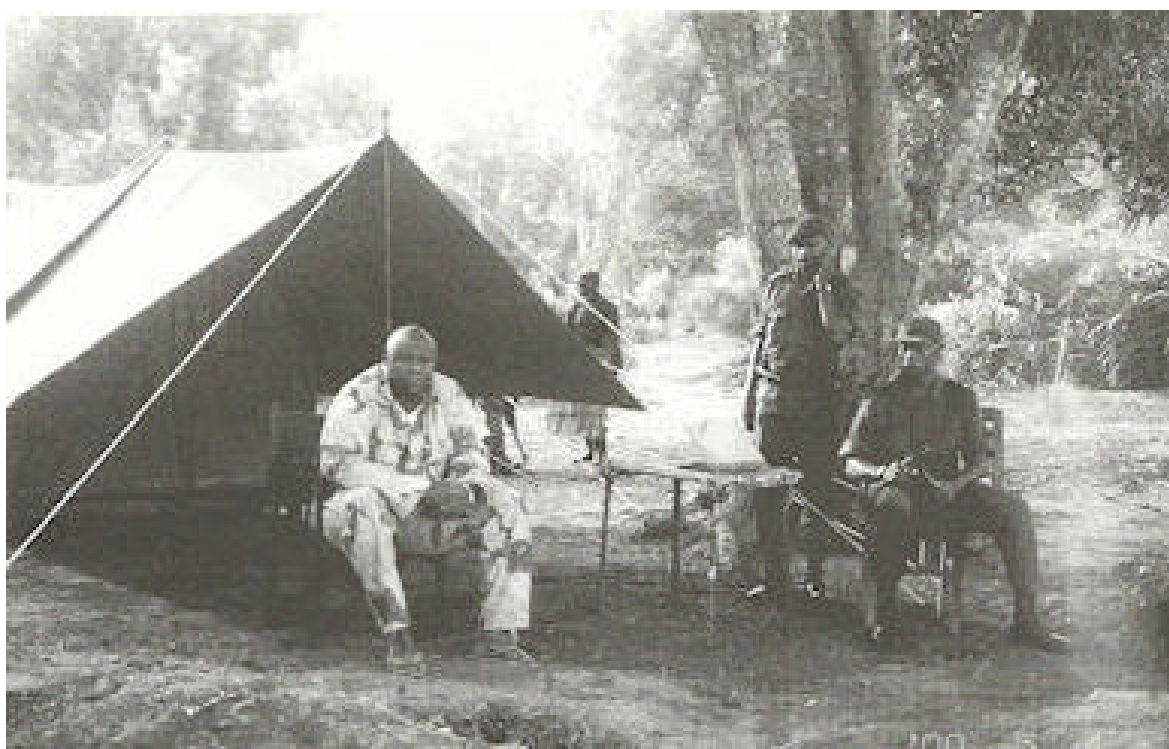
Le lieutenant-colonel Kato et 2.034 recrues à Ebonda (Bumba)



Dès la fin de leur formation, les recrues embarquent en direction du front



Des centaines d'heures de vol aux commandes d'un Kingair



Au petit matin sur la ligne de front de l'Ubanguï, Jean-Pierre Bemba, le commandant Genganze et le commandant Delphin Etula



Après la victoire de Mawiya, le colonel Amuli, chef d'Etat-major général, et le major Dieugentil Alengbia devant les armes saisies à l'ennemi



Lors de l'attaque de la bataille de l'Ubangi, Jean-Pierre Bemba prépare l'attaque de Buburu



En défensive à Businga, Jean-Pierre Bemba et le général brigadier James Kazini partagent leur repas



Le 17 février 2001, Jean-Pierre Bemba scelle la réconciliation entre les communautés Hema et Lendu



Clôture du symposium international pour la paix en Afrique. Jean-Pierre Bemba et Monseigneur Melchisedech Sikuli, Evêque de Butembo



Mai 2001, lors de la signature des principes fondamentaux de l'Accord de Lusaka, de gauche à droite : Justin Kangundu, Olivier Kamitatu, Jean-Pierre Bemba, Dominique Kanku, Roger Nimy et François Muamba

L'ACCORD DE LUSAKA

Les fractures ouvertes de l'Afrique

« *C'est une comédie, vous usez de subterfuge et votre attitude est ridicule* » déclare James Yellin, l'envoyé de Susan Rice aux responsables des mouvements rebelles congolais. Leur refus de s'engager dans le processus de paix de Lusaka irrite Washington qui accuse tour à tour le Rassemblement Congolais pour la Démocratie et le Mouvement pour la Libération du Congo de mauvaise foi. En filigrane, la lutte de leadership au sein du RCD entre la faction de Goma soutenue par Kigali et celle de Kisangani appuyée par l'Ouganda et dirigée par le professeur Ernest Wamba dia Wamba tourne au tragique. Plusieurs morts, une dizaine de blessés, tel est le décompte tragique de la guerre fratricide que se mènent les factions rivales.

La descente de la commission de vérification conduite par le ministre zambien Eric Silwamba a jeté le feu aux poudres. Chacune des factions veut prouver qu'elle contrôle la deuxième ville du pays afin de signer l'accord de paix de Lusaka. Emile Ilunga, Jean-Pierre Ondekane et Bizima Karaha veulent démontrer qu'Ernest Wamba ne contrôle aucune force militaire hormis un camp d'entraînement dans la périphérie de Kisangani. Ils l'accusent même d'encadrer, avec le concours des instructeurs ougandais, des Interahamwe. La mission de vérification repart sans avoir rencontré Ernest Wamba dia Wamba. Mission accomplie pour Ondekane et ses hommes.

Rien ne va plus entre les cousins

En signant l'accord de cessez-le-feu de Lusaka, Yoweri Museveni maintient la ligne diplomatique affichée le 18 avril 1999 à Syrte en Libye. Habile tacticien, l'hôte du colonel Muammar Kaddhaffi était parvenu à négocier le retrait des troupes tchadiennes d'Idriss Deby, trop heureux de se dégager du borbier congolais. Près de 800 Tchadiens ont été sacrifiés dans la jungle congolaise. L'accord de Lusaka confirme le retrait de toutes les troupes étrangères du territoire congolais à ceci près qu'elles se transformeront en... gardiens de la paix avec mission de désarmer les bandes armées qui sillonnent le pays. « *Si les Congolais veulent composer avec Kabila tant mieux, s'ils veulent continuer à se battre, rien ne les en empêche non plus* » affirme Yoweri Museveni. Ses troupes apportent à mes combattants, qui progressent dans le Nord du Congo en direction de Mbandaka, un soutien en termes d'artillerie et de logistique, L'Ouganda a retiré son appui aux forces du RCD/Goma pour se concentrer sur la Province Orientale et l'Équateur. Les divisions internes au sein du RCD ont favorisé ce retrait ougandais. Officiellement, Yoweri Museveni refuse de cautionner la logique du coup d'État qui a permis l'éviction de Wamba au profit d'Emile Ilunga. En réalité, en apportant son appui à la faction du RCD établie à Kisangani, l'Ouganda se démarque de la ligne dure du vice-Président Paul Kagame et joue après la carte militaire du MLC, celle de l'ouverture politique conduite par Ernest Wamba en

direction de Kinshasa. « *Entre les cousins rwandais et ougandais rien ne va plus !* » déclare un diplomate occidental.

En termes militaires, alors que le Rwanda vise les mines de diamant du Kasai et tente d'établir une ligne de front de près de 2.000 kilomètres entre le Katanga, le Kasai et la Province Orientale, les instructeurs ougandais qui encadrent mes hommes concentrent toutes leurs forces sur les rives du fleuve Congo. Avec le délabrement de l'ex-Zaïre, l'axe fluvial demeure la véritable colonne vertébrale économique de la RDC. Le brigadier général James Kazini est chargé de l'*Operation Sale Haven*, nom de code donné à Kampala à l'expédition congolaise. Sous un aspect débonnaire, l'homme est habile et expérimenté. Il assure également à Kisangani la protection physique d'Ernest Wamba et de son petit groupe. Sur le plan diplomatique, la signature de l'accord de cessez-le-feu par le MLC soulage Kampala accusé d'entêter la rébellion congolaise dans la logique de conquêtes militaires. En réalité, Kampala poursuit plusieurs objectifs à court et moyen terme. Le gouvernement ougandais veut empêcher tout nouvel assaut des rebelles ougandais, ADF, NALU, WNBF et autres réfugiés dans les montagnes congolaises. Une kyrielle de mouvements armés menacent en permanence les frontières ougandaises. Dans le conflit congolais, plus de 2.000 hommes formés au Soudan sous les ordres du commandant Taban, le fils d'Idi Amin Dada, seraient prêts à porter secours aux troupes défaites de Kabila. J'accuse Karthoum d'épauler Kabila dans les bombardements et la formation de terroristes katangais. Derrière la crise congolaise se cache bel et bien une autre guerre, celle du Soudan, dans laquelle Yoweri Museveni et ses alliés déploient des efforts importants.

Avec l'appui tacite des États-Unis, l'Ouganda soutient activement la rébellion du Sud-Soudan et les hommes de John Garang. Aux yeux de Washington, l'Ouganda constitue toujours le dernier rempart de l'Occident contre l'intégrisme islamique aux portes de l'Afrique Centrale. La perspective de l'établissement d'un marché unique entre le port de Mombasa sur l'Océan Indien et Matadi, sur la façade Atlantique cadre avec les ambitions de Yoweri Museveni. À défaut, établir une liaison du Caire au Cap – le vieux rêve de Cecil Rhodes – constitue un autre défi dans lequel s'investissent les acteurs anglophones du conflit congolais y compris les groupes miniers et les multinationales sud-africaines. Si les détracteurs évoquent souvent, non sans perfidie, dans la personne du président ougandais l'image d'un Bismarck africain, l'homme fort de Kampala est assurément un visionnaire doublé d'un bon gestionnaire et d'un fin diplomate.

Le pari risqué de Kigali

En dépit de l'exaspération de plus en plus visible affichée par le Rwanda au regard des luttes intestines qui rongent le RCD, Kigali affiche un soutien inconditionnel à la faction rebelle installée à Goma. La présence de plusieurs milliers de miliciens Interahamwe au sein des troupes régulières de Laurent Désiré Kabila explique en partie la détermination du vice-Président et ministre de la Défense, Paul Kagame préoccupé par la sécurité de ses frontières et celle des communautés tutsi congolaises. Pourtant, en un an, depuis le 2 août, le conflit congolais révèle les limites du Rwanda.

Sur le plan financier, l'expédition congolaise épuise le pays des mille collines. La blitzkrieg du mois d'août 1998 a échoué aux portes de la capitale congolaise. Rien ne préparait le contingent rwandais à une aussi longue guerre. Les financements octroyés par certaines banques commerciales rwandaises se révèlent largement insuffisants. Le coltan et les contributions obligatoires que doivent payer les exploitants d'or et de diamant ne suffisent plus à faire face au gouffre sans fonds d'une guerre qui, avec l'allongement des lignes de front, devient chaque jour plus coûteuse. La perspective de la capture des mines de diamant du Kasai a suscité l'espoir de quelques bailleurs de fonds privés.

Face à la résistance acharnée des troupes zimbabwéennes et alliées pour la défense de Mbuji-Mayi, ces investisseurs ont tôt fait de déchanter. Le couteau sur la gorge, le RCD a entrepris une véritable fuite en avant. « *Nous sommes aujourd'hui à moins de 500 kilomètres de Kinshasa* » affirme, carte sous le bras, le commandant Ngizo, le bras droit de Jean-Pierre Ondekane. Faute de prendre Mbuji Mayi, les troupes rwandaises qui opèrent en tête de pont en direction du port fluvial d'Ilebo cherchent à contourner l'obstacle kasaien afin d'entrer dans la province de Bandundu, à quelques encablures de la capitale congolaise.

En étendant sa ligne de front sur plusieurs milliers de kilomètres, le Rwanda tente l'audacieux pari de prendre Kinshasa sans sécuriser ses lignes arrière restées à la merci des troupes zimbabwéennes. Un tel effort exige une capacité logistique démesurée. Encadrer les troupes, nourrir les soldats, rapatrier les blessés sur des distances aussi grandes, tel est le prix à payer dans la course de vitesse que Kigali et le RCD veulent engager avec le MLC. Sur le plan diplomatique, la signature de l'accord de cessez-le-feu par le mouvement soutenu par l'Ouganda, isole de plus en plus Kigali. La perspective redoutée d'une implication des troupes de Jonas Savimbi aux côtés des forces rwandaises décidées à prendre la région de Bandundu renforce les craintes de la communauté internationale et de certains États d'Afrique de l'est. « *Nous avons les moyens de vous empêcher de prendre Kinshasa par les armes* » affirme Jakaya Kikwete, le ministre des Affaires Étrangères tanzanien qui dirige la ligne de front opposée à une victoire militaire totale des rébellions congolaises. Pour la plupart des États de l'Afrique Australe, l'avancée en direction de Kinshasa des troupes rwandaises et des hommes de Jean-Pierre Ondekane, puis de Hugo Hondo, et enfin de Sylvain Buki, tant les changements sont fréquents, doit être stoppée. Le consensus est large au sein des États de la SADC. Ils veulent empêcher Kigali de placer un nouvel homme fort à la tête du Congo.

Dans ce jeu d'ombres et de lumières, le Rwanda dispose du soutien du lobby financier rwando-tutsi dirigé par plusieurs hommes d'affaires, notamment Alfred Kalisa et Miko Rwayitare, bien introduits aux États-Unis. Par contre, le soutien de l'Afrique du Sud et des groupes miniers s'érode à mesure que le temps passe et que les perspectives d'une conquête des mines de diamants, de cuivre et de cobalt s'éloignent. Sur le plan des négociations politiques, un homme tente d'imposer la ligne définie par le général Kagame tout en évitant l'isolement diplomatique. Il s'agit de Patrick Mazimpaka.

Diplomate particulièrement doué, habile dans la négociation, le ministre à la Présidence, homme de confiance du Vice-Président Kagame, tente d'établir les liens entre son poulain, Bizima Karaha, 31 ans, le véritable patron du RCD/Goma, et les jeunes Congolais du MLC. Faute de pouvoir jouer la carte banyamulenge qui a fait recette lors de la mise en place de Laurent Kabila, le Rwanda souhaite l'harmonisation des vues entre les mouvements rebelles congolais afin de limiter les conséquences d'un éventuel isolement diplomatique voire d'un enlèvement militaire. Quant à l'apparition d'une deuxième faction au sein du RCD, la réponse est claire, « *Ce sont les Ougandais qui entêtent Wamba dia Wamba* » affirment les officiels rwandais qui voient dans cette manœuvre une volonté affichée de Yoweri Museveni d'affaiblir le mouvement de Goma au profit de la rébellion du Nord.

Amis d'un côté, ennemis de l'autre

« *Vous les Congolais, cessez de croire que le monde s'arrête au Congo !* » tonne M. Jakaya Kikwete, le ministre des Affaires Étrangères tanzanien. En rappelant aux rebelles que le Zimbabwe est le plus fidèle allié de l'Ouganda dans la guerre que mène Yoweri Museveni au Soudan, le chef de la diplomatie tanzanienne tente de persuader les frères ennemis congolais que tôt ou tard, ils seront sacrifiés au nom de la real-politik et des intérêts qui lient ceux qui combattent entre eux au Congo mais entretiennent ailleurs de solides alliances. En douze mois, Robert Mugabe a pris la mesure de l'incapacité des autorités congolaises à redresser la situation. « *Nous pouvons aider le Zimbabwe à se retirer la tête haute du Congo* » affirme un officiel américain. Washington est disposé à peser de toute son influence sur le Fonds Monétaire International pour la mise en place d'une ligne de crédit de 200 millions de dollars en faveur de Harare. Les bailleurs de fonds conditionnent cet appui au retrait des troupes zimbabwéennes de la RDC.

Le gouvernement zimbabwéen fait face à une crise financière sans précédent. Si quelques généraux et l'entourage de Mugabe s'enrichissent, ses hommes d'affaires sont loin d'avoir rencontré à Kinshasa et à Lubumbashi les opportunités commerciales et financières présentées au début du conflit comme une contrepartie juteuse à l'effort de guerre. Sur le plan diplomatique, les efforts désespérés de Laurent Kabila de chercher un appui auprès des autorités sud-africaines irritent le gouvernement zimbabwéen. Lors des discussions de Lusaka qui ont conduit à la signature du cessez-le-feu par les six États belligérants, Stan Mundenge, le chef de la diplomatie zimbabwéenne, n'a pas caché une certaine exaspération face à son homologue congolais, Yerodia Abdulaye incapable de résister lors des discussions congolaises aux deux délégations rebelles. Désormais, tout en maintenant officiellement la ligne du maintien de Laurent Kabila au pouvoir, le Zimbabwe se démarque progressivement de Kinshasa et favorise le dialogue politique congolais. Les pressions américaines conjuguées aux efforts répétés de l'Ouganda et de la Tanzanie de rassurer Harare sur la sauvegarde de ses intérêts au Katanga et le paiement de la facture de guerre congolaise par l'éventuel successeur de Kabila ne laissent pas insensibles les autorités zimbabwéennes.

Néanmoins, la progression rwandaise renforce la volonté des principaux partenaires de la SADC, y compris l'Afrique du Sud, d'empêcher un écrasement trop prévisible des troupes régulières congolaises par la rébellion. Ce consensus explique l'attitude du Zimbabwe qui se pose désormais en bras armé contre les visées politiques du Rwanda et devient un frein au rapprochement entre l'Unita et la rébellion congolaise. Quant aux aspects économiques et financiers, Robert Mugabe, moins disposé à sauver le régime actuel de Kinshasa qu'à empêcher une mainmise totale du Congo par le lobby minier sud-africain, veut favoriser un retrait de ses troupes au profit de la force d'interposition des Nations Unies. Mais, la mise en place d'une force militaire commune pour désarmer les bandes armées Interahamwe, FDD et autres ADF qui sillonnent la RDC n'enchanté pas le Zimbabwe qui renâcle à intégrer cette force, fût-elle commune, et à collaborer avec les troupes rwandaises.

Les contradictions de l'Afrique Australe

« Qui appuie la guerre en RDC alors que nous sommes arrivés à un point où tout le monde s'accorde pour mettre un nouvel ordre politique au Congo ? » s'interroge Benjamin Mkapa. Dans l'ombre, la Tanzanie joue un rôle de modérateur en vue d'apaiser les tensions qui règnent au sein des États d'Afrique australe dans le dossier congolais. À deux reprises, le chef de l'État tanzanien a tenté de convaincre les rebelles congolais que leur entêtement constituait un réel danger de divisions au sein de la SADC. « *Entre l'Ouganda et le Rwanda, les feux de la division seront entretenus tant que cette guerre continuera* » affirme le président Mkapa. Or, la Tanzanie s'inscrit dans la ligne des modérés qui souhaitent réellement la mise en place d'un changement profond en RDC. Il y a deux ans, le Mwalimu Julius Nyerere avait sorti de l'anonymat et parrainé Laurent Désiré Kabila. Aujourd'hui, celui qui est considéré comme le père de la nation tanzanienne s'investit discrètement à promouvoir Ernest Wamba dia Wamba.

Ce professeur d'Université installé depuis plus de 25 ans avec son épouse américaine à Dar Es Salaam manque cruellement de charisme et d'expérience dans la gestion des hommes pour prétendre prendre en main la RDC ! « *La RDC a besoin d'une nouvelle génération et de dirigeants qui ont une vision pour l'avenir de leur pays* » assure Jakaya Kikwete.

En dépit du respect qu'inspire le vieux sage de l'Afrique, les choix de Mwalimu semblent de moins en moins peser sur la politique tanzanienne. Alignée sur l'Afrique du Sud et Washington, la Tanzanie a pris le relais de la Zambie pour tenter de trouver une solution à la crise et colmater les fissures de plus en plus visibles au sein de la SADC. Frédéric Ciluba, le président zambien, a donc décidé de travailler en tandem avec son homologue tanzanien. Le chef de l'État zambien tente de se donner une stature internationale. En vue des prochaines échéances présidentielles zambiennes, F. Ciluba fortement suspecté par l'Angola de favoriser l'Unita et de tirer profit des juteuses commissions des trafics d'armes et de l'approvisionnement de troupes des

Jonas Savimbi, tente de restaurer son crédit personnel sur la scène internationale. Par ces efforts, le président zambien veut montrer sa neutralité dans le conflit congolais. La Zambie possède la plus grande frontière avec la RDC. Elle enserrait la capitale cuprifère de Lubumbashi. En 1997, en permettant aux troupes de Laurent Kabila de gagner Lubumbashi par son territoire, la Zambie avait favorisé la chute du régime de Mobutu. Deux ans après, le scénario se répète. Tout en bénéficiant directement des autorisations de survol des renforts zimbabwéens au-dessus du territoire zambien, Kabila se méfie des relations entretenues par les rebelles avec son voisin. Les officiels Congolais gardent en mémoire les relations personnelles que certains leaders rebelles comme Lunda Bululu entretiennent avec Frédéric Ciluba et plusieurs responsables zambiens, tous membres de la même ethnie.

Un test pour la diplomatie sud-africaine

À peine avait-il prêté serment devant la nation sud-africaine, que le successeur de Nelson Mandela prenait à bras le corps le dossier de la crise congolaise. Thabo Mbeki a reçu tous les acteurs de la crise congolaise. D'Emile Ilunga à Laurent Kabila, le chef de l'État sud-africain a pris la mesure aussi bien des hommes qui prétendent diriger demain le Congo que de leurs amis et parrains. Il ne cache pas la déception que lui inspire son homologue congolais qu'il a tenté d'épauler lors de sa prise de pouvoir. Que ce soit pour la réorganisation de la Banque Centrale, les investissements dans les mines et les télécommunications, la négociation de la dette du Congo avec les bailleurs de fonds ou encore la reprise en main de l'administration publique, l'Afrique du Sud a tenté en vain d'aider le nouveau régime congolais. « *Nous attendrons les résolutions du Dialogue National pour nous impliquer dans la reconstruction du Congo* » me confirme le président sud-africain.

Bien que sollicitée par tous les leaders congolais, l'Afrique du Sud refuse de choisir qui doit diriger le Congo en lieu et place des Congolais. La ministre sud-africaine, Mme Zuma, suit attentivement la poursuite du processus de Lusaka. L'ancienne ministre de la Santé reconvertie dans la diplomatie, assistée de Jackie Sélebi et Nhlapo Welile, est chargée de suivre le dossier et réconcilier les cousins ougandais et rwandais. Longtemps, l'Afrique du Sud a apporté son soutien au régime de Kigali. Aujourd'hui, Pretoria craint l'isolement de son allié et veut favoriser une réconciliation des parrains de la rébellion. Par ailleurs, l'Afrique du Sud souhaite participer activement à la force de maintien de la paix de l'Onu et favoriser une reconstruction de la RDC.

Les principaux groupes miniers attendent la fin du conflit pour reprendre langue avec les autorités congolaises issues du nouvel ordre politique que l'Afrique du Sud veut favoriser. « *Nous sommes disposés à aider les Congolais à reconstruire leur pays et nous allons user de toute notre influence pour assurer la bonne fin du processus de démocratisation* » assure le président Mbeki. De toute évidence, l'Afrique du Sud est opposée à une issue militaire en RDC. Il y a deux ans, Laurent Kabila a refusé les conseils de Thabo Mbeki de mettre en place un gouvernement intérimaire incluant

toutes les sensibilités politiques. Fin juillet 1999, Kabila se voit poliment éconduire lorsqu'il demande le soutien financier de Prétoria. La presse sud-africaine se gausse de la visite du président congolais qui, accompagné d'une délégation ministérielle imposante, oblige les officiels sud-africains à bouleverser leur programme pour improviser l'accueil des hôtes congolais qui n'étaient pas attendus. De là, les spéculations de la presse sud-africaine selon lesquelles Kabila recherche l'asile politique en Afrique du Sud, ont tôt fait de faire la une, au grand désappointement du maître de Kinshasa.

Et l'Occident

Le conflit congolais dévoile l'incapacité latente de l'administration Clinton à maîtriser les acteurs de la crise. Pour Washington, les mouvements de rébellion doivent s'investir dans la signature du cessez-le-feu. Les États-Unis affirment ne soutenir ni Kabila, ni les rebelles. Susan Rice, qui ne s'empêche pas de recevoir les rebelles lors de leur passage à Washington, appuie le processus de Lusaka et souhaite que chaque partie puisse administrer son territoire et démontrer une capacité de gestion qui conditionnera une éventuelle aide indirecte américaine. Dès lors, le danger de partition en sphères d'influence se précise. Washington accueille favorablement la mise en place d'une force de maintien de la paix des Nations Unies tout en s'interrogeant sur son financement et en refusant d'y intégrer des troupes américaines. Au sein du Congrès, la majorité républicaine affirme n'avoir aucune sympathie à l'endroit de Laurent Kabila. Cette attitude réduit l'influence de l'administration Clinton qui en même temps, se refuse à cautionner une avancée de la rébellion qui mettrait un terme aux tentatives de résolution pacifique du conflit.

La France, quant à elle, se contente d'observer et d'afficher une attitude très réservée. Ses vrais intérêts se situent dans le golfe de Guinée et les champs pétroliers angolais. À mesure que le rébellion RCD se rapproche du Kasai et de la frontière angolaise, et que le MLC se dirige vers Mbandaka, dernier verrou avant Kinshasa, cette attitude silencieuse est interprétée par les Congolais et leurs parrains anglophones, comme le début d'un désengagement de la France en Afrique Centrale.

Quant à la Belgique, pendant un long moment, elle scrute attentivement les nouveaux acteurs qui, en réalité, ont la difficile charge de prendre en main la succession du maréchal Mobutu. Cette attitude évolue avec l'arrivée aux affaires de la coalition socialo-libérale qui veut consacrer le pouvoir de Kabila. Mais l'imprévisible dictateur aura vite fait de décourager ceux qui, à bout de bras, veulent l'installer comme un acteur incontournable.

La signature de l'Accord

Dès mai 1999, il apparaît que la situation militaire échappe progressivement à Kabila. Kinshasa change de stratégie et accepte la négociation directe avec la rébellion. La diplomatie sud-africaine se déploie tout azimut en proposant une formule audacieuse tenant compte des préoccupations sécuritaires du Rwanda et de l'Ouganda et des données internes de la guerre civile congolaise. Pendant trois semaines, les experts des parties belligérantes vont échanger leurs points de vue et construire l'accord de paix de Lusaka.

Le 4 juillet 1999, à 18h30, une salve d'applaudissements retentit dans l'énorme salle de conférence zambienne de Mulungushi. Les délégations ministérielles réunies en séances plénières saluent l'adoption du projet de cessez-le-feu entre les belligérants. De part et d'autre de la salle, les ministres et les rebelles se félicitent du résultat atteint après quinze jours d'âpres discussions.

Le point fort de ces négociations demeure le face-à-face entre la délégation de Kinshasa conduite par le ministre des Affaires étrangères Yerodia Abdoulaye Ndombasi et le général Kalume, ministre de la reconstruction, et les délégations des mouvements rebelles congolais du Rassemblement Congolais pour la Démocratie et du Mouvement de Libération du Congo. Flanké de Bizima Karaha et d'Alexis Thambwe, Emile Ilunga, le président du RCD est assis à mes côtés. Olivier Kamitatu et Dominique Kanku, qui tous deux représentent l'État major politique du MLC, m'entourent. Dans la même salle, le professeur Ernest Wamba dia Wamba conserve un silence dubitatif face à ses anciens amis de Goma. Les aspects internes de la guerre civile congolaise ont été l'occasion d'une discussion serrée avec la délégation de Kabila. Dans ce face-à-face entre le gouvernement de Kinshasa et la rébellion, les alliés des deux bords ont été invités à se retirer afin de laisser les Congolais s'expliquer entre eux. Il débouchera de ce contact, la formule d'un dialogue inter-congolais en vue de l'établissement d'un nouvel ordre politique au Congo. En vue d'arracher cette victoire, pour la toute première fois depuis le début de la guerre, les mouvements de rébellion congolais ont travaillé conjointement à la rédaction des propositions acceptées par Kinshasa.

« Nous sommes dans une guerre civile, les Congolais qui sont en face de vous sont vos frères. Aujourd'hui, vous ne contrôlez plus que 44% du pays. Quant à nous, nous avons la détermination de faire de notre pays un Congo fort, administré par les Congolais » lance Alexis Thambwe à la délégation conduite par Yerodia.

Trois questions fondamentales opposent la rébellion congolaise au gouvernement de Kabila. La restauration de l'autorité de l'État, la tenue d'un dialogue politique national associant l'opposition politique et la société civile, et enfin l'épineuse question de la réunification de l'armée congolaise. Pied à pied, les hommes de Laurent Kabila cèdent devant l'argumentation précise des rebelles. Au bout de quatre heures de négociations, au grand étonnement de leurs alliés respectifs, le gouvernement de Kinshasa, le MLC

et le RCD ébauchent un accord dont les termes sont immédiatement signés par Azarias Ruberwa, Olivier Kamitatu et Vital Kamhere.

La réunification et la restauration de l'autorité administrative de l'État se feront après la tenue des négociations politiques inter-congolaises. Celles-ci consacreront la mise en place d'un nouvel ordre politique en RDC. Elles seront organisées sous l'égide d'un facilitateur neutre, choisi après concertation entre les trois parties signataires. Outre les acteurs présents à Lusaka, les négociations politiques regrouperont l'opposition politique et les forces vives de la nation. Enfin, les armées du MLC, du RCD et les Forces armées congolaises formeront le noyau de la future armée nationale congolaise. L'accord signé entre les trois belligérants congolais consacre désormais le partage de l'initiative politique en RDC. Tous les participants auront un statut identique et les négociations lieront toutes les parties.

« *Il m'est difficile de séparer le bon grain de l'ivraie* » réplique Yerodia qui se dit surpris de trouver face à lui, dans le camp de la rébellion, de jeunes Congolais comme Bizima Karaha et Olivier Kamitatu qu'il a côtoyés à Kinshasa. « *Comme psychanalyste, vous êtes pourtant en contact permanent avec des psychopathes...* » lui répond malicieusement Alexis Thambwe. Yerodia reste sans voix.

Après la signature des dispositions ayant trait aux aspects internes à la guerre au Congo, la surprise est grande dans le camp des alliés. Tous s'interrogent sur la vitesse avec laquelle les Congolais ont trouvé une solution au conflit. Le ministre des Affaires Étrangères zimbabwéen ne cache pas son irritation et sa colère devant la facilité avec laquelle la rébellion est parvenue à imposer ses vues sur Kinshasa. « *Nulle part il n'est fait mention du statut du président Kabila avant et après les négociations politiques congolaises* » s'indigne-t-il, surpris de voir que les hommes de Kabila ont accepté sans garantie aucune pour leur chef de file la mise en place d'un nouvel ordre politique en RDC. Cet accord inespéré entre les trois délégations congolaises désarçonne les observateurs étrangers et les belligérants extérieurs. « *Si les Congolais se sont si facilement entendus, comment imaginez que nous puissions bloquer le processus de paix ?* » s'interroge un expert ougandais.

Avec ou sans l'ONU nous désarmerons les Interahamwe

Sur le plan des aspects régionaux de la crise congolaise, la donne est autrement plus difficile à négocier. La délégation zimbabwéenne exige que la force de désarmement des groupes armés et des génocidaires interahamwe obtienne un mandat des Nations Unies. Cette force devrait être composée de tous les belligérants y compris les deux mouvements rebelles. « *Nous ne voulons pas un nouveau western en RDC* » tonne le ministre Yerodia face à son homologue ougandais Amama Mbabazi. La délégation rwandaise émet de sérieuses réserves sur la capacité des Nations Unies à rencontrer les préoccupations sécuritaires des pays voisins et à désarmer les groupes rebelles qui ont trouvé refuge au Congo. Ces appréhensions sont loin d'être apaisées par le représentant des Nations Unies, l'ambassadeur Dinka, qui confirme qu'il faudra

attendre neuf mois au mieux avant qu'une force des Nations Unies soit opérationnelle en RDC. Ce délai me paraît long, trop long pour les milliers de compatriotes qui sont exposés aux exactions des miliciens Interahamwe.

Dans l'Équateur, dans le Sud et le Nord Kivu des villages entiers ont été détruits par les extrémistes hutus, des familles entières ont été brûlées vives dans leur maison. En remettant à chaque délégation les enregistrements vidéo des charniers et des preuves accablantes des exactions commises par les génocidaires rwandais, je fais part des témoignages des habitants d'Abuzi, de Mozamboli, de Zongo.

Après Habyarimana et Mobutu, c'est au tour de Kabila d'être mis sur la sellette à cause des Interahamwe. À plusieurs reprises, nous avons capté les communications radio entre les bataillons interahamwe et l'État-major de Kabila. Je fais part de mes préoccupations et exige que la commission militaire mixte s'occupe immédiatement de la neutralisation et du rapatriement des milices rwandaises dans leur pays. « *Les Interahamwe sont plus de trente mille sur le sol congolais à combattre aux côtés des FAC comme une véritable armée parallèle, voilà le nœud du problème* » renchérit Bizima Kahara qui s'étonne de voir le Zimbabwe exiger une force des Nations Unies pour désarmer les extrémistes hutus et les groupes armés. « *Avec ou sans mandat des Nations Unies, nous désarmerons les Interahamwe* » conclut l'ambassadeur rwandais Gasana.

Après plusieurs nuits de négociations ardues la délégation zimbabwéenne conduite par le ministre Stan Mundenge, cède à la pression de l'Afrique du Sud. Il convient de relever que le trio composé de Madame Nkosazana Zuma, la ministre des Affaires étrangères, Jackie Selebi, le directeur du ministère des Affaires Étrangères et Mme Gumbi, la conseillère juridique du président Mbeki, est d'une redoutable efficacité. En réalité, c'est le leadership d'une nouvelle génération de chefs d'État qui se joue au niveau de la SADC.

Dans le dossier congolais, le président Thabo Mbeki veut marquer des points. Un accord tombe dans la nuit du 6 au 7 juillet à 4 heures du matin. Les belligérants s'entendent afin de mettre en place un comité politique composé des ministres des Affaires étrangères et des ministres de la Défense des pays belligérants ainsi que des délégués des mouvements rebelles. Parallèlement, une commission militaire mixte sera placée sous le commandement d'un officier désigné par l'OUA après consultations avec les parties signataires de l'accord. Chaque belligérant désignera deux responsables dans l'état major de la commission militaire mixte. Ce compromis clôturé le round des négociations de Lusaka. Toutes les forces étrangères opérant en RDC, y compris le Rwanda et l'Ouganda considérés par Kinshasa comme des agresseurs, sont désormais officiellement investies d'une mission de désarmement et de rapatriement des groupes rebelles et des extrémistes hutus exilés au Congo. Cet accord consacre par ailleurs le gel des positions des armées rebelles. L'Organisation de l'Unité Africaine s'engage à dépêcher des observateurs chargés de contrôler l'application des modalités du cessez-le-feu. Dès la signature officielle du document par les chefs d'État et les

responsables des mouvements de libération, les forces armées du MLC et du RCD se redéployeront en position défensive dans les zones de conflit.

Au matin du 4 juillet, on m'annonce que les troupes de l'Armée de Libération du Congo viennent de capturer la ville de Gbadolite. En prenant le contrôle de la ville du maréchal Mobutu, le MLC dispose d'un aéroport moderne et d'un quartier général disposant d'électricité et d'eau courante. Dans leur fuite, les six milles FAC et extrémistes hutus qui défendaient la ville ont abandonné plus de quatre cents tonnes de matériels et d'armement. Cette chute annonce la débâcle de toute l'armée de Kabila. Une à une, les principales localités de l'Équateur encore tenues par les FAC vont s'effondrer. Dans la soirée, la nouvelle s'est propagée dans toutes les délégations. Le ministre rwandais Patrick Mazimpaka m'invite à la soirée qu'il organise à l'occasion de la fête d'indépendance du Rwanda. Un sentiment de compétition semble flotter dans les conversations des officiels. Si le MLC a pris Gbadolite, à quand Mbuji Mayi ? Les troupes du RCD ne sont plus qu'à quelques kilomètres de la capitale du diamant congolais. La chute éventuelle de Mbuji Mayi annoncerait inévitablement la dernière bataille pour le Congo...

UN REGARD SUR LE RCD

Les premières fractures du RCD

Dans la nuit froide de Kabale, à la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda, tous les responsables des mouvements de rébellion sont réunis pour tenter une improbable réconciliation entre les leaders du Rassemblement Congolais pour la Démocratie. En présence d'officiels rwandais et ougandais, le renversement du professeur Ernest Wamba dia Wamba a soulevé une vague de désapprobation dans le RCD. Cette exclusion provoque une véritable scission entre l'Ouganda et le Rwanda.

En mai 1999, les forces ougandaises exfiltrent Wamba de Goma et l'acheminent dans son nouveau fief à Kisangani. En créant le RCD-Kisangani, le divorce est consommé. Immédiatement, les boyomais qui nourrissent un profond ressentiment à l'endroit des troupes rwandaises prennent parti pour le professeur Wamba. La ville est divisée entre les partisans des deux tendances soutenues par Kigali et Kampala. Sous des airs empreints de bonhomie et un physique d'ascète se cache un homme au caractère obstiné. En quelques semaines, face aux pressions des troupes rwandaises qui sont décidées à l'éliminer, Ernest Wamba fait preuve d'un courage physique peu commun. Entouré de ses lieutenants Mbusa Nyamwisi, Jacques Depelchin, Kalala Shambuy, Ernest Wamba est placé sous la protection du général James Kazini, le commandant en chef des troupes ougandaises au Congo.

En août 1999, la rivalité entre les deux corps expéditionnaires est à son comble. Kigali donne l'ordre de pilonner les positions ougandaises et d'éliminer toutes les poches de résistance du RCD/Kisangani. Sous les balles, Ernest Wamba trouve refuge au quartier général ougandais situé à la périphérie de Kisangani, à la Sotexki. Après plusieurs jours de combat acharné, les troupes rwandaises et ougandaises cessent les combats et tiennent leurs positions. Sur le plan international, ces affrontements entre les alliés de la rébellion congolaise sonnent comme un coup de tonnerre. Les effets calamiteux de la guerre de Kisangani hypothèqueront définitivement la crédibilité des armées rwandaise et ougandaise.

Face à une véritable levée de boucliers, le président Museveni et le vice-Président Kagame tentent de recoller les morceaux d'une alliance malmenée par leurs généraux. Il faut à tout prix réconcilier les frères ennemis du RCD. Kabale, aux confins du Rwanda et de l'Ouganda, accueillera tous les acteurs de la rébellion afin de sceller un véritable pacte et faire définitivement taire les différends du passé. Fidèle au courant panafricaniste qui fonde en partie les luttes de libération d'Afrique australe et d'Afrique de l'est, Benjamin Mkapa dépêche à Kabale ses témoins qui assisteront à toutes les négociations.

Kabila accepte les négociations directes

Dans une atmosphère lourde de soupçons et de crainte, Kabale accueille les leaders de la rébellion. Pour tous les alliés et leurs témoins, il est évident que les Congolais doivent s'organiser afin de parler d'une même voix face à Laurent Kabila. L'Ambassadeur tanzanien Adam Marua nous confirme que désormais Kabila reconnaît la réalité de la rébellion. Au nom des alliés, l'émissaire du président Mkapa exhorte les Congolais à aller au-delà de leurs intérêts ou ressentiments personnels afin de travailler pour les intérêts de l'Afrique. « *Réfléchissez sur les conséquences de vos contradictions. Je vous demande d'abord d'identifier votre ennemi, vous réglerez vos comptes après* » déclare Marna. Le responsable politique ougandais chargé de la question congolaise, le colonel Otafiire, un vieux compagnon de lutte de Museveni renchérit: « *Le temps est plus long que la ficelle ! Vous devez prendre vos responsabilités pour sauver le peuple congolais. L'histoire ne vous jugera pas sur ce que vous avez l'un contre l'autre mais sur ce que vous avez mis dans la lutte et dans l'intérêt de votre pays* » conclut-il, en nous faisant remarquer combien nos querelles sont vaines face aux vies perdues ou détruites depuis le début de la guerre. Avec solennité, il fait appel aux rebelles pour prendre le courage de trouver une solution. Rusé et habile, l'émissaire rwandais, Patrick Mazhimaka clôture la discussion en affirmant que les alliés parlent dorénavant d'une même voix et vont aider les Congolais à monter une plate-forme politique. Le lendemain, les négociations se poursuivent.

Le 11 juin, nous nous convenons de mettre en place une commission de réconciliation chargée du rapprochement entre les deux ailes du RCD. Le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie et le MLC favoriseront cette démarche. Parallèlement, un Comité politique est créé en vue de la préparation du dialogue inter-congolais. À mon grand étonnement, plusieurs délégués du RCD/Goma, parmi lesquels Lambert Mende et Alexis Thambwe approchent la délégation du MLC afin que les membres de ce Comité politique soient désignés dans la salle. « *Si nous attendons le retour à Goma, le choix sera opéré par Kigali et nous n'avons aucune chance de faire partie de ce Comité* » me confirme Lambert Mende. Je m'aperçois que la crise est profonde, non seulement entre les ailes du RCD mais également au sein de la structure appuyée par le Rwanda.

La volonté de travailler à la constitution du front commun de l'opposition armée semble réelle. D'emblée se pose la question du fondement de notre lutte. La conduite de la rébellion dévoile de profondes divergences dans nos stratégies. Le MLC s'inscrit dans une ligne politique qui privilégie l'adhésion du peuple congolais et la mobilisation des populations. Dans chaque village nous expliquons le sens de notre combat, le danger que représente la dictature de Kabila et les raisons de la présence de notre allié ougandais au Congo. La gestion de l'administration des territoires libérés, l'organisation des élections locales et la mise en place des assemblées et exécutifs locaux sont autant de démarches politiques qui distinguent le MLC des autres mouvements congolais. Sur le plan militaire, l'enrôlement massif des jeunes gens sous la bannière de l'Armée de Libération du Congo permet la construction d'une nouvelle

armée. Ces jeunes éléments ont la conviction d'appartenir à l'armée du futur. Si les orientations choisies par le MLC sont partagées par les autres mouvements, j'ai la certitude que le Front Commun deviendra un espace de dialogue au sein duquel nous partagerons nos points de vue.

Dans la soirée, je fais la rencontre du père Mateo venu d'Italie proposer ses bons offices en vue d'une facilitation entre les belligérants. Le représentant de la Communauté catholique romaine de San Egidio me confirme que Laurent Kabila a marqué son accord pour un contact direct avec les rebelles. En vue de profiter des nouvelles dispositions d'esprit du dictateur congolais, le père Mateo insiste sur la réconciliation entre les mouvements rebelles. Il convient que la rébellion s'accorde sur des propositions communes. Il apparaît de plus en plus clairement que Kabila s'inscrit dans une démarche comparable à celle du président Buyoya au Burundi. Son seul objectif consiste à imposer son statut et sa reconnaissance par la rébellion. À cette condition, il serait prêt à entamer des discussions de paix me confirme le père Mateo. Dans cet ordre d'idée, San Egidio pourrait conduire les débats rassemblant tout au plus une cinquantaine de participants. Ainsi, les pressions exercées par les alliés et la Tanzanie s'inscrivent dans le cadre de nouvelles négociations directes entre Kabila et les mouvements de libération. .

Les révélations de Wamba

Cette réunion du 9 juin 1999 à Kabale m'a permis de découvrir une nouvelle facette du professeur Wamba. L'homme paraît meurtri par les accusations portées à son endroit par ses anciens amis de Goma. Il a le sentiment que son élimination physique est programmée. Dans son désenchantement, il conserve une forme de lucidité éclairée par une seconde nature issue des réflexes du professeur d'histoire. Aussi, dès son arrivée, Ernest Wamba s'enferme dans son appartement et ne résiste pas à l'idée de m'appeler afin de partager nos points de vue sur la situation de la rébellion. Je lui rappelle les courriers que je lui ai adressés au début de la lutte au courant de second semestre de l'année précédente dans lesquels j'évoquais la nécessité d'identifier des stratégies communes et d'associer étroitement le peuple congolais à notre combat. J'exprime au président du RCD/Kisangani mes appréhensions sur la stratégie de coup d'État qui règne au sein du RCD. Sur le plan militaire, l'adoption par certains officiers congolais d'attitudes qui rappellent les postures de certains généraux ex-FAZ qui ne s'occupaient que de leur enrichissement personnel me paraissent hypothéquer la poursuite de notre combat. Assis à côté du feu ouvert, Ernest Wamba m'écoute et semble vouloir rompre l'isolement dans lequel les événements de Kisangani l'ont relégué.

Les rumeurs de plus en plus persistantes faisant état de contacts suivis entre Kabila et Wamba attisent les soupçons des responsables du RCD/Goma envers leur ancien président. Devant mes propres craintes, Ernest Wamba se défend de trahir la rébellion et m'explique que ces rumeurs ont été propagées dans la seule intention de justifier le coup qui l'a renversé. Face à la scission qui déchire le RCD, le professeur Wamba

tient à me confirmer que les divisions internes ont toujours existé au sein du Rassemblement. À titre d'exemple, il me révèle les raisons de l'absence de réponse aux courriers que je lui ai adressés en 1998 au début de la rébellion.

« Dès ton arrivée à Kisangani, nous avons discuté de ton adhésion au sein du RCD. Comme il n'était pas question d'envisager la création d'un autre mouvement politico-militaire au sein de nos territoires, nous nous sommes interrogés sur le sort qu'il convenait de te réserver. Certains voulaient procéder à ton arrestation immédiate, d'autres ont songé à ton élimination et les derniers considéraient qu'il convenait de trouver une solution politique sans manifester de dérives dictatoriales » me confirme Wamba dia Wamba. Il semble que le vieil universitaire ait voulu favoriser la troisième option. Face aux dangers de l'apparition d'une fracture entre le Rwanda et l'Ouganda, Wamba dia Wamba tentera de convaincre le président Museveni de ne pas favoriser la somalisation du Congo. *« Le Président Museveni me confirmera que des gens voulaient t'assassiner ! »* m'avouera Wamba. Parmi les raisons qui accentueront la crise interne qui aboutira à son éviction de la présidence du RCD/Goma, Ernest Wamba me confiera qu'il devait se rendre à Kisangani afin de me rencontrer. Évoquant les rivalités personnelles, il m'avouera que Jean-Pierre Ondekane, le Chef d'État Major du RCD/Goma craignait de perdre son poste en cas d'unification des mouvements de libération. *« Je ne me rendais pas compte de ses ambitions et du fait qu'il voyait Bemba comme une menace personnelle »* avouera Ernest Wamba qui, sans doute, se rappelait sa sortie rocambolesque de Goma à 4 heures du matin, sous la protection de blindés ougandais. Ainsi se terminait sa brève aventure à la tête du RCD/Goma.

Les dessous de Lusaka

En dépit des résolutions du 11 juin adoptées à Kabale, la Commission de réconciliation entre les deux ailes du RCD ne se réunira pas. Dès lors, la rébellion entre en ordre dispersé aux négociations de Lusaka qui aboutiront à l'Accord de cessez-le-feu. Le 10 juillet, lors de la signature du document, malgré mes avertissements et de multiples rencontres avec les membres des deux délégations, le président Chiluba tente d'imposer unilatéralement le RCD/Goma. Dans la salle de conférence de Mulungushi, tôt dans la matinée, Ernest Wamba se saisit des sièges réservés au RCD. De sa chambre d'hôtel, Bizima Karaha s'apprête à se rendre dans la salle de conférence de Mulungushi où tous les protagonistes doivent se retrouver afin de signer l'accord de cessez-le-feu. Machinalement, il allume son téléviseur afin de suivre les premières images de la retransmission en direct de l'événement. À sa stupéfaction, les caméras se portent sur le professeur Ernest Wamba qui, dans la salle vide, occupe le fauteuil réservé au chef de la délégation du RCD. L'émoi gagne toute la délégation de Goma qui refuse de siéger aux côtés d'Ernest Wamba.

Confronté à un véritable imbroglio, le président zambien, Frédéric Chiluba en appelle aux délégués du MLC afin qu'ils prennent parti pour l'une des deux ailes du RCD. Tous les chefs d'État présents à Lusaka attendent patiemment le dénouement de cette

farce burlesque. Elle tournera à la tragédie de Kisangani. Entre-temps, je joins le président Chiluba et lui conseille de retarder la cérémonie afin de permettre aux frères ennemis de trouver un compromis. À la veille du sommet de l'OUA à Alger au cours duquel le médiateur zambien veut annoncer la signature d'un accord de cessez-le-feu au Congo, Frédéric Chiluba force la signature de l'accord par Laurent Désiré Kabila. Faute d'une solution entre les deux ailes du RCD, le Mouvement de Libération du Congo demeure sur ses positions. Les troupes de l'Armée de Libération progressent donc vers Gemena.

À l'initiative du président Museveni, fin juillet, le MLC et le RCD/Kisangani signent un accord politique qui assure une répartition des ressources financières mobilisées dans les territoires contrôlés par le professeur Wamba entre les deux mouvements. En réalité, le chef de l'État ougandais envisage le retrait progressif de ses troupes. Dès le 14 juillet, dix jours après la chute de Gbadolite, il se félicite devant ses hommes des résultats obtenus. *« Désormais, les Soudanais ne peuvent plus disposer de bases arrières au Congo. Nous avons fait notre travail. Si les Congolais veulent poursuivre la guerre, c'est leur affaire. Si Bemba veut négocier, c'est son choix. Nous demeurons des alliés et nous l'aiderons »* leur dit-il. Dans le camp des soldats de l'UPDF, c'est l'euphorie. Tous envisagent la perspective d'un retour imminent au pays.

Pour tous les cadres du MLC qui ont assisté à cette harangue et pour nos officiers, cette journée marque un tournant important dans la guerre de libération. Dorénavant, les troupes ougandaises ne combattront plus en ligne de front. En se dégageant définitivement de la lutte, l'Ouganda nous laisse le choix entre l'usage des armes ou la négociation. Signataire de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka, Yoweri Museveni est désormais sous la lunette de la communauté internationale et ne peut violer ses engagements sous peine de se voir définitivement isolé sur le plan international.

Du burlesque à la tragédie

La guerre de positionnement entre les deux ailes du RCD à Lusaka accentue le différend entre l'Ouganda et le Rwanda. Si le professeur Wamba se prévaut de défendre l'école des démocrates et s'insurge contre le putsch du 19 mai 1999 qui l'a renversé, l'école militariste du RCD/Goma fourbit ses armes. Les divergences entre le RCD/Kisangani et le RCD/Goma aboutissent à une lutte de légitimité qui en réalité, vise une reconnaissance internationale.

En vue de trouver une solution apaisante, le MLC ayant signé l'Accord de Lusaka en date du 31 juillet 1999, le chef de la diplomatie sud-africaine décide donc de se rendre à Kisangani afin de converser avec les deux parties en conflit. Le professeur Wamba accuse le RCD/Goma de prendre le processus de Lusaka en otage. Il se dit prêt à signer l'accord de cessez-le-feu. Mais, aux yeux de la communauté internationale, que vaut la signature d'Ernest Wamba si celle d'Emile Ilunga et du RCD/Goma sont absentes ? Une campagne de propagande hostile gagne la ville de Kisangani où les deux ailes se sont installées. La tension monte entre les troupes ougandaises et

rwandaises. Elle aboutit le 14 août, au déclenchement des hostilités entre les deux contingents.

Des combats d'une rare violence se dérouleront pendant trois jours pour prendre fin le 17 août 1999. Cette « *guerre des trois jours* » qui se termine par l'accord de désengagement de la ville par les belligérants conclu à Mweya en Ouganda marque en réalité le début du long martyr de Kisangani.

Sous la pression de la Zambie, de l'Afrique du Sud et de la communauté internationale, le Rassemblement congolais pour la démocratie appose sa signature sur l'accord de cessez-le-feu. Une astuce grossière est trouvée afin de prendre en compte les deux tendances qui se déchirent au sein de ce mouvement. Plus de quarante-cinq membres fondateurs du RCD apposeront leur signature au bas du document. Face à l'affaiblissement marqué du RCD, l'Ouganda et le Rwanda vont s'investir dans une série de rencontres afin de tenter de réunifier les mouvements de libération. Ce processus initié à Kabale, au sud de l'Ouganda, le 6 juin 1999 va se poursuivre jusqu'à la création du Front commun des mouvements de libération regroupant le MLC, le RCD et le RCD/Kisangani. Pendant plus de six mois, sous l'œil vigilant de la Tanzanie et du Mozambique, le Rwanda et l'Ouganda tenteront de faire taire leur divergence au profit de la constitution d'une alternative politique au pouvoir de Kinshasa.

Le Forum des leaders

Fin décembre 1999, les trois mouvements se retrouvent une nouvelle fois à Kabale afin de consacrer la fin des divisions et la mise en place d'une structure de concertation commune. Pour le MLC, cette structure ne peut pas hypothéquer son image et son indépendance. Face à l'intransigeance du MLC, le Rwanda et le RCD affichent une vive réaction. Le Secrétaire Général du FPR, Charles Murigande et le président du RCD, Emile Ilunga, prennent vivement à partie la délégation du MLC conduite par le secrétaire général, Olivier Kamitatu. Finalement, la négociation aboutit à la mise en place du forum des leaders des mouvements de libération congolais.

L'Ouganda convoque donc début janvier une nouvelle rencontre qui doit consacrer la mise en place définitive de ce forum. Du 7 au 9 janvier 2000, les leaders des trois mouvements de libération s'accordent afin de mettre en place un comité politique et une commission militaire mixte chargés de préparer le dialogue inter-congolais. Sur le plan de la gestion politique de la rébellion, la volonté de concertation semble évidente.

Dans la soirée du 8 janvier 2000, en compagnie d'Ernest Wamba et d'Emile Ilunga, nous abordons les points importants sur l'avenir de nos mouvements. Parmi les préoccupations, la position de l'Angola focalise notre attention. Une rumeur persistante fait état de la présence de troupes de l'Unita dans le secteur du Mouvement de Libération du Congo. Je confirme à mes interlocuteurs l'absence totale de tout rebelle angolais dans nos rangs. En réalité, il apparaît que les services de renseignement angolais disent avoir découvert à Baïlundo une lettre que j'aurais

rédigée à l'attention de Jonas Savimbi. Bien entendu, cette lettre non signée et rédigée en portugais constitue un montage grossier. Par ailleurs, Emile Ilunga relève également que les autorités de Luanda propagent des fausses informations selon lesquelles des réunions auraient été organisées à Bukavu et à Ouagadougou entre l'Unita et le RCD. De toute évidence, l'Angola se pose en obstacle de toute avancée de la rébellion. J'exhorte Ernest Wamba et Emile Ilunga de ne pas prêter le flanc à l'intoxication des services angolais. Pour Wamba, outre les relations supposées entre le MLC et l'UNITA, dans leur ensemble, les autorités angolaises refusent de discuter avec les mobutistes.

Au cours de cette même soirée, nous abordons les questions d'ordre diplomatique et sécuritaire. Emile Ilunga s'insurge de l'incapacité de la Commission Militaire Mixte qui siège à Lusaka de prendre la mesure de la situation et des multiples violations du cessez-le-feu perpétrées par les troupes de Kabila et les forces zimbabwéennes. Le général algérien Lallali, chef d'État major de la Commission militaire mixte, est loin de trouver grâce aux yeux du président du RCD. « *Comment voulez-vous que la communauté internationale s'implique et finance la Commission militaire mixte quand son commandant en chef exige un salaire mensuel de 50.000 Us dollars ?* » s'interroge Ilunga. Sur le plan de la préparation du dialogue inter-congolais, le RCD oppose un refus catégorique à une co-facilitation confiée à la communauté italienne San Egidio.

Après avoir évoqué les mesures pratiques en vue de la libre circulation des personnes et de leurs biens dans les territoires administrés par les mouvements, nous nous convenons de mettre en place un comité politique chargé de proposer les grandes lignes politiques du front commun et de préparer l'agenda des prochaines rencontres du forum. Une commission militaire mixte sera mise sur pied afin d'étudier la possibilité de mettre en place un État-major combiné des forces des mouvements de libération. Pour la première fois depuis le début de la guerre, une dynamique prend corps et les trois mouvements semblent converger sur la même voie. Fin janvier, les techniciens du MLC, du RCD et du RCD-ML se retrouveront en Ouganda, dans le centre de formation de Kyankwanzi, afin d'élaborer le programme politique de la rébellion.

LES DRAMES DE L'EST

Climat de terreur et de violence

Ces dix dernières années, la terreur et la violence règnent dans les territoires de l'est du Congo. Le génocide de plusieurs centaines de milliers de Tutsi et l'exode massif de près de deux millions de hutus rwandais dans l'ex-Zaïre ont jeté le Kivu dans la tourmente. Aux problèmes de surpopulation et de pauvreté s'est ajoutée l'importation sur le sol congolais des armées défaites et des milices génocidaires interahamwe. Face aux drames du Rwanda, la communauté internationale est tétanisée, paralysée par un sentiment de culpabilité de n'avoir pas pu empêcher le génocide.

La présence de plusieurs dizaines de milliers d'extrémistes hutus rwandais et burundais assistés et appuyés par les autorités congolaises va justifier l'intervention musclée des troupes rwandaises et ougandaises aux côtés de Kabila et de l'AFDL. Au cours des sept mois qui les conduiront au pouvoir, les troupes de Kabila et de Paul Kagame sont accusées par la communauté internationale d'avoir massacré plus de 200.000 hutus. Joseph Kabila, à l'époque porte-parole de l'AFDL à Kisangani et présent lors de la découverte des charniers, a cité récemment un chiffre beaucoup plus important.

La communauté internationale interpellée initie une enquête internationale qui échoue devant le refus obstiné de Kabila de collaborer.

La présence rwandaise est mal acceptée par les populations congolaises du Kivu qui jugent les Tutsi arrogants et dominateurs. À la recherche d'une popularité de plus en plus précaire, Laurent Kabila se débarrasse brutalement de ses amis Tutsi. Il dénonce les accords qui le lient avec ses anciens alliés, portant notamment sur la sécurité des frontières et sur la neutralisation des génocidaires hutus.

Le 2 août 1998, une mutinerie instiguée par le Rwanda, met à nouveau le feu aux poudres à Goma, Bukavu et Uvira.

Adossées aux frontières du Rwanda, les populations du Kivu vivent depuis 1996 dans le cycle de la violence et du spectre de l'empire hima. En réaction à la grande peur d'une annexion des territoires par le voisin rwandais, le Kivu se ligue contre l'occupation des troupes étrangères. Faute d'un leadership politique éclairé, les minorités ethniques qui se sont senties marginalisées ou victimes de l'exclusion et de l'arbitraire, trouvent des modes d'expression de plus en plus violents au fur et à mesure de la dégradation des conditions socioéconomiques. L'afflux de réfugiés venus du Rwanda et du Burundi a comme conséquence une floraison de milices locales connues sous les noms de Ngilima, Katuku, Mayi Mayi...

La réponse brutale des autorités se traduit par un enchaînement infernal de violations des droits de l'Homme. La société civile du Kivu se dresse en bouclier pacifique des

populations. Elle est devenue un adversaire redoutable pour les autorités politico-administratives du Kivu et un acteur majeur dans la recherche d'une solution de paix dans l'est du Congo.

La protection des minorités

En 1959, la défaite de la monarchie tutsie provoque l'exode massif de l'élite rwandaise. Les violences exercées contre les Tutsi sont accompagnées par une « *révolution sociale* » menée par la majorité hutue qui conduira à l'indépendance du Rwanda en 1962. Commence pour une multitude de Tutsi la vie de réfugiés.

Ils prennent le chemin du Congo et de l'Ouganda. Des camps sont ouverts, notamment dans le district de Toro en Ouganda où, parqués dans des zones désertes, nombre de Tutsi mourront de maladie et de pauvreté. Cette expérience va marquer à vie une génération de Tutsi – dont fait partie le président Paul Kagame – qui devenus adultes lutteront pour le retour au Rwanda.

Dans les années 60, les conflits fonciers qui opposent les réfugiés Tutsi aux populations du Kivu sont interprétés par ces dernières comme une tentative des Rwandais de faire main basse sur les chefferies voisines. En 1963-1964, une réforme administrative accentue les clivages. L'opposition entre les rwandophones et les autres populations du Nord-Kivu constituera aux yeux des Congolais une preuve supplémentaire des appétits de domination des Tutsis. Des tracts sont diffusés. En faisant état d'un plan de colonisation Tutsi, ils transposent le conflit Tutsi-Hutu en une opposition Bantou-nilotique. De nombreux autres documents viendront conforter la thèse de l'empire Hima au point de cristalliser un imaginaire social fait d'appréhension, de peur d'une domination étrangère et de la destruction des acquis historiques et culturels des sociétés du Kivu.

Dès 1994, le problème des minorités du Kivu prend une dimension nationale. L'exode massif des réfugiés hutus, l'expulsion des Tutsi congolais du Masisi et les menaces persistantes pesant sur les Banyamulenge seront les puissants révélateurs des peurs et de l'effroi des Congolais. Les cinquante mille Tutsi congolais de Mulenge, sous la conduite d'Azarias Ruberhwa, Moïse Nyarugaho et Bizima Karaha vont conduire la lutte politique en faveur de la défense de la minorité tutsi congolaise contre l'exclusion et l'extermination.

Cette dynamique trouve ses racines dans la politique d'exclusion généralisée du régime de Mobutu, entamée en 1980 alors que pendant des années, la place occupée par les Tutsi au Congo, grâce entre autre, au pouvoir de Bisengimana Rwema, dépasse de très loin leur importance numérique. Ce serait dévoyer l'histoire que de laisser penser que les Tutsi furent toujours exclus de la communauté nationale. Certains, comme d'autres Congolais, se sont enrichis et ont occupé des postes de premier plan dans le pays. L'exclusion édictée par quelques politiciens locaux, et plus tard

l'extermination tutsi prônée et mise en œuvre par Laurent Kabila ne correspondent pas au sentiment général de la population congolaise.

S'il faut déplorer et condamner l'exclusion, il faut tout autant regretter la politique à courte vue que l'on voit se mettre en place à l'est du pays. L'exclusion ne peut être résolue par une autre exclusion !

La solution de cette quadrature du cercle passe par une volonté politique impliquant toute la nation congolaise. Nos compatriotes tutsi devront définitivement intégrer la notion qu'ils sont Congolais comme les autres avec les mêmes droits mais avec les mêmes devoirs, dont le premier est celui de la loyauté absolue envers la patrie commune.

Au sein du MLC, de nombreux Tutsi congolais ont pris une part active dans la libération du pays. À plusieurs reprises, j'ai eu à louer la bravoure, le courage et le panache des commandants Banyamulenge sur le champ de bataille. Face aux FAC, à leurs alliés zimbabwéens et aux extrémistes hutus, à aucun instant, les combattants Banyamulenge n'ont failli à leur devoir. Loin de les considérer comme une catégorie particulière de citoyens, aux yeux de leurs frères d'armes de l'ALC, ils ont des droits et devoirs identiques à tous les Congolais.

À plusieurs reprises, lors de nos rencontres, Azarias Ruberwha m'a demandé comment se portaient ses « *enfants* », évoquant les combattants banyamulenge de l'ALC. Au regard de la finesse d'esprit du secrétaire général du RCD, sa question comportait une double affirmation ayant trait d'abord à l'apport de sa communauté à la lutte contre la dictature, et ensuite, au caractère spécifique de la communauté tutsi congolaise. Or sur ce second aspect, je veux croire que la construction d'une nation forte au cœur de l'Afrique exige que nous puissions tous dépasser le réflexe ethnique pour adopter la vision d'un avenir commun dépouillé de ce type de référent. Peut-on mieux protéger les uns par rapport aux autres ? Faut-il évoquer la préférence Tutsi au détriment de la préférence pygmée, yakoma ou musalampasu ? Toutes les minorités doivent bénéficier des mêmes droits.

Dès lors que le Congo est constitué d'une constellation d'ethnies – 365 tribus vivent et cohabitent harmonieusement dans ce pays pour la plupart du temps et qui toutes sont minoritaires – la volonté politique doit être de créer une nation où les différences ethniques et culturelles sont vécues comme complémentarité et pas comme compétition et où l'esprit d'exclusion constitue un défi politique posé aux dirigeants. Le MLC favorise l'émergence d'un esprit communautaire appelé à dépasser les préjugés ethniques. Bien entendu, par le dialogue intercommunautaire, il encouragera la recherche d'identité culturelle du peuple dans la société sans perdre le sens de l'unité nationale.

L'épouvantail de la nationalité congolaise

À l'occasion du premier anniversaire du Mouvement de Libération du Congo, du 30 septembre au 4 octobre 1999, je pris l'initiative d'organiser à Gbadolite, les journées de réflexion sur l'avenir du Congo-Zaïre. Parmi les ateliers de travail, celui chargé de la politique et de la justice a présenté une réflexion sur la vision de la nationalité. Épineuse question, s'il en est, dans un pays jeune et déchiré par la guerre !

À la veille du troisième millénaire, les cadres du mouvement ont préconisé que les conditions d'acquisition de la nationalité congolaise soient assouplies. Nombreux ont considéré que le Congo, à l'heure de la mondialisation, devait aborder le problème avec un esprit d'ouverture, allant jusqu'à demander l'acceptation de la double nationalité pour ouvrir le pays et assurer le maintien dans le giron national de dizaines de milliers de compatriotes ayant acquis depuis ces dernières années d'autres nationalités.

Des actions concrètes doivent être engagées afin d'encadrer les populations congolaises à accepter l'étranger qui désire acquérir la nationalité congolaise. Ainsi, l'octroi de la nationalité devrait être facilité à quiconque la demande surtout ceux qui sont nés au Congo, ceux qui y ont vécu longtemps et ceux qui entretiennent des relations privilégiées au niveau familial ou entrepreneurial, à condition qu'ils s'engagent à respecter les lois du Congo.

Par cette déclaration, les cadres du Mouvement ont tenu à affirmer sans aucune ambiguïté leur engagement en faveur d'une attitude généreuse favorisant la reconstruction du Congo autour des valeurs de progrès, de solidarité et de partage. Cette attitude n'a pas manqué de susciter la surprise des participants extérieurs invités par le Mouvement.

Au fil des contacts avec les réalités de l'est, un constat évident doit être relevé. La crise persistante à l'échelle locale et provinciale au Nord et au Sud Kivu répond à celle provoquée à l'échelle nationale par la problématique de la nationalité. Au niveau local, dans le Kivu, dès qu'un congolais d'origine Tutsi accède à une responsabilité politique ou administrative, les populations y relèvent la conséquence de l'occupation rwandaise. Ce sentiment d'exclusion a renforcé le climat de violence et d'incompréhension. Les guerres successives ont renforcé la tension. À l'échelle nationale, les conflits locaux trouvent une expression plus générale en terme de nationalité. À ce titre, la loi de 1981 sur la nationalité a profondément marqué les relations intercommunautaires dans le Kivu. Cette loi annule, avec effet rétroactif, les textes antérieurs reconnaissant la nationalité congolaise des originaires du Rwanda-Urundi résidant sur le territoire congolais depuis le 30 juin 1960. Cette loi intervient dans un contexte où le président Mobutu tente de reconquérir la confiance de tous ceux qui s'opposent à l'influence du réseau tutsi constitué autour de Bisengimana Rwema, son directeur de cabinet. En 1982, Mobutu annulera expressément les certificats de nationalité délivrés en application de la loi particulière sur les originaires du Rwanda. En 1983, le ministre de la Justice prendra une série d'arrêtés appelant les immigrés à

procéder à leur naturalisation. Du jour au lendemain, les originaires du Rwanda, après avoir été Congolais pendant de nombreuses années se retrouveront évincés de cette nationalité. Le sentiment d'injustice et d'insécurité tant dans leurs fonctions que dans leur patrimoine laissera une trace indélébile.

La Conférence nationale souveraine réaffirmera la loi controversée de 1981 sur la nationalité en ravivant le désespoir de la communauté tutsi dont les aspirations n'étaient pas prises en compte.

En 1995, l'adoption par le Haut Conseil de la République, du rapport de la commission Vangu Mambweni dont les propositions radicalisent les options de la loi de 1981 attisera les tensions en consacrant l'exclusion de la communauté tutsi. Les résolutions du rapport Vangu exigeaient notamment le rapatriement sans condition de tous les réfugiés rwandais et burundais, l'annulation par le ministère de l'intérieur des actes de nomination des immigrés et réfugiés dans la territoriale en zones de Rutshuru, Masisi et Walikale, l'annulation par le président de la République des actes de nomination des immigrés et réfugiés rwandais et burundais à tous les niveaux de la gestion du pays et dans les représentations diplomatiques, ainsi que l'annulation de tout acte de vente, d'acquisition, ou d'attribution des titres fonciers ou immobiliers signés au bénéfice des immigrés et transplantés ayant acquis frauduleusement la nationalité congolaise.

La fin du régime de Mobutu a consacré l'exclusion de toute une communauté élargissant l'exclusion des Tutsi congolais +/- 150.000, amplifiant ainsi le repli sur elle-même de cette communauté dont le mimétisme de comportement se retrouve à l'échelle régionale au niveau du Rwanda et du Burundi.

Se sentant menacés d'extermination, les Tutsi adoptent une politique d'autodéfense en s'assurant le contrôle de l'appareil de l'État et de l'armée. Cette stratégie a réussi provisoirement au Rwanda et au Burundi. Elle crée une frustration identique des groupes hutus majoritaires qui se rebellent contre la rigidité des systèmes politiques mis en place par les Tutsi. Les mouvements de résistance se créent et trouvent un sanctuaire au Congo.

Au cours du processus de constitution d'une plate-forme de l'opposition armée, le RCD et le MLC se sont penchés sur la question de la nationalité. Conduite par Dominique Kanku, la délégation du MLC, a travaillé à Kyankwanzi à l'adoption d'un programme commun de l'opposition armée. Les délégations ont harmonisé leur vue sur toute une série de questions. S'agissant de la question de la nationalité, les deux mouvements ont adopté les principes de base suivants : d'abord, la reconnaissance de la nationalité congolaise d'origine à toute personne dont l'un des ascendants indigènes était établi sur le territoire de la République Démocratique du Congo à la date du 30 Juin 1960 ; ensuite, la reconnaissance de la nationalité octroyée par l'une des lois du Gouvernement congolais. Ainsi l'enfant né au Congo de parents étrangers a droit à la nationalité Congolaise. Pour bénéficier de ce droit, les parents doivent lever l'option en le déclarant à l'officier de l'État Civil Congolais. À sa majorité, l'enfant peut renoncer à cette nationalité. De même, il peut lever l'option si les parents ne l'ont pas

fait à sa naissance. Pour les deux mouvements, l'acquisition et la perte de la nationalité seront réglementées par une loi. L'enfant né à l'étranger d'un parent congolais a droit à la nationalité congolaise après avoir été déclaré endéans 3 mois après sa naissance à une représentation diplomatique de la RDC à l'étranger. Quant à la double nationalité, le MLC en défend le principe et souhaite en partager le bien-fondé avec le RCD.

Anarchie et chaos administratif

L'est du Congo regorge de ressources naturelles dont les bénéfices sont partagés entre des groupes d'influence composés d'hommes d'affaires congolais, d'entreprises étrangères et de quelques officiers des armées étrangères opérant dans les différents secteurs. Les comptoirs d'or, de diamant, de coltan qui se sont ouverts à Kigali ou à Kampala confirment l'exportation des matières premières via le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya. Depuis l'indépendance du Congo, les territoires de l'est ont toujours favorisé les échanges commerciaux avec les pays voisins. Il est vrai que les mines d'or de Watsa, Mongbwalu et Kilo, les gisements de columbium tantalite (coltan) dans le Kivu, le diamant de Banalia et de Bafwasende ont été l'objet de convoitises de certains rebelles qui se comportaient en seigneurs de guerre avec la complicité rémunérée d'officiers des armées étrangères. Dans l'est, les ressources fiscales et douanières échappaient au contrôle des services de l'État. Les méthodes de préfinancement initiées dans le couloir Butembo-Beni-Bunia ont permis à quelques individus de s'enrichir éhontément et d'acheter les fidélités et les consciences. Le Nord Kivu et l'Ituri deviennent les repères d'une faune indescriptible. Entre les commerçants peu scrupuleux, les pseudo-Mayi Mayi affairistes, les exploitants miniers et forestiers, les leaders politiques locaux, les seigneurs de guerre, et les officiers corrompus, l'argent devient le plus petit dénominateur commun. L'appât du gain explique les alliances contre-nature et les compromissions les plus viles. Dans ce système d'anarchie et de chaos, sur fonds de peurs, de violences et de massacres, tous les pêcheurs en eaux troubles trouvent leur compte.

Rapprochement MLC-RCD/K

La prise de contrôle du nord de l'Équateur par les combattants du MLC permet aux autorités ougandaises d'envisager le retrait de l'UPDF hors de RDC. Dès lors que l'Armée de Libération du Congo contrôle les aéroports et les bases arrières susceptibles de servir aux rebelles ougandais soutenus par le Soudan, pour l'Ouganda, la tâche paraît accomplie. Toutefois, le MLC opère dans un environnement difficile qui nécessite des ressources financières et une logistique importante. Le contrôle des territoires exige une mobilité optimale des troupes. Le maintien d'une politique de recrutement et de formation constitue une priorité absolue. Dans tous les centres d'instruction, des milliers de recrues se préparent à gonfler les rangs de l'ALC.

De son côté, Laurent Kabila ne baisse pas les bras. Des rumeurs font écho de la présence dans des camps d'entraînement soudanais de jeunes Congolais en vue de leur

formation aux méthodes du terrorisme. Au Katanga, des milliers d'autres jeunes gens sont enrôlés et entraînés par des officiers nord-coréens. À Kinshasa, dans la périphérie de la capitale, des bataillons sont également en cours de formation accélérée. Ces milliers d'hommes sont destinés à être envoyés sur le front de l'Équateur. Le dictateur congolais est plus que jamais décidé à écraser le MLC.

Conscientes des enjeux de la poursuite du conflit, les autorités ougandaises souhaitent pouvoir se retirer en assurant au MLC une totale autonomie. Le défi de l'acquisition d'équipement, de matériel et d'armements et du ravitaillement des troupes en carburant, en vivres et en médicaments doit impérativement être relevé afin d'assurer non seulement le contrôle et la défense du territoire mais également poursuivre et neutraliser définitivement l'adversaire.

En juillet 1999, le général James Kazini, le chef d'État major général de l'UPDF prend l'initiative de favoriser un rapprochement entre les deux mouvements de libération soutenus par l'Ouganda. L'affectation des ressources publiques congolaises mobilisées dans l'est au profit de la sécurité et de la lutte de libération permettra de consolider le travail accompli. En réalité, le général craint de perdre le contrôle sur les commandants ougandais détachés à Beni et Butembo. Les commerçants locaux achètent leur fidélité au risque de rompre la chaîne de commandement au sein de l'UPDF.

Mi-juillet, le président Museveni me confirme que les troupes ougandaises vont se retirer du Congo et m'encourage à intensifier le recrutement et la formation des combattants. Les officiers instructeurs ougandais sont détachés afin de m'aider à renforcer notre capacité militaire.

Fort de l'appui de Kazini, le 15 juillet 1999, je dépêche le secrétaire général Olivier Kamitatu et Dominique Kanku afin d'effectuer un état des lieux de la situation financière dans le nord Kivu, identifier les contraintes, relever les indices de corruption et organiser les structures de mobilisation des ressources fiscales et douanières. Dès leur arrivée, les soupçons des officiers ougandais se confirment. Mes collaborateurs sont assignés à résidence et privés de toute protection. Mbusa Nyamwisi, le commissaire général du RCD/K, en rupture de ban avec Ernest Wamba, son président, donne l'ordre aux fonctionnaires qu'aucune information ne soit mise à disposition du MLC. En dépit des instructions, de nombreux cadres et agents des services publics transmettent les données relatives aux détournements des fonds du Trésor public par les hommes de Mbusa. Les documents attestent que du 22 mai au 4 juillet 1999, près de 1,5 million de dollars sont perçus par un système illégal de préfinancements et de détournements. Ces ressources sont mises à la disposition de Mbusa qui, en seigneur de guerre, en assure la répartition entre quelques fidèles et les officiers ougandais.

L'Accord de Dar-Es-Salaam

Informées de l'incurie financière qui règne à ses frontières et de la corruption passive de leurs officiers, les autorités ougandaises décident d'appuyer une remise en ordre du circuit des finances publiques dans l'est du pays et, par la même occasion, la mise en place de mécanismes de financement de l'effort de guerre de l'Équateur.

Le 31 juillet 1999, à Dar Es Salaam, en présence du général Kazini, du colonel Mayombo, responsable des renseignements militaires, de Kahindo Otafiire, le conseiller du président ougandais pour le Congo, et de l'ambassadeur tanzanien Adam Marua, le professeur Wamba et moi nous convenons des mécanismes de partage des ressources financières de l'est. Ce partage sera opéré en vertu des besoins fondamentaux des deux mouvements en ce qui concerne le recrutement, la formation et l'instruction, l'équipement et la logistique ainsi que toutes les opérations visant l'encadrement des forces militaires. Le protocole d'Accord stipule qu'après une rétrocession aux services concernés de 15% des recettes mensuelles encaissées par les régies financières, le caissier de l'État répartira le solde des opérations selon une clé de répartition qui alloue 70% des recettes au MLC et 30% au RCD/ML.

Début août, je dépêche à nouveau le secrétaire général du MLC et François Muamba, responsable des Finances, à Beni afin de mettre en application l'accord de Dar Es Salaam. Les partisans de Mbusa Nyamwisi tentent vainement de soulever la population, mais réussissent néanmoins à faire fléchir Wamba. Le 10 août, une lettre circulaire signée par le professeur Wamba dénonce le protocole d'accord de Dar-Es-Salaam.

Entre-temps, la collaboration des responsables du MLC avec le nouveau commandant secteur Ougandais, le colonel Lyangombe, s'avère fructueuse. En peu de temps, par l'application du système de rétrocession des recettes, la ville de Beni commence à bénéficier, pour la première fois, depuis le début de la guerre, des retombées de la gestion rigoureuse des fonds publics. Une quotité mensuelle de fonds est allouée à l'entretien des routes, à l'achat des médicaments pour les centres de santé, à l'achat de carburant pour l'approvisionnement en électricité et dans le secteur de l'éducation. Par ces mesures, le MLC gagne en popularité et les adhésions se font de plus en plus nombreuses. Cette popularité acquise dans un terrain miné par les jeux d'intérêts des trafiquants et de certains officiers est mal interprétée. Alors qu'on demandait au MLC de gérer, il en profite pour faire sa propagande et mettre en difficulté les leaders politiques qui sont nos alliés, entend-on dans les cercles proches du pouvoir de Kampala.

En septembre 1999, la pression exercée par Mbusa Nyamwisi auprès des autorités ougandaises les force à une attitude de compromis. Elles craignent une révolte des Nande, l'ethnie la plus importante et la plus influente du Nord-Kivu, dont Mbusa se prévaut d'être le plus populaire des enfants. En fait, la gestion rigoureuse imposée par François Muamba mécontente une partie des officiers ougandais habitués aux facilités accordées généreusement par Mbusa.

Avant de reprendre en main et pour son compte la gestion des territoires, Mbusa Nyamwisi impose une révision du protocole d'accord qu'il dénoncera ultérieurement après avoir procédé à l'arrestation de François Muamba et de toutes les figures politiques proches du MLC parmi lesquelles un notable de Butembo, Lumbu Lumbu, qui succombera des séquelles de son emprisonnement.

Au cours de l'année qui suivra, le RCD/K plongera dans les querelles des chefs entre Mbusa, Wamba, et Tibasiima entraînant l'Ituri et le nord Kivu dans la tourmente et les massacres.

LE FRONT DE LIBÉRATION DU CONGO

L'appel de l'Ouganda

En ce mois de janvier 2001 une perceptible tension gagne les cercles du pouvoir de Kampala. La perle de l'Afrique vit au rythme de la campagne électorale qui, sans avoir été officiellement lancée, divise les partisans du président Museveni et de son challenger, le colonel Kizza Besigye. À la lutte interne qui déchire les partisans du Mouvement de Résistance Nationale auquel appartiennent les deux candidats, les proches du pouvoir redoutent les révélations et les stratégies de campagne du Dr. Besigye, ancien ami et médecin personnel du président Museveni.

De l'année qui s'achève, l'opinion publique ougandaise retient moins la hausse du carburant et la chute des cours du café qui freinent la croissance économique que l'enlèvement du contingent ougandais dans la guerre du Congo. Des rumeurs de plus en plus persistantes font état de l'enrichissement de certains officiers ougandais et de proches du président Museveni. À mesure que les autorités ougandaises relaient les informations selon lesquelles les terroristes ADF et LRA sont défaits, la question de connaître l'utilité du maintien de l'armée ougandaise en territoire congolais préoccupe une grande partie de citoyens qui seront bientôt appelés à choisir leur nouveau président.

Par ailleurs, la presse ougandaise se fait l'écho des graves divisions qui déchirent la rébellion congolaise. Les déclarations de Wamba, Mbusa, Tibasiima et Lumbala alimentent régulièrement la chronique. Le commissaire politique James Waphakabulo et le ministre Otafiire Kahindo sont régulièrement envoyés par la présidence ougandaise à Bunia, le quartier général du RCD/K, afin de calmer les enfants terribles de la rébellion pro-ougandaise. Cela tiendrait du tragi-comique si les rivalités entre les leaders ne dégénéraient pas en tensions interethniques. Dans l'Ituri, les milices pro-Mbusa et pro-Wamba s'entretuent au point de provoquer une reprise du conflit Hema-Lendu, chacune des ethnies ayant choisi son camp.

Exaspérées par les rivalités des rebelles congolais, pressées par l'opinion publique de clarifier leur position, invitées par la communauté internationale à retirer leurs troupes du Congo, les autorités ougandaises vont favoriser la fusion des deux mouvements de libération congolais alliés. Le président Museveni ne cache plus sa volonté de ne soutenir qu'un seul groupe rebelle. Quel que soit le choix des Congolais, l'Ouganda décide de ne plus travailler que dans le sens de l'unité de la rébellion. Un seul territoire, une seule administration et une seule armée, telle est désormais, aux yeux des autorités ougandaises, la vision de la rébellion. À la veille des élections, comment justifier le maintien de RCD/Bunia de John Tibasiima dans la province de l'Ituri, du RCD/National de Roger Lumbala à Bafwasende, du RCD/Kisangani du professeur Wamba et du RCD/ML de Mbusa Nyamwisi. Sans compter le RCD/Populaire de Nyonyi Bwanakawa et des anti-Mbusa qui fleurit à Beni.

Le colonel Noble Mayombo, le général Wamala Katumba, successeur du brigadier James Kazini à la tête du contingent ougandais au Congo et le Commissaire politique James Waphakabulo sont chargés de conduire la nouvelle politique de l'Ouganda. Début janvier, les rebelles congolais sont invités à se rendre à Kampala afin de s'entendre sur l'unification des mouvements. Les échéances électorales ougandaises placent les leaders du RCD devant une obligation de résultat. Aucun d'entre eux, au grand dam des activistes ougandais pro-Mbusa, ne peut se permettre d'hypothéquer les résultats attendus de la négociation.

Les acteurs

Les précédents fâcheux rencontrés au cours des trois années précédentes avec les responsables du RCD/K m'incitent à la prudence. La réunification des mouvements soutenus par l'Ouganda me paraît inéluctable et j'en mesure tout le bénéfice que les populations des territoires du MLC et du RCD/K pourraient en retirer. De Kanyabayonga à Imesse, en passant par Beni, Bunia, Isiro, Buta, Bumba, Lisala, Gemena, Gbadolite, Zongo, Libenge, Dongo et Imesse, plus de 15 millions de compatriotes établis sur une étendue de près de 800.000 km² pourront disposer d'une seule administration et d'une même armée. Ce challenge préfigure à mes yeux ce que pourrait être la réunification attendue par tous les Congolais de leur pays.

À Gbadolite, la perspective d'une réunification avec le RCD/K n'enchanté pas les cadres politiques. Un contentieux lourd les oppose aux leaders de l'est qui n'ont pas hésité à traquer les partisans du MLC, à les arrêter et à détruire les représentations ouvertes à Beni et Bunia. Parmi les négociateurs, outre Olivier Kamitatu, se joignent à moi Dominique Kanku et le colonel Gédéon Kibonge.

Bien que divisés, les responsables du RCD/K refusent le principe d'une intégration de leur mouvement au sein du MLC. Les tractations vont bon train. Le professeur Wamba juge la négociation prématurée. S'il en reconnaît le bien-fondé, il plaide pour la mise en place d'un processus qui, selon lui, pourrait aboutir à l'unification des mouvements. John Tibasiima, Roger Lumbala et Mbusa Nyamwisi renâclent à la démarche soutenue par l'Ouganda. Ils y voient une perte de leur autonomie et, pour certains, une intolérable prise de contrôle du MLC sur leur fief respectif.

Après plus d'une semaine d'intenses négociations, de contacts et de rendez-vous plus ou moins secrets, un accord se dégage en vue de la constitution d'un front. Les deux mouvements, le MLC et le RCD/ML, conservent leur identité respective. Ils siègeront séparément au sein des organes de suivi de l'Accord de Lusaka, particulièrement le comité politique et la commission militaire mixte. Le Front de Libération du Congo constitue une plate-forme disposant d'une autorité, d'une armée et d'une administration commune. À l'exception du professeur Ernest Wamba, les autres leaders des courants internes du RCD acceptent de travailler sous un parapluie commun avec le MLC.

La présidence du Front est rotative. Elle m'est confiée par les responsables du RCD/ML. Au président du RCD revient la charge de diriger le congrès. La coordination de l'Exécutif du FLC est confiée à Mbusa Nyamwisi. François Muamba secondera le leader nande et se chargera de la gestion du FLC. Le secrétariat du Front est confié à Olivier Kamitatu dont la tâche consiste à assurer la coordination des affaires du Front.

La mise en place d'une armée commune constitue un véritable défi. Dans l'est, les leaders transposeront leurs divisions au sein de leur armée. Loin de constituer une force homogène et disciplinée, les combattants du RCD/ML, bien que formés sur un standard identique à celui des soldats du MLC, seront intégrés selon leur appartenance ethnique dans des milices au service de leur leader. Ainsi, Mbusa Nyamwisi s'appuiera sur une force exclusivement composée de ses co-régionnaires nande, tandis que Ernest Wamba sera appuyé par les combattants lendu, farouchement opposés aux combattants hema de John Tibasiima. Tous les ingrédients étaient réunis pour un affrontement violent qui éclatera en octobre et novembre 2000, à la suite d'une énième tentative de renversement d'Ernest Wamba par ses deux lieutenants. Il apparaît évident que l'Armée de Libération du Congo intègre les forces du RCD/ML rangés sous le vocable de l'Armée patriotique congolaise, APC. Les responsables du Front me chargent d'assurer le commandement en chef de la fusion des deux armées au sein de l'ALC. Cette armée constitue une force de près de 30.000 hommes assurant le contrôle et la sécurité d'un territoire représentant près de deux fois la superficie de la France.

D'emblée, des fractures apparaissent au sein du leadership politique du Front. Au refus opposé par le professeur Wamba répond une attitude identique de Mbusa Nyamwisi qui, en secret, refuse de s'investir dans le schéma dressé par les autorités ougandaises. De crainte de susciter la désapprobation de ses alliés, le leader de Beni escomptait ainsi sur une rétractation de dernière minute de John Tibasiima. Ce dernier refusera de prendre la responsabilité d'un échec. En désespoir de cause, de crainte d'être isolé, Mbusa Nyamwisi apposera à contre-cœur sa signature sur l'acte constitutif du Front.

Refusant les responsabilités qui lui étaient confiées, il prendra ses distances avec le Front et s'installera provisoirement en Afrique du Sud.

L'assassinat de Laurent Kabila

Le 16 janvier 2001, à 15 heures précises, dans la salle de conférence du Nile Hotel, nous sommes conviés à officialiser la constitution du Front de Libération du Congo. En dépit des derniers efforts tentés en vue d'amener le professeur Wamba à revoir sa position et des tractations menées par Mbusa afin de se dérober, l'option de créer un parapluie sous lequel le MLC et le RCD/K vont travailler est acceptée. En l'absence du président Ernest Wamba, ses deux vice-présidents, Mbusa Nyamwisi et John Tibasiima Atenyi, sont habilités à engager leur mouvement. Roger Lumbala, un transfuge du RCD/Goma qui, sous la protection du général Kazini s'est installé dans la cité du diamant de Bafwasende, se joint aux signataires.

À peine sommes-nous entrés dans la salle de conférence que, le colonel Mayombo, chef des renseignements militaires, m'attire vers un coin et m'annonce qu'une fusillade vient d'éclater dans l'enceinte du palais de marbre à Kinshasa. Selon ses informateurs, Laurent Kabila n'a pas survécu aux balles tirées sur lui. Cette surprenante nouvelle va profondément changer la nature de la guerre. J'ai hâte de rentrer à Gbadolite et de retrouver les combattants. .

Dans la soirée, une cellule de crise informelle s'installe dans ma résidence. En compagnie d'Olivier Kamitatu, Dominique Kanku, du colonel Kibonge, j'analyse froidement la situation. Nos troupes sont à 80 kilomètres de Mbandaka. Depuis plusieurs semaines, la capitale de l'Équateur est à portée des combattants qui n'attendent qu'un ordre de ma part pour progresser et prendre le contrôle du fleuve Congo.

Le téléphone ne cesse de sonner. « *Surtout ne prenez pas d'initiative militaire ! N'avancez plus !* » me conjure le Département d'État, qui joue une influence majeure sur la politique de l'allié ougandais. Les États-Unis dénoncent également toute option offensive de l'une ou l'autre partie. Les agences de presse sont à l'affût d'une réaction. Je donne le ton en déplorant la mort d'un homme, fut-il notre ennemi, et en affirmant que les combattants se battent non pas contre des individus mais pour l'émergence d'un nouvel ordre politique. Je charge Olivier Kamitatu de maintenir cette ligne dans toutes les déclarations publiques.

Dans la soirée, par phonie, je contacte tous les commandants de bataillon et les tiens informés de la situation. Tous, sans exception, me confirment qu'ils sont prêts à avancer. « *Les enfants sont impatients !* » me dit le major Alongaboni dont les troupes encerclent la localité de Bolomba. À quelques kilomètres de Lulonga, la brigade du major Mondonga qui dispose de cinq bataillons est prête à prendre le contrôle de l'axe fluvial. Les commandants de l'ALC me font part de la perte totale de combativité des FAC qui veulent arrêter les combats.

Dans les conditions actuelles, je suis convaincu qu'une offensive majeure du MLC sur Mbandaka se solderait par une victoire nécessaire mais sans doute pas suffisante pour atteindre dans la foulée la capitale congolaise protégée par les forces angolaises et zimbabwéennes. Or, une ville aussi importante que Mbandaka ne respire que par le cordon qui la relie à Kinshasa. Les leçons du récent passé m'obligent à tenir compte des dangers réels d'une fragmentation de mes troupes en direction de Bandundu, tout en renforçant la défensive de l'Équateur. Enfin, il me faut anticiper sur une réaction des troupes rwandaises et celles du RCD/Goma.

Le fardeau de la gestion de l'est du Congo et de l'intégration des milices du RCD/ML exige une mobilisation maximale des cadres du MLC et des officiers. Une dispersion d'énergie sur le front militaire et sur le plan politique ne peut être envisageable. D'autant que des dossiers importants nous attendent, notamment la résolution des massacres ethniques de l'Ituri, la sécurisation des frontières du Ruwenzori et la gestion

du phénomène Mayi Mayi dans le nord Kivu. Paradoxe suprême, je me rends à l'évidence que la route de Kinshasa passe par la maîtrise de l'est du Congo...

Le conflit interethnique Hema Lendu

Depuis plusieurs années, le conflit meurtrier qui oppose deux communautés dans le district de l'Ituri, les Lendu et les Hema, semblait, tel un volcan, couvrir lentement. La guerre de libération a réveillé les vieux antagonismes. D'autant que les divisions internes au sein du RCD/K ont favorisé, sous le couvert de la constitution d'une armée, la création de milices mono-ethniques relevant de chaque leader. Ceux-ci se sont souvent révélés incapables d'encadrer des éléments qui, leur formation militaire accomplie, disparaissaient avec armes et bagages dans les collines du nord Kivu ou de l'Ituri.

D'origine soudanaise, le peuple Lendu a connu au début du 19^{ème} siècle une poussée migratoire, passant par l'Ouganda, qui le poussa dans la partie nord-Est du Congo, plus particulièrement au sud du Lac Albert. Les Lendu sont des agriculteurs, chasseurs et guerriers. Cette propension à la culture du sol les a conduits à se sédentariser sur un sol fertile. Pendant la colonisation belge, les Lendus ont fait l'objet d'une attention particulière due à leur culture guerrière. Les colonisateurs ont découvert dans ce peuple un réel esprit d'indépendance qui constituait une entorse à l'œuvre d'*humanisation* de la colonisation belge. Raison pour laquelle, l'autorité coloniale instaura un mécanisme de coercition particulière caractérisé par l'édification des maisons d'arrêt renforcées, à telle enseigne que les chefs coutumiers lendus qui résistaient à la colonisation étaient déportés dans d'autres régions...

Le peuple Hema est, quant à lui, d'origine nilotique. Il a subi le grand mouvement migratoire au début du 17^{ème} siècle d'Abyssinie et de Somalie vers le sud. À partir de la Tanzanie, le groupe s'est scindé en deux sous-groupes dont l'un s'est dirigé vers le Rwanda et les régions de Bukavu, Goma, tandis que l'autre s'est dirigé vers l'Ouganda. À partir de l'Ouganda, les nilotiques ont suivi deux mouvements, le premier aboutit à l'implantation des Hemas à Djugu. Ils sont communément appelés Bahema-nord, Banywagi et Badjere. Le second mouvement a débouché sur Irumu avec l'implantation des Bahema-Boga, Mitego, Bahema d'Irumu et Bahema-sud.

Tous les deux groupes Hema étaient des éleveurs en quête de terre pour les pâturages. Néanmoins, avec le temps, un phénomène d'acculturation s'est révélé au point que les Bahema-nord et les Badjere se sont, comme les Lendus, convertis à l'agriculture, tandis que les groupes d'Irumu, excepté les Bahema-Bonga sont restés des éleveurs.

L'exploitation des ressources aurifères de l'Ituri a considérablement modifié les habitudes de vie de tous les groupes ethniques de l'Ituri. La ruée vers l'or a relancé les tensions relevant du droit de propriété sur un sol fertile, adapté à la culture et aux activités pastorales, et à l'extraction de l'or. Décidément, à la création du monde, les Dieux s'étaient penchés sur le berceau de l'Ituri !

Autant le peuple Lendu s'est distingué par une indépendance affichée vis-à-vis du colonisateur belge, autant le peuple Hema semble avoir adopté une attitude plus conciliante et de soumission apparente à l'endroit des colons. Ce comportement n'a pas manqué d'attirer une sympathie du pouvoir colonial sur les Hemas. Ces derniers observèrent une attitude tout aussi conciliante vis-à-vis des chefs coutumiers Lendu aux fins de leur permettre par l'union des filles Lendu d'obtenir plus facilement les terres destinées aux pâturages.

Le métissage entre les Hema de Djugu et les femmes Lendu a donné naissance à un sous-groupe Hema dénommé les Gegere.

Les habitudes de vie et les caractères totalement opposés des deux communautés constituent un facteur déterminant pour l'identification des causes lointaines du conflit Hema-Lendu. La confiance dont jouissait le peuple Hema de la part du colonisateur a éveillé un sentiment d'orgueil et un esprit de domination sur les autres groupes ethniques, et particulièrement sur les Lendus qui, pour la plupart, refusaient l'inculturation des valeurs occidentales et l'éducation dispensée par les colons. Les Hemas affichèrent une attitude d'arrogance et de mépris vis-à-vis des Lendus en les considérant comme des sous-hommes du fait de leur statut d'agriculteurs.

Cette situation provoqua en 1911 la première révolte des Lendus d'Irumu. Elle entraîna la mort du grand chef Hema appelé Byemera ou Wemera accusé par les Lendus de leur avoir infligé des traitements inhumains.

Bien que les premières écoles en Ituri aient été ouvertes à Fataki, en 1918, et à Bambu, en 1930, deux localités Lendu, la méfiance du colonisateur vis-à-vis du peuple Lendu n'a pas favorisé la scolarisation des enfants Lendu. En dépit de l'ouverture dans le territoire d'Irumu d'une école ouverte à la mission catholique de Gety, les missionnaires se garderont d'investir dans l'éducation de masse des populations Lendu. Cette situation a eu comme conséquence directe un déséquilibre entre les deux communautés. Ce déséquilibre provoqua de profondes frustrations au sein de la communauté Lendu. Les autres communautés, notamment les Alur, les Bira, les Ndo-Okebo, les Kahwa, n'ont pas nourri d'antagonisme particulier vis-à-vis des Hema. Les premiers prêtres de l'Ituri, le premier Évêque noir du diocèse de Bunia, les plus grands commerçants, les premiers politiciens de l'Ituri et plusieurs officiers supérieurs des Forces armées congolaises furent tous des Alur. Aujourd'hui, au sein de l'Église catholique, les prêtres Hema sont majoritaires.

Dans les années 60, peu après la prise de pouvoir du général Mobutu, les tensions interethniques seront ravivées dans le territoire d'Irumu par la prise de pouvoir de Kawa Muzora Salatiel sur le secteur Bahema-Sud. Attaché à une vision expansionniste, le chef Kawa va s'investir dans des manœuvres d'annexions à son secteur de certaines localités Lendu, notamment Lakpa, Nombe, Tsarukaka et Lagabo. Il s'investira dans une modification unilatérale des cartes administratives des collectivités afin de concrétiser son projet d'annexion. Devant le refus catégorique de

la population Lendu, le chef Kawa aura recours aux forces de police et des armées qui exercèrent des violences sur les Lendu. Aujourd'hui encore, la contestation des limites entre le secteur des Bahema sud et la chefferie des Walendu Bindi constitue l'élément essentiel du conflit Hema-Lendu dans le territoire d'Irumu. Les autres communautés subissent les conséquences directes de ces affrontements.

Conscient de la discrimination dont il était victime pendant la colonisation, le peuple Lendu a tiré parti de l'accession du pays à l'indépendance pour scolariser ses enfants comme les autres communautés. Ainsi, dans les années 70, les premiers universitaires Lendu ont rallumé l'orgueil de leur communauté. La remise en question de l'infériorité présumée des Lendu vis-à-vis des Hema provoqua une réaction hostile de ces derniers. Les Hema accusèrent les Lendu de planifier leur extermination en les accusant de vouloir empoisonner massivement leurs intellectuels. Ce phénomène, auquel se greffe des conflits fonciers, a donné naissance à l'explosion du conflit ethnique dans le territoire de Djugu. À l'initiative des Hema, des investigations furent menées par les autorités politico-administratives locales. Elles conduisirent à l'arrestation de nombreux intellectuels Lendu.

Au cours des vingt dernières années, l'administration publique, par l'entremise des autorités politico-administratives et militaires, a joué un rôle significatif dans la perpétuation du conflit Hema-Lendu. Ce conflit constituait une importante source de revenus pour les autorités régionales. Les Hema qui, en qualité d'éleveurs, disposaient de revenus économiques plus importants que les paysans Lendu, n'ont pas hésité à utiliser leurs ressources financières afin d'acheter les autorités administratives, les magistrats et les officiers congolais. Les forces militaires et la sécurité, manipulées par les Hema, ont souvent mené des représailles meurtrières et disproportionnées sur les populations Lendu. En 1978, en 1981 et en 1992, les forces armées recoururent à l'utilisation d'armes lourdes dans des opérations de répression sanglante en territoire Lendu.

La perspective de l'aboutissement du processus de démocratisation a renforcé le sentiment identitaire des Hema qui, largement minoritaires, pourraient être victimes de la loi de la majorité. La guerre de libération, la présence de l'allié ougandais, et les rivalités politiciennes au sein du RCD/K. vont profondément marquer la donne politique en Ituri.

L'instrumentalisation des ethnies

« *Ils ont enlevé mon fils, l'ont déshabillé, tué et grillé afin de le manger !* » me dit un notable Hema devant un parterre de cadres du MLC. Le récit hallucinant des horreurs perpétrées par les deux communautés ne peut laisser insensible. Le porte-parole des Hema, le professeur Pilo Kamaragi, m'assure qu'un nombre très important de combattants Lendu, militairement entraînés, bien armés et bien structurés dans une armée appuyée par une idéologie tire son inspiration d'une secte appelée *Nyatikidi*. Cette secte prône le cannibalisme. La communauté Hema confirme que la chasse aux

Hema qui a commencé en 1999 dans les collectivités des Walendu en territoire de Djugu, s'est étendue dans les collectivités non lendu occupées par les communautés Bira, Nyali, Mambisa, pour ensuite embraser le territoire d'Irumu au sud de Bunia. Les Hema sont convaincus qu'ils sont victimes d'une véritable culture de génocide et d'épuration ethnique conduite par les Lendu. Ils tendent à assimiler les méthodes de tueries des Lendu à celles utilisées par les Interahamwe du Rwanda.

La communauté Lendu accuse à son tour les Hema de promouvoir une politique de génocide afin de s'accaparer des terres de l'Ituri. Les Lendus voient dans la présence des troupes ougandaises un allié objectif du peuple Hema. Le pouvoir économique concentré entre les mains des notables Hema accroît le sentiment d'injustice parmi les Lendu.

Au cours des années 90, le conflit latent entre les deux communautés prend les allures d'une guerre ouverte. La conférence nationale souveraine qui dénonce la loi foncière et rend caduque les certificats d'enregistrement des concessions querellées répond aux aspirations des Lendu. À leur retour, les conférenciers préconisent la création en Ituri des associations culturelles. Chaque ethnie crée son association. Au cours des années qui précèdent la guerre de l'AFDL, les Lendu accusent les Hema d'entretenir des campagnes de dénigrement et de désinformation en vue de relancer le conflit. Ils dénoncent le renforcement du trafic d'armes de guerre et l'enrôlement massif des jeunes Hema dans l'armée. Les Lendu accusent le clergé catholique de s'impliquer activement en faveur des Hema.

Dès 1996, les Lendus interprètent l'implication des forces ougandaises au Congo comme un renforcement de la position des Hema en Ituri. À leurs yeux, les Ougandais sont les alliés objectifs de Hemas. Ces derniers sont accusés de porter systématiquement de fausses accusations contre les Lendu et de procéder à la mise à jour de leurs certificats d'enregistrement frauduleux. Face aux résistances ou revendications des Lendu, les Hemas recourent au Parquet ou aux forces de l'ordre pour obtenir le déguerpissement des populations rurales. De nombreuses concessions deviennent litigieuses. Les paysans Lendu réagissent violemment à la collusion présumée entre les autorités politico-administratives, l'armée et les propriétaires Hema. Les autorités coutumières sont prises au dépourvu. À bout de patience, les populations Lendu s'en prennent aux concessionnaires Hema. Aux agressions des uns répondent les coups des autres. La nouvelle province de l'Ituri créée par le général James Kazini qui place à sa tête Madame Adèle Lotshove vit ses premiers mois dans la guerre, les larmes et le sang. En 1999, villages incendiés, bétails volés, fusillades, massacres, tel est le lot quotidien des populations de l'Ituri ! L'impunité des assaillants conforte les Lendu et les Hema dans leur conviction de la mort de l'État congolais. En juillet 1999, la guerre s'étend sur toute l'étendue de la collectivité des Walendu-Pitsi. Elle provoque un déplacement massif des populations livrées à elles-mêmes et exposées à la faim et aux maladies.

Cette période de guerre se clôturera momentanément par la tenue des assises de paix à Bunia et la signature d'un contrat d'arrêt des hostilités et de paix. Du 29 juillet au 04

août 1999 se tint la session de réconciliation des deux communautés. Quelques jours après la signature de ce compromis, la guerre reprit. Avec elle, le cortège d'enlèvements, prises d'otage, assassinats, attaques, massacres et pillages. En toile de fonds de ce conflit, on retrouve tous les ingrédients de la guerre tribale avec la manipulation des autorités politico-administratives, la surexcitation des populations, et l'instrumentalisation des ethnies par les leaders politiques.

Quelques mois plus tard, la confusion au sein du RCD/ML débouche sur une tentative de putsch des vice-présidents Mbusa et Tibasiima contre le professeur Wamba dia Wamba. Soucieux de bâtir une armée, les leaders du RCD/ML procédèrent au recrutement de jeunes Congolais principalement originaires des ethnies nande, lendu et hema. Dans le centre d'instruction de Nyaleke, situé à quelques kilomètres de Beni, des centaines de jeunes lendu bénéficièrent d'une formation militaire. Sans doute, Mbusa Nyamwisi comptait-il sur ces jeunes gens pour asseoir son leadership sur les territoires de l'est du Congo. Sitôt leur formation terminée, dès qu'elles furent dotées de leur équipement, les recrues Lendu quittèrent les rangs de l'armée pour regagner le maquis de l'Ituri. Dès que le conflit éclata entre les trois leaders du RCD/K, les milices Lendu se mirent à disposition du professeur Wamba. John Tibasiima disposait du soutien de ses corégionnaires Hema. À la faveur de la crise interne au sein de la rébellion de l'est, les communautés Hema et Lendu prirent fait et cause pour les leaders en fonction de leur appartenance ethnique et des alliances visibles ou présumées avec l'un ou l'autre camp. Des documents faisant état du financement des milices Lendu par Ernest Wamba et Jacques Depelchin furent brandis par les notables Hema. Persuadés d'une responsabilité établie du président du RCD/ML dans les massacres dont ils étaient victimes, les Hema prirent fait et cause pour John Tibasiima et Mbusa Nyamwisi.

Le 3 novembre, les troupes ougandaises sont appelées en renfort afin de sauver le président Wamba dont la résidence est encerclée. Devant l'ampleur des événements, les autorités ougandaises rappellent les trois leaders en consultation à Kampala. Ils y resteront jusqu'à la création du Front de Libération du Congo. Pendant plus de deux mois, aucune autorité politico-administrative n'est en mesure de calmer sur terrain les tensions et ramener les extrémistes à la raison. Les commandants ougandais semblent débordés par le déferlement de violences et de massacres. En janvier 2001, dans les rues de Bunia, des extrémistes brandissaient au bout de leurs lances des têtes humaines.

C'est dans ce contexte, que je prends en charge les destinées du Front avec la volonté arrêtée de ramener la raison et la paix en Ituri. Dans cette action, je trouve l'appui des humanitaires, et tout particulièrement des responsables de la coordination des agences humanitaires des Nations Unies qui, depuis le début du conflit, sont totalement engagés dans la promotion du dialogue intercommunautaire.

Le 24 janvier, je dépêche à Bunia, sous la conduite de François Muamba, le coordonnateur adjoint, les responsables de l'Exécutif du Front. Pendant deux semaines, ils restaureront l'autorité de l'État et prépareront les populations à la reprise du

dialogue. Sur le plan de la sécurité, le déploiement des premiers officiers de l'ALC et la présence du colonel Kibonge, le secrétaire national aux activités militaires, apporte aux populations un sentiment de sécurité qu'elles ont depuis bien longtemps oublié.

Au-delà de la restauration de l'autorité de l'État, le plus dur reste à faire, redonner confiance les uns dans les autres et gagner l'estime de toutes les communautés. Seul le dialogue peut apporter le début d'un apaisement.

Le dialogue intercommunautaire

Le 7 février 2001, je décide de m'investir totalement dans la recherche d'une solution de paix entre les communautés de l'Ituri. Tous les notables m'accueillent et m'assurent de leur collaboration. D'emblée, je mesure l'ampleur de la tâche. Trop de violence, de morts, et de massacres divisent les Hema et les Lendu depuis près d'un siècle pour que, dans cette période si tourmentée de l'histoire du pays, nous puissions trouver une solution. Mais, peut-on tolérer plus longtemps que des compatriotes continuent à s'entretuer sans réagir ? Qui peut supporter plus longtemps que le droit sacré de la vie cède ici, dans l'Ituri, le pas à la barbarie la plus sauvage ? Les camps de déplacés où s'agglutinent des milliers d'enfants qui ignorent les raisons de leurs souffrances touchent la délégation du MLC. Pouvait-on imaginer revivre, si loin de la ligne de front, un malheur incomparablement supérieur à celui de la guerre qui nous oppose aux combattants FAC et à leurs alliés zimbabwéens ? Supérieur car cette guerre, nous l'avons préparée et nous sommes disposés à tous les sacrifices pour acquérir notre liberté. Mais, des Hema et des Lendu, y aura-t-il jamais un vainqueur ? Faut-il qu'une des communautés soit totalement éliminée pour que l'autre triomphe ?

Dès mon arrivée, des dizaines de mémos, de documents, de notes techniques me sont transmises par des notables des deux communautés qui, systématiquement, rejettent sur l'autre les causes du conflit. Je ressens le besoin d'aller au contact des populations et de toucher les réalités de l'Ituri. Le vendredi 9 février, je prends le chemin de Nyankunde afin d'y rencontrer les notables Hema-sud et Ngiti (Lendu du Sud). Je leur fais part de ma conviction que seule une volonté de dialogue sincère peut permettre de rompre avec la violence et la mort. Mon discours laisse les chefs coutumiers sceptiques. À ma demande, Hema et Lendu acceptent de se serrer la main. Je ne me fais pas d'illusion sur cet exercice de simple politesse.

« *Je ne suis ni Hema, ni Lendu, ni Nande, je suis tout simplement un Congolais, un fils du pays, choqué de voir qu'on peut encore s'entre-tuer au nom d'une logique d'extermination d'un clan, d'une tribu ou d'une ethnie* », c'est en ces termes que le 10 février je m'adresse par la voie des ondes aux populations de l'Ituri. En trois jours de présence, j'ai pu me rendre compte que toutes les communautés aspirent au retour de la paix et à l'application d'une vraie justice. Le processus de violence et les massacres sont le fait d'une petite minorité d'extrémistes qui veulent prendre en otage leurs communautés respectives. J'annonce quatre décisions qui ont un effet immédiat. Primo, tous les soldats qui vagabondent sans feuille de route seront arrêtés et

désarmés. Tout homme en uniforme coupable de crime ou de viol sera immédiatement arrêté, traduit devant le conseil de discipline et jugé conformément au code de conduite de l'Armée de Libération du Congo. Secundo, j'invite toutes les personnes qui détiendraient des armes de guerre à les restituer dans la semaine aux autorités politico-administratives. Faute de quoi, elles seront immédiatement arrêtées. Tertio, j'ordonne aux éléments de l'ALC d'identifier et démanteler les sites de regroupement des miliciens et déserteurs. Les bandes armées qui s'entêteraient seront traquées et mises définitivement hors d'état de nuire. Enfin, quarto, toute personne coupable de crime de sang sera traduite devant les cours et tribunaux. Je confirme l'engagement du Front à coopérer pleinement avec la Justice y compris avec un tribunal international au cas où une telle juridiction était mise en place pour les crimes de guerre ou les génocides commis au Congo.

Ce discours doit redonner confiance dans l'autorité. Depuis le départ des responsables du RCD/K à Kampala, la province de l'Ituri est livrée à elle-même. Il faut mettre un terme à ce sentiment d'abandon et ce vide qui crée les conditions d'une totale impunité pour les extrémistes. Je m'efforce de faire comprendre que la culture de haine et de violence qui a été semée en Ituri ne peut être transmise aux enfants. Ils sont notre bien le plus précieux et l'espoir sur lequel se fonde une nation. Ce serait un crime plus effroyable et une tragédie plus grave encore que d'élever les enfants de l'Ituri dans les antivaleurs que sont le tribalisme, la haine, la violence et le crime. J'invite tous les notables de l'Ituri à une rencontre programmée le 14 février à Bunia.

Le 13 février, je demande à Augustin Baharanyi, un jeune technicien originaire du Sud Kivu, recruté par le MLC à Beni et promu aux fonctions d'adjoint au département de l'administration du territoire, de rencontrer dans leur retranchement à Kpandroma en territoire de Djugu, les extrémistes Lendu et leurs chefs. Parmi ceux-ci, le chef de Collectivité des Walendu-Pitsi, Longbe Tchabi Linga, dispose d'une réelle autorité sur sa communauté. Sa tête a été mise à prix par les Hema. De sa mission, A. Baharanyi me rapporte des résultats encourageants pour la mise en place d'un dialogue intercommunautaire. Dans un courrier, le chef Longbe m'assure que les Lendu de Djugu sont rangés derrière le Front de Libération du Congo. Mon discours semble avoir apaisé les esprits et le calme est revenu.

Le 14 février, toutes les notabilités, les chefs coutumiers, les autorités politico-administratives que compte l'Ituri ont répondu présents à mon invitation. J'invite les représentants des communautés Hema et Lendu à se parler franchement et ouvertement afin de dégager les origines du conflit, de trouver ensemble les solutions à la guerre et assurer une paix durable aux populations de l'Ituri. La présence des autres communautés témoigne de la volonté commune de trouver un compromis satisfaisant. Pendant trois jours, plus d'une centaine de participants prendront une part active aux discussions. Dans la salle, les chefs sont entourés de leurs partisans. L'atmosphère se détend au fil des interventions. La neutralité de la police des débats dont j'assure la conduite renforce l'assurance des uns et des autres. J'insiste pour que chacun fasse une démarche privilégiant la recherche de la vérité en évitant la narration des crimes, assassinats, incendies et autres violences. La recherche de la cause du conflit constitue

un exercice de catharsis collectif indispensable pour permettre l'émergence d'un consensus. Je fais appel au bon sens des participants qui tous, apportent leur contribution aux débats.

Le 16 février, après trois jours d'intenses discussions, une commission de travail est mise sur pied afin de rédiger le protocole d'accord relatif à la résolution du conflit interethnique Hema/Lendu en province de l'Ituri. Les notables Hema du nord, Dr. Dhejju Maruka et François Bura Dhengo, les notables Lendu du nord, Thewi Batsi Larry et Mateso Tsozz, les notables Hema du sud, Pr. Ruhigwa Baguma et Rwaheru Jeff, les notables Lendu du Sud, Jean Atdirodhu et Kalimi Nyassi et huit autres notables issus des autres communautés résidant dans l'Ituri, les Mambisa, Nyali, Bira, Lese, Alur, confectionnent sous la direction du secrétaire général du FLC/MLC Olivier Kamitatu et d'Augustin Baharanyi un accord équilibré qui prend en considération les questions d'ordre sécuritaire, politique et administratif, judiciaire, économique et social.

Sur le plan de la sécurité et de l'armée, les communautés de l'Ituri se conviennent de la cessation immédiate des hostilités et le désarmement des détenteurs d'armes de guerre, d'armes à feu et d'armes blanches. L'ALC assurera la relève des militaires opérant dans les territoires en conflit par de nouvelles unités disciplinées et bien encadrées. Les deux communautés en conflit faciliteront le démantèlement des centres de formation des milices et des combattants. L'ALC veillera au contrôle permanent des mouvements des militaires et procèdera à leur arrestation en cas d'irrégularités. La poursuite et l'intensification du désarmement des déserteurs, des milices, des combattants et des populations civiles constitueront une mission prioritaire. L'armée assurera le contrôle rigoureux des voies d'entrée et de sortie frontalières particulièrement celles utilisées par les bandes armées. L'autorité politico-administrative se chargera du déploiement rationnel des éléments de la police nationale dans les territoires. Enfin, la sécurisation dans les territoires en conflit des autorités coutumières, des cadres territoriaux et des magistrats constitue une exigence essentielle pour la réalisation de l'agenda sécuritaire de l'accord.

Sur le plan politique et administratif, le Front de Libération du Congo et les communautés s'engagent à promouvoir, avec l'appui des organisations non gouvernementales et des agences humanitaires, le retour des populations déplacées ou réfugiées à une vie normale dans leur village. Le FLC se chargera de la mise en place des assemblées territoriales avec des modalités particulières pour les territoires en conflit.

En ce qui concerne la justice, l'ouverture de tribunaux de paix dans les territoires pour rapprocher la justice des justiciables, l'affectation de magistrats et de juges sur l'ensemble du territoire, le recrutement et la formation des juges et des officiers de police judiciaires avec le concours des agences spécialisées des Nations Unies, la réhabilitation des prisons et des maisons de détention constituent les mesures adoptées par les communautés en vue de restaurer une justice équitable et respectée en Ituri. Les notabilités en appellent à la collaboration des pouvoirs publics avec les instances

judiciaires compétentes internationales en vue de traduire devant le Tribunal pénal international les présumés planificateurs et instigateurs du conflit.

Quant au volet économique de l'accord Hema/Lendu, il stipule que l'ALC assurera la sécurisation des tronçons et axes routiers en vue de la libre circulation des personnes et des biens. Les autorités politico-administratives veilleront à la réouverture des marchés à bétail et la sensibilisation des services publics en vue du contrôle des mouvements, des ventes et abattages du bétail. La réhabilitation des pâturages et la mise en place d'un fonds de solidarité au profit des territoires sinistrés complètent le train de mesures à caractère socio-économique. L'administration publique et les délégués crédibles et influents sont invités à mener des actions de sensibilisation en direction des groupes en conflit pour promouvoir une cohabitation pacifique et une tolérance mutuelle entre les communautés.

L'accord Hema/Lendu dispose, dans les mécanismes de suivi, de la mise en place d'un comité de suivi provincial en vue du maintien et de la consolidation de la paix dans la province de l'Ituri.

Le samedi 17 avril 2001, au stade de Bunia, 159 chefs coutumiers, notables et autorités politico-administratives de la province de l'Ituri apposent officiellement leur signature sur le protocole d'accord Hema/Lendu. Toute la population s'est massée dans le stade. Au premier rang, j'aperçois des enfants qui assistent à la signature du document. Demain, ils témoigneront de ce qu'ils ont vu car j'ai la conviction que cet instant particulier leur appartient. Lorsque les deux porte-parole enterrent symboliquement les deux machettes, retentissent les applaudissements d'une foule qui gardera gravée dans sa mémoire ces moments inoubliables. Le professeur Pilo et Thewi Larry, les deux porte-paroles, se lavent les mains et s'embrassent afin de sceller le pacte de la réconciliation. Le plus dur reste à faire, convaincre les extrémistes de laisser tomber les armes et de s'engager eux aussi sur la voie de la paix. La mise en application des résolutions exige un engagement de tous. La partie est loin d'être gagnée, mais la volonté exprimée publiquement par toutes les communautés est déjà un grand pas.

La réhabilitation de la Justice en Ituri

Dès le lundi 19 février, j'entreprends une tournée dans l'Ituri afin de vulgariser le protocole d'accord. Il me faut sillonner toutes les collectivités et rencontrer les populations afin de les sensibiliser. Un hélicoptère civil est affrété par le Mouvement afin d'accéder plus facilement dans les sites les plus reculés. Les porte-parole des deux communautés, les colonels Amuli et Kibonge et John Tibasiima m'accompagnent dans toutes les visites. Je devine le malaise du vice-président du RCD/ML. À chaque visite, il doit affronter les leaders Lendu qui l'accusent d'être responsable des actions menées par la communauté Hema. Avec courage, John Tibasiima ne se dérobe pas devant ses responsabilités. Sa présence témoigne d'un engagement en faveur de la paix que d'autres n'ont pas eu alors que la population les réclamait. Il faut se garder des jugements hâtifs et des classements arbitraires concernant les leaders politiques. Le

mercredi 21 février, une cérémonie traditionnelle et coutumière de fin des hostilités entre Hema et Lendu du nord est organisée à Djugu. Le 22 février, une cérémonie identique a lieu à Irumu au sud.

Le vendredi 23 février, je procède à l'installation officielle des deux vice-gouverneurs de la province de l'Ituri. Conformément aux accords, les deux personnalités ont été proposées par les communautés respectives. Poursuivant sur la lancée, afin de ne pas briser l'élan de la réconciliation engagée dans le stade de Bunia, je charge le secrétaire général Kamitatu de présider la commission de la réhabilitation de la justice dont les travaux s'ouvrent le 24 février. La perte de crédibilité de la justice explique en partie le recours à la violence des populations pour trancher des problèmes fonciers. Les revendications sur la propriété du sol sont les principaux facteurs de division des communautés. Les paysans Lendu ont le sentiment de ne jamais être pris en compte par la justice. Ils ne disposent pas de ressources financières aussi importantes que les éleveurs Hema. Ces derniers ont souvent gain de cause auprès des instances judiciaires. La réhabilitation de la justice constitue donc une tâche prioritaire pour laquelle l'assistance de la communauté internationale et des agences humanitaires est souhaitable.

Pendant dix jours, la commission va travailler et produire un rapport qui dresse les grandes lignes d'une action prioritaire en vue de redorer le blason de la justice. La commission dénonce l'implication de la justice dans les causes directes ou indirectes des conflits interethniques de l'Ituri et propose une série de modalités judiciaires et politiques des conflits. En définitive, dans le contexte de l'Ituri, l'analyse de l'action de la Justice dans le règlement des conflits fonciers nés entre les deux communautés Hema-Lendu permet de dégager les véritables responsabilités.

En dépit des rumeurs, la commission a relevé qu'il n'existe, en février 2001, aucun dossier foncier pendant au niveau du Tribunal de Grande Instance intéressant le conflit Hema/Lendu sous réserves qu'il existerait encore au Parquet de Grande Instance de Bunia un dossier foncier dont l'instruction maladroitement menée par un substitut qui a déjà quitté le ressort est dû à des collusions interethniques.

La commission précise qu'il n'y a pas eu de jugement dont soit le prononcé, soit l'exécution ait directement occasionné des conflits ouverts interethniques, à l'exception d'un cas maladroitement instruit par le Parquet. Le Jugement qui s'en est suivi n'a pas pu obtenir exécution positive à cause de la résistance des plaignants qui ont réagi contre l'attitude du Tribunal consistant à reconnaître pour valide le certificat d'enregistrement frauduleusement obtenu au cours de procès par le concessionnaire qui a étendu abusivement sa concession avec la complicité des services compétents des affaires foncières et du Cadastre, en englobant par le fait même un village entier et habité par ses adversaires, lequel jugement a été confirmé en toutes ses dispositions par la Cour d'Appel de Kisangani.

Dans ses conclusions, la Commission a proposé d'ajouter le règlement administratif comme modalité surtout pour le Conservateur des Titres Immobiliers, de Chef de Division des Cadastres.

En matière de règlement judiciaire du conflit interethnique de l'Ituri, la Commission a renvoyé la question à la compétence de l'autorité politique.

Quant au règlement politique du conflit, la Commission a recommandé à l'autorité politico-administrative de favoriser la coexistence pacifique des deux Communautés, notamment par : le système de concession mutuelle ; la multiplication des actions concrètes des différents comités de suivi ; l'encouragement des actions des associations des Droits de l'Homme et des ONG humanitaires et de développement.

En terme de règlement administratif, la Commission a invité l'autorité compétente de la province ou des Départements ayant les Affaires Foncières dans leurs attributions d'intensifier et de rendre fréquents les contrôles à exercer sur les services de la Conservation des Titres Immobiliers et du Cadastre. Parallèlement à cette invitation, elle a demandé au Procureur de la République de rendre effectif le pouvoir de contrôle que la loi lui reconnaît sur le Conservateur des Titres Immobiliers et le Notaire. Pour le conflit foncier en soi, la Commission a recommandé au responsable de la Conservation des Titres Immobiliers et du Cadastre une stricte application de la loi foncière.

Concernant l'indépendance du pouvoir judiciaire, la Commission a recommandé de combattre la lenteur de la Justice par l'encadrement et le contrôle des magistrats et des agents de l'ordre judiciaire par les chefs directs ; de rapprocher la justice des justiciables par la multiplication des chambres foraines, la dotation de l'appareil judiciaire des moyens de transport et de communication autonomes ; d'augmenter l'effectif des magistrats et agents de l'ordre judiciaire ; d'installer à long terme des Tribunaux de Paix déjà créés ; d'appliquer strictement le statut et de responsabiliser des magistrats en cas de médiocrité, du non-respect de normes déontologiques et professionnelles.

En ce qui concerne le contrôle des Officiers de Police Judiciaires, la commission a recommandé d'inviter le Procureur de la République à exercer efficacement son pouvoir de contrôle sur les juridictions coutumières, les tribunaux de Police, sur les OPJ et leurs amigoss ainsi que sur les officiers de l'État Civil, Conservateur des Titres Immobiliers, Notaires et aussi sur les directeurs des Prisons. La commission a également invité le Procureur à rappeler aux Magistrats du Parquet les principes directeurs de la subordination hiérarchique.

S'agissant de la nonchalance et de l'irresponsabilité des magistrats qui ont facilité l'immixtion des autorités politico-administratives dans la Justice, la Commission recommande à l'autorité politique d'assurer et de garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire en sanctionnant d'une façon exemplaire les auteurs de ces immixtions, fussent-ils Secrétaires Nationaux du FLC ou Gouverneurs ; d'inviter les magistrats à

faire preuve de forte personnalité devant toute forme de trafic d'influence et tout ordre manifestement illégal.

En ce qui concerne l'indépendance de la magistrature vis-à-vis des forces armées, la commission recommande à l'autorité d'instruire les forces armées de respecter l'indépendance du pouvoir judiciaire en ne s'occupant que de leur mission traditionnelle sans omettre des sanctions nécessaires à infliger aux récalcitrants, fussent-ils alliés ou non.

Dans les semaines qui suivirent, une série de décrets furent publiés affectant de nouveaux magistrats dans les territoires de l'est. Les Nations Unies par le biais de leur bureau de Goma, sous l'impulsion de Michel Kassa et de Cissé, ont mis l'accent sur la réhabilitation de la justice. Des stages de recyclage ont été organisés. Un suivi dans ce domaine constitue un des moyens les plus efficaces d'établir les bases d'une vraie justice et d'une paix durable en Ituri.

Le massacre des agents du CICR

Le 26 avril, la nouvelle retentit comme un coup de tonnerre ! Six agents humanitaires du Comité International de la Croix Rouge sont sauvagement assassinés en Province de l'Ituri. Le drame s'est déroulé entre Djugu et Fataki, au nord de Bunia. En début d'après-midi, les deux jeeps du convoi du CICR se dirigent vers le chef-lieu de l'Ituri. Les agents auraient été arrêtés à une barrière dressée par des hommes non identifiés. Certains, selon des témoins qui n'ont pas assisté directement à la scène, auraient aperçu des hommes en uniforme dans les parages. Une des deux jeeps est calcinée. Tout indique que les assaillants ont voulu masquer les traces de leur forfait. Les corps des agents sont découverts par les soldats de l'ALC qui les acheminent vers Bunia. Ils portent des traces de coup portés par armes blanches. À l'endroit du drame se trouvait initialement un village Lendu dont les habitants ont fui dans les collines depuis le début des massacres interethniques. Dans un premier temps, tous les indices semblent faire porter la responsabilité sur des extrémistes de la communauté Lendu. Dans la soirée du drame, le responsable des services de renseignements ougandais avalise la thèse d'un acte crapuleux commis par des paysans extrémistes Lendu. Cette précipitation est aussitôt interprétée comme un appui de l'allié ougandais à la communauté Hema. Le secrétaire général du MLC/FLC tente de remettre les pendules à 1'heure en déclarant qu'aucun faisceau de preuves ne peut permettre d'identifier les auteurs du massacre. D'autant qu'il apparaît que certains corps ont été lacérés à coup de machettes pour masquer les traces de balles. La thèse d'un geste crapuleux par des forcenés Lendu ne résiste pas aux éléments qui s'accumulent de jour en jour. Le Comité International de la Croix Rouge dépêche des responsables à Bunia et à Kampala. En signe de solidarité avec les agents tués, OCHA, Medair, Coopi, MSF ainsi que toutes les autres agences humanitaires opérant en province de l'Ituri décident de cesser immédiatement toutes leurs activités. Toutes les communautés sont victimes de la folie meurtrière d'un groupe d'assassins dont le mobile demeure imprécis.

Geste crapuleux ou volonté politique de porter un coup à la présence du FLC en Ituri ? Toutes les conjectures peuvent être évoquées. Les enquêteurs s'opposent à un véritable mur du silence. Une compagnie d'éléments de l'ALC est envoyée afin de relever la moindre trace du passage des tueurs et les témoignages des villageois. Plusieurs d'entre eux affirment que six hommes en armes ont été aperçus fuyant vers Mambasa en direction de la Province orientale... Je promets une récompense à toute personne qui permettra l'arrestation des criminels. La radio locale relaie l'information. Les responsables du CICR s'impatientent ! Ils m'annoncent que les territoires administrés par le Front de Libération du Congo seront privés de l'assistance du CICR aussi longtemps que des éléments pouvant permettre l'identification des auteurs du massacre ne leur auront pas été produits. Cette décision est lourde de conséquences pour une population qui, loin des préoccupations sécuritaires de l'Ituri, ne disposera plus de l'assistance du CICR. À l'échelle de l'Europe occidentale, un attentat commis à Naples sanctionnerait la population de Copenhague. Le programme d'assainissement de l'eau des cités de l'Équateur conduit par le CICR s'arrête brutalement privant ainsi d'eau potable les enfants de l'Ouest du Congo ... Nous ne sommes pas en mesure à ce jour de porter des éléments susceptibles d'élucider le drame des six agents humanitaires de l'Ituri.

Le massacre des humanitaires accroît la tension entre les communautés Hema et Lendu. Le laborieux travail de sensibilisation engagé par Augustin Baharanyi en vue de vulgariser les textes légaux organisant la territoriale et installer les assemblées territoriales à travers toute la province de l'Ituri est brutalement remis en cause par cet assassinat. Un calme général régnait sur le territoire. Hormis quelques cas isolés, les populations avaient repris le travail des champs, l'élevage et les déplacés rentraient dans leur village. Le responsable d'OCHA/Bunia, Bony Mpaka confirme que rien ne laissait présager un tel drame.

Après la consternation et la mobilisation de toutes les énergies en vue de mener les investigations, il me faut restaurer dans l'urgence la confiance des populations qui craignent une reprise de la guerre interethnique. En date du 08 mai, à la faveur d'une réunion de l'Exécutif du Front, les cadres politiques s'accordent sur le principe de nomination d'une autorité territoriale issue des rangs de l'Armée de Libération du Congo. La discussion est rude et animée. Les secrétaires nationaux originaires de l'Ituri craignent une militarisation de leur province. Les autres cadres mettent en doute la capacité d'un civil à dégager autour de lui le consensus suffisant pour apaiser les tensions communautaires. Le rôle du nouveau gouverneur est crucial. Il est appelé à devenir le point focal entre l'armée, les alliés ougandais, les autorités politico-administratives, les communautés de l'Ituri et les agences humanitaires. Le feu vert de l'Exécutif me permet de nommer le major technicien d'État major Bule à la tête de l'Ituri. Officier discipliné et appliqué, le profil du major Bule répond aux attentes des populations.

LES MAYI MAYI

L 'héritage de Pierre Mulele

Les déplacés de guerre, les génocidaires interahamwe, les rebelles ougandais, les armées étrangères, les pillages, les vols à mains armées, les arrestations arbitraires, les viols des femmes, les assassinats, les massacres, tels sont les ingrédients du puissant cocktail du Kivu. Et partout une immense pauvreté doublée d'une très forte densité de population ! Dans ce contexte, des milliers de jeunes non scolarisés et désœuvrés entrent dans l'engrenage de la violence. La résistance aux troupes étrangères constitue pour les enfants du Kivu une véritable religion. La présence rwandaise et ougandaise au Congo est vécue par les populations de l'est comme une véritable humiliation.

« *Dites aux petits palestiniens de venir ici nous changerons leurs pierres en grenades* » affirme le plus sérieusement du monde un jeune mayi mayi à deux journalistes belges qui m'accompagnent dans le nord Kivu. Convaincus de l'efficacité des rites magiques qui les rendent invincibles, les mayi mayi sont les héritiers des « mulele mayi » du Kwilu.

La révolution conduite par Pierre Mulele, un disciple de Patrice Lumumba, qui avait assimilé en Chine les techniques de la guérilla et de la révolution débuta en août 1963 dans les savanes boisées et le maquis du Kwilu. À la révolution lancée dans le Kwilu succéda, dans l'est du Congo, un second mouvement qui, de la région d'Uvira-Fizi, gagna le Katanga et la Province Orientale. Tombée entre les mains de rebelles, Kisangani conquise le 5 août 1964, devint la capitale de la « République populaire du Congo ». Les combattants des deux rébellions se proclamaient invulnérables par le recours aux « médecins » chargés de dispenser des bains d'eau magique. Les rebelles luttèrent contre les nationaux congolais à la solde de l'impérialisme. Faute d'équipements modernes et privés de l'appui de puissances extérieures, les rebelles en étaient réduits à utiliser des armes traditionnelles et des recettes guerrières locales.

Dans le Kwilu, Pierre Mulele organisa des camps d'entraînement et constitua des groupes de jeunesses. Dès octobre 1963, il se lança dans des actions sporadiques de plus en plus violentes. Le 22 janvier, les partisans de Mulele assassinèrent trois missionnaires belges. La lutte ouverte était engagée. De 1965 à 1968, le mouvement se caractérisa par une guerre de résistance. La révolution des mayi mayi connut son apogée en 1964 en contrôlant dans le Kwilu, le triangle Kikwit-Gungu-Idiofa.

Sous la direction de Pierre Mulele, les mayi mayi étaient organisés de façon rigoureuse et assujettis à une discipline draconienne. L'organisation des troupes rebelles était basée sur plusieurs niveaux. L'équipe constituait le premier niveau. Elle était composée de partisans dirigés par un militaire. Le chef d'équipe devait avoir effectué au moins huit mois de stage. Au sein de l'équipe, se retrouvaient un caporal de guerre, un chef de peloton, des commissaires politiques et un guérisseur. Les directions et l'organe central représentant respectivement les deuxième et troisième niveaux de

l'organisation. Leader silencieux et charismatique, Mulele s'inspira des luttes paysannes qui s'appuyaient sur des croyances et des rites obscurs. À l'origine des croyances sur son invincibilité, Mulele avait été volontairement la cible de balles blanches afin de démontrer son invulnérabilité. Crédules, les jeunes mayi mayi étaient convaincus de l'immunité magique et du don d'ubiquité de leur chef. Les mayi mayi, victimes de la supercherie de Pierre Mulele, affrontaient sans peur l'ennemi. Si l'un d'entre eux tombait sous les balles, ses frères d'armes étaient persuadés qu'il n'avait pas respecté les prescriptions rigoureuses de l'organisation ou qu'il s'agissait d'un traître.

En avril 1964, le deuxième front révolutionnaire fut conduit dans l'est par Gaston Soumialot. Laurent Kabila y officiait comme vice-président chargé des affaires intérieures. Cette révolution aboutit à la proclamation, le 5 août 1964, de la République populaire du Congo au sein de laquelle Kabila fut Secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Tout comme dans le Kwilu, la magie et le rituel jouaient un rôle prédominant auprès des combattants. Un baptême d'immunisation était donné aux combattants. Trois rituels aboutissaient à l'invincibilité du guerrier. Le premier d'entre eux était celui du bain au cours duquel on aspergeait le combattant d'eau bénite par un féticheur. Cette eau détenait des puissances magiques. Le deuxième rituel consistait en scarification et le troisième dans le port d'amulettes. Après le baptême des rites, le combattant devenait un Simba. Il était autorisé à porter une peau de léopard sur la tête. La puissance de l'invulnérabilité des guerriers était soumise à un code très strict caractérisé par une foule d'interdits. Le Simba devait s'abstenir de relations sexuelles, ne manger que de la nourriture préparée par un homme ou une fille non pubère, ne jamais voler, ne jamais toucher un cadavre, ne pas tuer les innocents ou les femmes. Tout écart par rapport à ces règles de conduite se soldait par la perte de l'invulnérabilité. Tout contact avec l'eau étant proscrit, le Simba ne pouvait pas se laver. Au combat, il ne pouvait ni reculer, ni fuir...

La révolution de Mulele, enclavée de toute part et privée d'appui extérieur, dut faire face aux forces de l'ANC de Mobutu. Ces dernières pratiquaient la politique de la terre brûlée, privant les mayi mayi de ressources. Privés de tout, les paysans qui sortaient du maquis étaient approvisionnés en denrées de première nécessité. Mulele tenta en vain de gagner l'est du Congo en vue d'y rejoindre le mythique Che Guevara qui avait débarqué, le 24 avril 1965, à Kibamba, sur le lac Tanganyika, avec une poignée de ses compagnons. L'expédition de Mulele échoua. Il perdit au cours des mois suivants de nombreux partisans. En 1968, Mulele décida de gagner Brazzaville afin de solliciter l'appui extérieur pour poursuivre son combat. Quelques-uns de ses partisans le convainquirent de rentrer à Kinshasa. En dépit des promesses qui lui furent données et des honneurs qu'il reçut à son arrivée dans la capitale congolaise, lui et son compagnon Bengila, furent tués de manière atroce, le 2 octobre 1968. Six jours plus tard, sa mort fut rendue publique. Trente années plus tard, dans l'est du pays, le retour des mayi mayi consacrait la résurgence des révolutions paysannes. Les ingrédients du succès de la révolution muléliste se retrouvent dans le phénomène mayi mayi : rites magiques en vue de l'invulnérabilité des combattants, code de conduite draconien, recrutement et formation des enfants-soldats, organisation et hiérarchisation en terme

de brigade. La présence des armées étrangères au Kivu a renforcé une double revendication des paysans congolais, d'abord la revendication identitaire face à l'occupation étrangère et la spoliation des droits et ressources nationales, et ensuite le droit de disposer de la terre ancestrale.

Les appuis internes et extérieurs au Mayi mayi

Sous couvert de la résistance populaire aux forces étrangères, les différentes composantes vont développer des réseaux de connexions avec le pouvoir de Kinshasa, les trafiquants de l'est, la société civile et les groupes armés opérant en territoire congolais. Faute d'une coordination politique, les revendications légitimes vont marquer le pas sur la récupération politique par les forces de Kinshasa. Dans les secteurs d'Uvira, Bukavu et Goma, les chefs mayi mayi disposent de l'appui du régime de Kinshasa. Laurent Kabila appuie les mayi mayi qui revendiquent leur appartenance aux forces d'auto-défense populaires mises en place à Kinshasa, Lubumbashi et dans les grands centres urbains du Congo afin de faire face à la menace de l'agression extérieure. La politique d'armement des civils congolais bat son plein. Sur le plan extérieur, la Tanzanie est suspectée d'offrir une porte d'entrée pour l'approvisionnement des mayi mayi et des hutus extrémistes. Des centaines de milliers de Congolais, Rwandais et Burundais ont trouvé refuge en Tanzanie. Ils constituent une menace pour la stabilité du régime tanzanien. Dans les territoires administrés par le RCD, le général Padiri et le commandant Dunia deviennent les principales figures de la révolution paysanne et, par le jeu des intérêts, les alliés objectifs de L. Kabila. Ce dernier, en dépit des engagements souscrits dans l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka, a poursuivi sans désenrayer l'armement des civils mayi mayi et l'exportation du conflit dans l'est du pays. Sur le plan logistique, les mayi mayi ont également tiré parti de la présence aux frontières rwandaises des extrémistes hutus. Une forme de collaboration est apparue entre les deux groupes armés dont les chefs n'hésitent pas à se prêter, voire louer leur armement.

Dans les territoires contrôlés par le Front, issus du terroir, les mayi mayi appartiennent presque exclusivement à l'ethnie majoritaire nande. Une forte collusion règne entre les brigades de combattants et quelques hommes d'affaires nande qui utilisent les combattants congolais afin d'exploiter les carrières de coltan et maîtriser les axes routiers conduisant aux frontières afin d'assurer la circulation des produits transportés par les trafiquants-fraudeurs.

Une Église engagée

Sur le plan social, l'enracinement profond du phénomène mayi mayi dans la société du nord Kivu laisse apparaître une influence marquante des Églises sur certains combattants. Une forme particulière de théologie de la libération prend corps dans les collines du Kivu sous l'impulsion d'un clergé combatif et des figures charismatiques parmi lesquelles monseigneur Kataliko. Un bras-de-fer opposant le prélat au

RCD/Goma révéla l'extraordinaire vitalité de l'Église du Kivu qui est le fer-de-lance du nationalisme kivutien. L'exacerbation de l'antagonisme entre l'Église et le mouvement de libération pro-rwandais va renforcer la compréhension de plus en plus marquée des hommes d'Églises vis-à-vis du phénomène mayi mayi.

Le coordonnateur adjoint de l'Exécutif du Front, François Muamba m'informe que Monseigneur Melchisedech Sikuli sollicite l'autorisation du Front afin d'organiser dans son évêché les assises du symposium international pour la paix en Afrique. Depuis près d'un an, le RCD/Goma oppose un refus aux demandes des organisateurs. Ces derniers avaient initialement programmé la tenue de ce symposium à Bukavu. Des centaines de participants étrangers sont attendus, parmi lesquels des Italiens, des Suédois, des Espagnols, des Belges, des Français, des Américains, et de nombreux Africains. L'initiative du symposium a été prise dans l'esprit du grand Jubilé de l'an 2000 par trois composantes de la population du Sud Kivu : l'Église catholique, l'Église du Christ au Congo et la Société civile. La situation de guerre au Congo constituait l'épicentre du symposium. Le pari des organisateurs est de faire la guerre à la guerre par des moyens non-violents et pacifiques. Je comprends le refus du RCD/Goma face aux dangers que représentent de telles assises pour un mouvement de rébellion.

Depuis 1996, l'Église paie un lourd tribut à la guerre. Les disparitions de monseigneur Christophe Munzihirwa et de monseigneur Emmanuel Kataliko, les assassinats du curé Georges Kakuja, de l'Abbé Paul Juakali, et de certains membres du clergé, marquent profondément l'Église et les fidèles congolais. Les massacres de Kasika, de Makobola, de Katokola, de Burhinyi sont autant de cicatrices douloureuses qui ne se ferment pas. Depuis le début de la guerre, j'ai pris le parti de ne pas trahir mes convictions. En prenant les armes, mes compagnons et moi avons décidé de défendre les valeurs positives autour desquelles tous les Congolais veulent refonder une nation. Le respect de la personne humaine constitue la base de notre combat. En vertu de cette ligne de conduite, je ne peux refuser la tenue du symposium. Nous sommes comptables de nos actes et je ne peux me dérober face aux chrétiens. Trois années de combat dans l'arrière-pays m'ont ouvert les yeux sur les souffrances de la population. Les critiques portées à l'endroit de la guerre, les témoignages des victimes et l'expression unanime d'une aspiration profonde à la paix sont les principaux enseignements de ces journées au cours desquelles toute la population de Butembo a communiqué avec les chefs religieux au discours de paix et d'espérance. Lors de la clôture du symposium, la fête est à son comble. Près de deux cent mille personnes chantent et scandent « *Amani* » et « *Uhuru* » en agitant des foulards blancs. Mgr Théophile Kaboy, Évêque de Kasongo, Mgr Sikuli, Évêque de Butembo, Mgr Bettazi, Mgr Gwamhyanya, administrateur diocésain de Bukavu, Le Dr. Kuye-Ndondo, président de l'Église du Christ au Sud-Kivu, le Révérend Mahuka, représentant de l'Église du Christ au Nord Kivu sont présents. Dans son mot de clôture, monseigneur Sikuli m'interpelle et me demande de démanteler les campements militaires inutiles et de promouvoir l'intégrité territoriale du Congo. Cette requête a fait l'objet d'un courrier adressé par l'Évêque de Butembo au colonel Kibonge. Ce dernier m'ayant averti de la demande pressante de la population, les renseignements militaires m'ont adressé un rapport détaillé de l'occupation des camps et des exactions commises par les soldats du RCD/ML et des

éléments ougandais. En réponse aux demandes de l'Évêque de Butembo, devant une foule de plus de 300.000 personnes, j'adresse une demande de pardon aux populations pour les erreurs, les atrocités, les crimes, les pillages commis par les militaires. Mon arrivée récente dans le Kivu ne m'exonère pas de ma responsabilité de commandant en chef pour les fautes commises par une armée mal encadrée. Je m'engage à restaurer la sécurité et j'ordonne à toutes les troupes qui se trouvent à Kyiondo, Maboya, Musienene et Vurondo de se retirer de ces localités et de gagner le quartier général de Beni. Pour la première fois depuis le début de la guerre, les populations entendent un commandant Congolais donner des instructions à ses alliés ougandais... La joie est à son comble ! Les troupes se retireront effectivement de ces localités. Comme nous le craignons, elles seront remplacées par des combattants mayi mayi...

La table ronde sur le phénomène Mayi Mayi

Victime des actes de banditisme perpétrés par les mayi mayi et les extrémistes hutus, la population de Beni et Butembo exige la sécurisation des principaux axes routiers. Après la première tentative de collaboration avortée entre le MLC et le RCD/ML, la création du Front place dorénavant les relations entre les deux mouvements sur le registre politique. Le test immédiat qui est posé à l'endroit de l'Armée de Libération du Congo demeure la sécurité des personnes et des biens. Dès mon arrivée à Beni, à la faveur d'un meeting organisé dans le stade, je prends l'initiative d'inviter les mayi mayi à une rencontre à Butembo. Des informations précises font état des liens étroits qu'entretiennent certaines autorités du RCD/ML avec les brigades mayi mayi qui opèrent dans le nord Kivu. Le gouverneur de Beni, Nyonyi Bwanakawa m'assure de sa pleine collaboration.

Pendant une semaine, le colonel Gédéon Kibonge va ouvrir des contacts avec les différentes brigades mayi mayi afin de les convier les 20 et 21 mars 2001 à la table ronde qui rassemblera les forces vives du nord Kivu. Des émissaires sont identifiés et envoyés dans les collines du Ruwenzori afin de porter le message à tous les commandants mayi mayi. Les autorités politico-administratives sont mises à contribution afin d'assurer la logistique en vue du succès de la rencontre.

Sur le plan sécuritaire, il me faut convaincre le colonel Burundi, commandant ougandais chargé d'encadrer les forces ougandaises dans les secteurs de Beni-Butembo-Lubero, et les mayi mayi de respecter une trêve afin de permettre le bon déroulement des travaux. Monseigneur Sikuli et l'abbé Malu Malu sont des interlocuteurs précieux dont l'appui s'avèrera déterminant dans la réussite de la table ronde. Tout comme en Ituri, je crois dans les vertus thérapeutiques d'un dialogue franc et sincère entre les mayi mayi, les autorités politico-administratives dont j'assure la direction, les militaires et les troupes ougandaises.

La présence des troupes ougandaises dans les territoires du Nord Kivu provoque un mécontentement généralisé. Toutes les couches de la population appellent à un désengagement des forces étrangères. Or, à la frontière entre l'Ouganda et le Congo,

les rebelles ougandais ADF et NALU ont trouvé dans les montagnes du Ruwenzori et le parc des Virunga un véritable sanctuaire d'où ils lancent des attaques sanglantes contre les cibles ougandaises. Ces rebelles, qui vivent dans des sites inexpugnables, disposent de l'appui des populations locales. Ils partagent une culture et une langue communes. De part et d'autre de la frontière, les liens familiaux sont étroits. Seule la sécurisation de la frontière ougandaise pourra favoriser un retrait ordonné de l'UPDF hors du territoire congolais. Les combattants mayi mayi doivent prendre conscience qu'ils peuvent prendre une part active dans la sécurisation de leurs frontières. La restauration de la sécurité et le démantèlement des camps ADF et NALU établis en territoire congolais permettront un départ des troupes ougandaises. Dans ces actions, les mayi mayi ont un rôle à jouer ! S'ils sont porteurs des revendications d'une majorité des populations, ils ont également le devoir de trouver des solutions appropriées qui rencontrent les préoccupations des autorités et des États voisins.

Le 20 mars 2001, toutes les brigades mayi mayi opérant sur les territoires contrôlés par le Front, à l'exception des combattants de Vurondo, une petite localité au sud de Beni, ont fait le déplacement de Butembo. Aucun incident n'a été signalé entre les éléments UPDF et les combattants mayi mayi. Les chefs coutumiers, les représentants des confessions religieuses, les autorités politico-administratives et les cadres du FLC, tous nous avons le sentiment que la pacification du Kivu est une œuvre qui nécessite la restauration de la confiance par le maintien du dialogue et des échanges. Le thème de la rencontre de Butembo s'articule autour de la découverte du phénomène mayi mayi. Cette rencontre se veut un échange qui valorise les combattants.

Il n'y a pas d'armes plus puissantes que la volonté du peuple Congolais qui refuse la domination, l'exploitation, la dictature et la misère généralisée. Je veux clairement transmettre aux Mayi Mayi ma volonté de collaboration autour d'une vision commune pour un Congo réellement libéré. Le sang et les larmes versés par tous les Congolais - qu'ils soient issus des armées belligérantes, des groupes armés, des civils - ne trouveront un sens que dans l'unité des fils et filles du Congo. Parmi toutes les causes qui ont conduit à la présence des forces étrangères au Congo, il faut relever l'insécurité aux frontières, les manœuvres des dirigeants zaïrois qui ont cru tirer parti de la présence de rebelles étrangers à leur frontière, la corruption et l'absence d'organisation au sein d'une armée mal encadrée, abandonnée et livrée à elle-même.

En exprimant la volonté de partager nos expériences d'une manière franche car la tragédie du Congo - et particulièrement celle que vivent les populations du Kivu - nous invite à faire preuve de réalisme et de discernement, je rencontre auprès des chefs mayi mayi un sentiment de scepticisme et de retenue. Leur porte-parole réfute l'appellation « *Mayi Mayi* » qui n'est qu'un sobriquet dans lequel tous ne se reconnaissent pas. Ils disent être regroupés au sein des Forces d'autodéfense populaire. La présence dans la salle d'un commandant ougandais, le colonel Burundi, les indispose. « *Nous étions venus à votre invitation pour parler des problèmes du Congo entre Congolais* » me rétorque le commandant Lafontaine, un des chefs de brigade mayi mayi. « *Nous exigeons le départ dans les sept jours et sans condition des troupes ougandaises* » poursuit-il dans un tonnerre d'applaudissements. Se sentant menacé, le

colonel Burundi informe le chef d'État major général de l'ALC, le colonel Dieudonné Amuli, qu'il lui faut prendre des mesures pour sa sécurité. Il envisage d'encercler la salle de conférence par le contingent ougandais. Une telle décision aurait des conséquences effroyablement négatives sur le processus de pacification du nord-Kivu. Je demande au colonel Amuli de contacter discrètement l'officier ougandais afin qu'il évite de prendre une initiative qui serait interprétée comme une provocation. À la salle surchauffée, j'explique le sens de ma démarche. La paix et la sécurité aux frontières nécessitent des contacts et des accords avec les pays voisins. La présence du colonel Burundi ne doit pas être perçue comme l'expression de la volonté de l'Ouganda de dominer les Congolais. Elle doit, au contraire, marquer la détermination de toutes les parties d'affronter les problèmes de sécurité avec le souci d'y apporter des réponses claires et applicables. Aussi, par leur implication comme témoins aux discussions entre les mayi mayi et l'autorité du Front, les forces ougandaises ne pourront plus se dérober face à leur responsabilité. La présence sans heurt d'un officier Ougandais au milieu de centaines de Congolais constitue une amorce fragile mais bien réelle d'une possible entente entre la population et l'autorité du pays voisin.

L'assistance cède à mes arguments. Après l'ouverture officielle, l'Abbé Malumalu est choisi comme modérateur pour diriger les débats. Politologue et brillant analyste, l'abbé Malumalu représente la caution morale de l'Église. Le clergé de Butembo dispose d'un réel crédit auprès des combattants mayi mayi. Il nous rappelle que nous sommes là pour négocier la paix, non celle des cimetières qu'on obtient après avoir tout exterminé, mais plutôt celle que nous nous engageons à construire par le dialogue, la tolérance, l'écoute sans préjugés et orgueil, et l'esprit constructif visant le bien commun. « *C'est dans l'humilité qu'on peut reconstruire le pays, il nous faut garder en mémoire le peuple congolais souffrant, torturé, humilié, presque apatride* » affirme l'abbé Malumalu, touchant ainsi le cœur de tous les participants. Après les exhortations des représentants de confessions religieuses, les chefs coutumiers prennent à leur tour la parole pour demander aux forces d'autodéfense populaire de s'impliquer activement dans le processus de pacification du nord-Kivu en se démarquant des forces négatives, interahamwe, qui agissent souvent sous leur étiquette. Les gardiens de la coutume fustigent les politiciens congolais assoiffés de pouvoir et d'argent facile au détriment des paisibles citoyens. Enfin, les représentants de la société civile confirment que le phénomène mayi mayi est fortement lié à la répression et aux représailles que subissent les populations du fait des mauvais choix politiques qui entraînent le pays dans une guerre inutile et fratricide.

La journée de contacts et de dialogue entre les composantes sociales du nord-Kivu permet d'établir un point de vue général sur la situation dans la région et une liste exhaustive de doléances auxquelles il nous faut trouver des solutions. Parmi les exigences des élites locales, il convient de relever le départ des forces d'agression du Congo, la démilitarisation des axes routiers et la sécurité des biens et des personnes, la fin de la guerre meurtrière, la reconstruction d'une armée congolaise qui est devenue inexistante étant donné que toutes les décisions importantes sont prises à l'étranger, la révision de la représentativité sur l'échiquier politique pour permettre l'équilibre dans le partage du pouvoir.

Huis-clos avec les cheft Mayi Mayi

« On nous dit que les étrangers sont venus pour nous et finalement, c'est à cause d'eux que nous souffrons. Celui qui vient aider n'a pas à déterminer ce qui est bon ou mauvais pour moi / » lance Muhindo Media, le chef de renseignements de la brigade Bilinga. Toutes les brigades mayi mayi sont présentes à cet huis-clos au cours duquel, chacun pourra évoquer ses préoccupations. Cette rencontre permet de construire un sentiment de confiance et d'améliorer la connaissance des réalités du phénomène mayi mayi. *« Les Ougandais, disons-le en toute vérité, pillent notre forêt, s'attaquent à nos éléphants. Nous sommes en brousse pour protéger notre environnement contre ce vandalisme. Mais entre nous, nous sommes divisés. Il y a ceux qui gardent les vaches des gens et ceux qui viennent piller ces vaches. Entre nous, nous ne nous battons pas pour les mêmes objectifs »* affirme Kambale Tshongo de la brigade de Vurondo. Paluku Wikere, ancien réfugié en Ouganda tient à faire part de son engagement dans la lutte paysanne. Réfugié à Tshataku, il y a rencontré le commandant Kisase Ngandu qui revenait d'Europe. Il s'est rangé à ses côtés afin de renverser Mobutu. Ils sont entrés au Congo par la Kagera en Tanzanie afin d'ouvrir un centre d'instruction pour les combattants. Il explique son attachement idéologique au lumumbisme : *« Après l'assassinat de Mzee Kisase, Kabila nous a rejetés. J'ai rejoint les camarades du MNC et je leur ai expliqué comment Kabila nous a trahis et nous nous sommes repliés en brousse »*. Paluku Wikere a travaillé au recrutement des combattants du nord-Kivu. Certains d'entre eux ont été intégrés dans les troupes de l'ALC. Mbayirwako, instructeur du centre de Kabokero, explique qu'ils ont tenté en vain de sécuriser eux-mêmes la frontière face aux incursions des rebelles ougandais Nalu qui descendent des collines, pillent les villages et emportent les enfants. *« Les Mayi Mayi se sentent abandonnés à eux-mêmes et manquent d'encadrement. S'ils trouvent des gens qui se préoccupent d'eux, ils intégreront l'armée régulière »* affirme cet instructeur.

En abordant les liens entre les forces négatives et les Mayi Mayi, un des chefs de brigade dénommé Lafontaine est pris à partie par les chefs coutumiers et les autres responsables mayi mayi. Le maintien des contacts et la collaboration entre les groupes armés et les génocidaires justifient la présence des troupes étrangères dans le Kivu. Accusé de servir la cause de Kabila et de servir de relais entre Kinshasa et les interahamwe, le chef de brigade se défend en accusant les frères Mbusa d'appuyer les rebelles ougandais Nalu qui terrorisent les populations frontalières. *« De toute façon, je ne suis pas l'agent de Kabila pour livrer des armes aux Interahamwe. Je les combats ! »* affirme Lafontaine. De toute évidence, certains groupes Mayi Mayi et les extrémistes hutus collaborent par le prêt des armes et la préparation d'attaques sur certaines cibles. Parmi les enseignements de ce huis-clos, je relève que les Mayi Mayi du Nord Kivu sont en majorité d'origine Nande. À ce titre, le souvenir des exactions commises par Kabila dans Butembo au cours de la guerre de 1996 ont laissé de profondes cicatrices dans la mémoire des combattants. Alors que les mayi mayi rangés dans le sud-Kivu derrière Padiri et Dunia sont revenus des milices pro-gouvernementales, ceux du nord-Kivu se refusent à apporter leur soutien au dictateur

congolais. En outre, les luttes politiciennes au sein du RCD ont eu un effet négatif sur les brigades qui sont incapables d'adopter une ligne politique commune et encore moins de se choisir un leader charismatique.

Au lendemain d'une attaque meurtrière des rebelles ougandais à Kasese, onze personnes ont été tuées et 51 véhicules brûlés. Les rebelles ADF venaient de Kasindi dans le parc qui longe la frontière. Nos frères ougandais, rwandais, burundais, angolais ont besoin de sécurité. Tout comme nous avons besoin de sécurité. Au cours des dix dernières années, les autorités congolaises ont été incapables d'assurer la sécurité des frontières. Il me faut convaincre les mayi mayi de la nécessité de proposer une solution réaliste permettant aux Ougandais de se retirer. Si Mobutu a joué avec les pieds des voisins en assurant protection et sécurité aux rebelles ougandais, rwandais et soudanais, Laurent Kabila s'est lui aussi joué de ceux qui l'avaient mis au pouvoir en armant les ADF, les interahamwe, les ex-FAR et les FDD contre les Rwandais et les Burundais. Faute de disposer d'une armée, Kabila a renié ses engagements et a opposé ses anciens alliés à leurs pires ennemis. La trahison ne paie pas: « *Qui a tué Kisase Ngandu ? Qui a tué Anselme Masasu ? Qui a trahi les Rwandais et les Ougandais ?* ».

J'exhorte les mayi mayi à construire avec les MLC une armée capable d'inspirer la confiance des Congolais et de leurs voisins. Le changement et la sécurité du territoire nécessitent le rétablissement du sens de la parole donnée, du respect des engagements et de la loyauté. Les mayi mayi sont des enfants du Congo, ils doivent apporter leur contribution à l'édification d'une armée congolaise et à la reconstruction de la nation. À l'issue de ce huis-clos, les participants adoptent des résolutions afin d'assurer la pacification du nord-Kivu. Les mayi mayi décident de la cessation immédiate des hostilités. Une force spéciale sera mise sur pied afin d'assurer la sécurité du nord-Kivu. La constitution d'une division spéciale au sein de l'Armée de Libération du Congo permettra aux mayi mayi d'intégrer une force qui constituera le noyau de la future armée nationale. Cette division spéciale mayi mayi, DSM, assurera la sécurisation des frontières du Congo et la pacification des territoires de l'est. Les combattants qui intégreront cette force disposeront d'une formation dispensée par des instructeurs congolais dans le centre de Lubero. Aucun politicien ne sera habilité à s'ingérer dans la bonne marche du centre. De nouvelles unités de l'ALC seront déployées dans le nord-Kivu afin d'y assurer la sécurité des personnes et des biens et de permettre le redéploiement des troupes ougandaises sur des positions convenues. En ce qui concerne les réfugiés ougandais, rwandais, et burundais concernés par les affrontements inter-frontaliers, les participants proposent l'ouverture de centres de regroupement. L'assistance des Nations Unies sera requise afin d'assurer la logistique nécessaire à l'ouverture de ces camps. Les mayi mayi, les chefs coutumiers, les autorités politico-administratives conviennent de la mise en place d'un comité de suivi dont j'assume la présidence. L'abbé Malumalu en sera le secrétaire général. Les représentants des six brigades du Nord Kivu, les chefs coutumiers, les représentants des confessions religieuses et de la société civile et le représentant de l'armée ougandaise apposent leur signature en qualité de témoins des résolutions de la Table ronde sur le phénomène des Forces d'autodéfense populaire/Mayi Mayi.

Au cours des mois qui ont suivi la signature de ces résolutions, la majorité des brigades ont respecté la cessation des hostilités. Les forces ougandaises ont poursuivi leur retrait ordonné du Congo. Toutefois, début juin, la confusion politique entretenue par Mbusa Nyamwisi a provoqué la résurgence d'un sentiment d'insécurité dans le nord-Kivu. Préalablement, le courant affairiste des mayi mayi, sous couvert de revendications idéologiques lumumbistes, prit en otage non seulement des cadres du MLC - Gustave Alenge, Papy Kibonge – que j'avais dépêchés afin de négocier les modalités d'application des résolutions de l'accord de Butembo mais également une vingtaine d'étrangers parmi lesquels des Thaïlandais, un Suédois et un Kenyan opérant dans le secteur forestier. Ces mayi mayi établis dans la localité de Vurondo, à 25 kilomètres au sud de Butembo se prévalent d'appartenir à la Résistance nationale lumumbiste. Par contre, les forces d'auto défense populaire établies à Lubwe, sous le commandement du chef de brigade Muhido, ont respecté les engagements souscrits lors de la Table Ronde à Butembo.

Trois courants continuent de prévaloir au sein des mayi mayi du nord-Kivu : le courant nationaliste auquel appartient la majorité des combattants qui luttent pour le retrait des troupes étrangères et la reconstruction du Congo ; le courant affairiste qui défend le système maffieux mis en place par les commerçants-trafiquants qui opèrent en complicité avec les autorités politico-administratives ; et le courant sécessionniste qui refuse tout assujettissement aux autorités qui n'appartiennent pas à leur groupe ethnique. Des milliers de jeunes combattants, âgés de moins de quinze ans, forment les brigades. Faute d'un système éducatif adapté et de conditions de vie permettant le maintien de la cellule familiale, les enfants du nord-Kivu sont des cibles idéales et incrédules pour des adultes qui, sous couvert du combat nationaliste, cherchent à s'assurer des positions dominantes dans la société kivutienne. Les résolutions de la Table ronde constituent un début de réponse à la pacification du Kivu et à la stabilité aux frontières du Congo.

La trahison de Kibonge

Dans la tourmente de la guerre, il suffit de puiser au hasard dans le passé pour remonter à pleines mains à la surface des ignominies que nul ne songerait ni à venger, ni à absoudre tant elles sont devenues naturelles et tant elles sont oubliées. Car, dans ce conflit, la règle, ce n'est pas le souvenir, mais l'oubli. Chacun redoute l'avenir, s'accommode du présent, mais personne ne songerait à espérer quoi que ce soit du passé. Les centaines de jeunes Mayi Mayi envoyés au front avec pour toute arme à la main des pierres et des machettes ne témoigneront jamais pour dénoncer les assassins qui les envoient à une mort certaine face à des troupes aguerries et bien armées.

Le Nord-Kivu est une région de trafic, de commerces illicites, de fraudes où excellent des commerçants peu scrupuleux qui n'hésitent pas à s'acheter des fidélités auprès des officiers étrangers et des agents de l'État. La corruption et les trafics d'influence sont devenus la règle. Les réseaux maffieux ont pris en charge l'exportation de bois, de coltan, de matières précieuses et l'importation de carburant et des biens

.manufacturés. Dans ce contexte, l'argent facile circule de mains en mains accentuant le relâchement de la discipline et la facilité qui sont les pires virus qu'une armée peut rencontrer.

Fort de son expérience, de sa connaissance des hommes et du terrain, le colonel Kibonge constitue à mes yeux le prototype de l'officier capable d'organiser une armée selon les standards d'une force moderne, homogène et disciplinée. Dans la pacification de l'Ituri, sa fermeté et sa rigueur contribuent à la restauration de l'autorité politico-administrative et militaire auprès des communautés hema et lendu. En quelques semaines, la pacification de l'Ituri devient une réalité.

Dans la région de Beni-Butembo, le fief de Mbusa Nyamwisi, le coordonnateur du Front qui refuse de travailler, la situation prend les allures d'une instrumentalisation des groupuscules Mayi Mayi au profit des leaders locaux et des commerçants. En étroite collaboration avec le commandant secteur UPDF, le colonel Kibonge assure la mise en application de l'Accord de Butembo qui permet la sécurisation progressive de la région. Ce travail exige la collaboration active de tous les acteurs politiques qui continuent leurs manœuvres de récupération des Mayi Mayi aux seules fins de favoriser le désordre et le chaos.

Lors de la préparation des journées sur le phénomène Mayi Mayi, Kibonge prend une part active dans les contacts avec tous les commandants Mayi Mayi. Tout comme dans l'Ituri, ses méthodes suscitent une réaction de la société civile qui, par le biais d'une lettre de Monseigneur Sikuli, prend à partie l'Armée de Libération du Congo. Toutefois, la maîtrise du Nord-Kivu est assurée, les tronçons routiers Beni-Kasindi et Beni-Butembo ne sont plus des coupe-gorge pour les paisibles citoyens.

Seule ombre au tableau, le refus obstiné de Mbusa Nyamwisi de collaborer à la restauration de la sécurité de sa région. D'aucuns prêtent au leader nande des ambitions inversement proportionnelles à sa taille. Absent de son fief, Mbusa prolonge un séjour de reconstitution en Afrique du Sud. En réalité, le coordonnateur de l'Exécutif du Front refuse de participer au sein d'une structure qui l'oblige à se conformer aux principes de bonne gouvernance et de transparence dans la gestion des deniers publics. Or, ce chef nande contrôle son territoire par un système féodal basé sur le clientélisme et l'achat des officiers ougandais commis à la sécurité de la région.

Après trois mois de gestion transparente du FLC, la clientèle de Mbusa s'inquiète du blocage systématique des circuits maffieux et se rapproche du colonel UPDF Burundi afin de créer un incident de nature à allumer à nouveau un foyer de violence dans le Nord Kivu. Coutumiers de ce type de manœuvres, les partisans de Mbusa escomptent disposer de l'appui des militaires formés par le RCD-ML qui, à la faveur de la constitution du FLC, ont récemment intégré l'Armée de Libération du Congo.

La relève de la garde rapprochée de Mbusa composée de 79 éléments qui sont cantonnés dans la résidence du coordonnateur constitue le détonateur de l'action de déstabilisation orchestrée par une poignée de proches de Mbusa, le colonel ougandais

Burundi et le commandant secteur de l'ALC, le commandant Omari. Ce dernier, issu des éléments des forces du RCD-ML, prend le parti de ses anciens compagnons d'armes qui refusent de se plier à mes ordres.

Dans la nuit du 2 juin 2001, une altercation oppose la garde de Mbusa à un motocycliste et des coups de feu sont tirés par les jeunes éléments indisciplinés qui refusent d'intégrer les rangs de l'ALC pour continuer à se cantonner dans la résidence de Mbusa.

Dès le lundi 3 juin, je donne l'ordre au colonel Kibonge de procéder au désarmement de ces éléments dont l'attitude crée l'insécurité dans la ville. Devant leur refus, la résidence est encerclée. Le commandant UPDF me suggère de ne pas recourir à la force et de privilégier le dialogue. Dans l'après-midi, le commandant du 18^{ème} bataillon de l'ALC est froidement abattu à l'approche de la résidence de Mbusa. À l'origine de l'assassinat du commandant Pepe, les doutes subsistent. Le mécanisme de la trahison est enclenché !

Le commandant de la brigade H de l'ALC, Omari, qui encercle la résidence de Mbusa est sujet aux pressions du colonel Burundi qui, par le biais de ses officiers de renseignements, l'incite à ne pas recourir à la force et à refuser mes instructions. Habitué à percevoir un paiement mensuel de 30.000 Us dollars de Mbusa Nyamwisi, le colonel Burundi, dont la paie se limite depuis mon arrivée aux frais de ménage de son bataillon, nourrit une véritable rancœur à mon endroit et celui de François Muamba. D'autant que les instructions de sa hiérarchie précisent que dans les prochaines semaines, toutes les troupes ougandaises devront regagner leur pays. Il ne lui reste que peu de temps pour s'enrichir avant le retour au pays. Il entreprend donc une opération de charme à l'endroit du commandant Omari et du colonel Kibonge.

Le 5 juin 2001, après le décollage de l'avion emmenant le corps du commandant Pepe à Bunia, le commandant Omari fait défection. Ses hommes tirent en l'air et créent un mouvement de panique dans la ville de Beni. Le colonel Kibonge, jusque là demeuré fidèle, m'informe de la situation. Je l'autorise à désarmer tous les militaires dans la ville et à procéder à l'arrestation d'Omari. Dans la nuit, les deux officiers se retrouvent et, à mon grand étonnement, le colonel Kibonge prend le parti d'Omari. La chaîne de commandement est définitivement rompue !

Le 6 juin 2001, le colonel Burundi, dont je ne mesure pas l'implication exacte dans le complot, tente une nouvelle fois de percevoir des fonds du Trésor public. Mécontent de la modicité de la somme que le Trésor lui alloue, Burundi réunit dans sa résidence le colonel Kibonge, le secrétaire national Rudatenguha, et le gouverneur de Beni. « *Vous savez maintenant qui est Bemba, il faut le lâcher !* » conclut le colonel Kibonge. La trahison est consommée ! Dans l'après-midi, Kibonge et Burundi opèrent le casse de la banque. Ils y trouveront un montant de ... six mille dollars ! Entre-temps, le colonel Kibonge envoie une délégation à Butembo avec ordre de procéder à l'arrestation du secrétaire national adjoint aux activités militaires, Thomas Luhaka. Ce dernier dispose de trois bataillons – le 26^{ème}, le 27^{ème} et le 31^{ème} bataillon – qui peuvent

à tout moment être acheminés à Beni afin de rétablir la sécurité. Il prend soin de faire précéder son escorte d'un message phonie à l'attention des officiers de l'ALC qui contrôle Butembo. «*Les choses ont changé, veuillez attendre les nouvelles instructions*» leur dit-il. La stupéfaction est générale. L'ordre donné par Kibonge de procéder à l'arrestation de Thomas Luhaka et éventuellement à son élimination en cas de résistance, vise non seulement à ne pas permettre aux bataillons de venir renforcer Beni, mais également à masquer les détournements des fonds remis chaque semaine pour la prise en charge de 800 Mayi Mayi qui ont accepté, conformément aux accords de Butembo, de rallier le rangs de l'ALC. J'avais chargé le colonel Kibonge de la gestion financière de ce dossier. Dépêché en mission d'audit à Butembo, Thomas Luhaka y avait relevé les preuves flagrantes des détournements opérés par le colonel Kibonge sur le ravitaillement des Mayi Mayi.

Dans la nuit du 5 au 6 juin 2001, j'informe les autorités ougandaises de la situation et de l'implication du colonel Burundi dans la confusion et les violences commises depuis près de 72 heures dans Beni. Aussitôt informé, le président Museveni ordonne le remplacement et l'arrestation des officiers ougandais trempés dans cette tentative de coup de force.

Le 8 juin 2001, le général James Kazini effectue le déplacement de Beni. Alors que deux années auparavant, à Kisangani, le chef d'État major général ougandais avait sauvé le colonel Kibonge des griffes du RCD, cette fois, par un hasard de l'histoire, il me ramenait un homme dont la trahison, pour des considérations matérielles, enlevait définitivement toute l'estime que je lui témoignais.

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

La dernière décennie a révélé aux Congolais le prix de l'indépendance et de la liberté. Les pressions exercées par la communauté internationale en vue de se débarrasser de Mobutu, l'assassinat du président Habyarimana, la prise de pouvoir par le FPR, l'exode de millions de Rwandais dans le territoire congolais, la mise au pouvoir de Kabila par une coalition africaine et la reconnaissance précipitée par les occidentaux de son fils, sont autant d'événements qui jettent un éclairage aveuglant sur les influences extérieures qui se jouent trop souvent de la volonté des Congolais. En plus de quarante années d'indépendance, nous pouvons nous poser la question de savoir si nous avons jamais été libres de nos choix, libres de conduire notre destinée, et libres d'assumer notre souveraineté.

Selon Fustel de Coulanges, « *ce qui distingue les nations n'est ni la race ni la langue. Les hommes sentent dans le cœur qu'ils sont un même peuple lorsqu'ils ont une communauté d'idées, de souvenirs et d'espérances* », voilà ce qui fait la patrie ! L'immense déception causée par Laurent Kabila qui a bradé la souveraineté: du Congo en monnayant sa prise de pouvoir contre la perte de contrôle des territoires de l'est, et l'humiliation vécue dans tout le pays par la présence des troupes étrangères, ont renforcé le sentiment national. Les sacrifices et les humiliations vécues par cinquante millions de Congolais a créé une grande solidarité qui se concrétise par un fait tangible : la volonté unanime de tout le peuple congolais à continuer la vie commune ! L'existence de la nation congolaise, déchirée, écartelée, piétinée, est devenue le souhait et le vœu de chaque Congolais. Que ce soient les combattants de la liberté, les paysans du Kivu, les creuseurs de diamant du Kasai, les mineurs du Katanga, les riverains du fleuve, les phaseurs de Kinshasa ou les dockers de Matadi, tous partagent une irréductible conscience d'appartenir à une seule et indivisible nation.

Sur ce terreau fécond, l'action de la communauté internationale s'inscrit dans la ligne directe des aspirations du peuple congolais. Au cours des trois années de lutte, les Nations Unies ont joué un rôle important dans le cheminement lent du Congo vers la restauration de son intégrité et de sa souveraineté.

La Mission des Nations Unies au Congo

Dans le domaine de la résolution des conflits, l'Accord de Lusaka constitue la démonstration que les Africains peuvent – s'ils en ont la détermination – trouver des solutions aux conflits africains. Attachés à cet aspect continental, les chefs d'État africains ont, dans le même ordre d'idée, favorisé la mise en place de mécanismes de suivi, de contrôle et d'encadrement de l'Accord. La commission militaire mixte et le comité politique constituent le produit d'un accord rassemblant toutes les parties en vue de faciliter immédiatement le respect du processus sans attendre la mise sur pied d'une force militaire d'observation des Nations Unies. En comparaison aux efforts exceptionnels déployés par les Nations Unies dans les Balkans ou au Timor, la mission

des Nations Unies au Congo dispose de moyens limités. S'il faut croire les rapports des organisations non-gouvernementales établissant le nombre des victimes de la guerre au Congo à plus de deux millions de disparus, il convient de s'interroger sur la retenue des Nations Unies dans le déploiement des hommes et des ressources susceptibles d'enrayer cette catastrophe humanitaire. Les succès rencontrés par les Nations Unies au Mozambique ne peuvent cacher les résultats mitigés ou les débâcles humiliantes de l'Angola, de la Somalie, du Sierra Leone où la capacité et la réputation de la vénérable institution furent mises à mal. À ce tableau sombre, s'ajoute dans la mémoire collective des Congolais, le fait que les Nations Unies ont été associées aux heures les plus sombres de l'histoire de leur pays. Dans les années soixante, le Congo fut une des premières opérations de grande envergure menées par les Nations Unies en vue de restaurer la paix, l'intégrité et la souveraineté d'un de ses États membres. Pour nombre de Congolais, les Nations Unies partagent une part de responsabilité dans l'assassinat de Patrice Lumumba.

Quelques mois après sa prise de pouvoir, l'ancien porte-parole de l'AFDL a donné le ton de ses relations avec la Communauté internationale en refusant à la commission Amega de mener l'enquête sur les massacres des réfugiés hutus par les troupes de l'AFDL et les forces rwandaises. Les obstacles dressés par le pouvoir de Kinshasa devant la mission d'enquête onusienne et le refus d'envisager toute collaboration avec le rapporteur spécial chargé des droits de l'homme, l'avocat chilien Roberto Garretón, ont largement contribué à isoler le Congo. Laurent Kabila et Yverodia Ndombasi n'auront de cesse de mettre en cause l'impartialité des Nations Unies et de les accuser de dresser – quarante années après l'indépendance du Congo – les desseins les plus noirs pour l'élimination physique de Kabila et une mise sous tutelle du Congo.

Les négociations entre les belligérants congolais et les États impliqués directement dans la guerre ont investi les Nations Unies d'une mission particulièrement délicate : le respect du cessez-le-feu et le désarmement des bandes armées. Sur ce second point, les Nations Unies se sont dérobées, laissant aux pays engagés dans les combats le soin de se transformer en forces de désarmement des rebelles venus de tous les horizons. Faute de volonté, la communauté internationale cautionnait la présence et le maintien des troupes étrangères en territoire congolais. Cependant, les événements dramatiques de Kisangani allaient modifier le cours de l'histoire en obligeant les Nations Unies à établir une distinction entre les armées belligérantes.

La conjuration des amnésiques

Publiée le 12 février 2000, la lettre pastorale à la base de l'arrestation de Monseigneur Kataliko, Évêque de Bukavu, constitue un témoignage vibrant du sentiment qui habite depuis quatre ans le peuple congolais. « *Notre vie quotidienne est loin de la joie et de la liberté. Nous sommes écrasés par une oppression de domination. Des pouvoirs étrangers, avec la collaboration de certains de nos frères congolais, organisent des guerres avec les ressources de notre pays* » affirme l'Évêque de Bukavu. Les autorités politiques du RCD engagent un bras-de-fer avec l'homme d'Église qui devient le

porte-étendard de la conscience du peuple congolais en révolte contre la présence des troupes étrangères au Congo. Frappé d'une décision d'exil intérieur par les autorités du RCD, monseigneur Kataliko mourra d'une crise cardiaque en Italie. La disparition tragique de monseigneur Munzihirwa en 1997, celles de plusieurs religieux dans les mêmes conditions, et le décès, après l'exil forcé qu'il dut subir, de l'Archevêque de Bukavu, Monseigneur Kataliko, attestent du lourd tribut payé par l'Église à la guerre de l'est.

La résistance intérieure qui s'est organisée avec l'appui de la société civile dans les territoires dans le Kivu a favorisé l'exacerbation d'un vif sentiment de nationalisme. Le départ des troupes namibiennes et les progrès significatifs réalisés par les Ougandais dans leur retrait du Congo ont isolé les États étrangers – invités ou non – qui, comme le Rwanda et le Zimbabwe, traînent les pieds...

À force de bafouer délibérément la souveraineté du peuple congolais, les nations africaines qui ont pris part à la guerre, ont favorisé une prise de conscience de tous les Congolais sur un des enjeux primordiaux de leur avenir, à savoir le droit à l'auto-détermination. Aussi longtemps que les institutions congolaises seront otages de troupes étrangères, que les prisons et les centres pénitentiaires seront gardés par des étrangers, que les axes routiers et les voies de communication seront surveillés par des forces étrangères, les frustrations déboucheront sur l'exacerbation des passions. L'individu est, par nature, souverain, maître de son être et de sa destinée. Le peuple congolais ne jouira de son indépendance que dans la mesure où il recouvrera son autonomie et sa liberté. Qu'il s'agisse du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi, du Zimbabwe ou de l'Angola, aucun de ces États ne pourra jamais s'approprier un droit de pouvoir supérieur sur le Congo. La constitution de l'Armée de Libération du Congo a permis aux Congolais vivant dans les territoires administrés par le MLC de retrouver une fierté, une confiance et un espoir dans l'avenir. Le refus de la dépendance et de la subordination aux décisions dictées par l'étranger a permis d'échapper à une réalité oppressive vécue dans d'autres territoires.

Le 22 février 2001 à New York, les États belligérants se sont engagés à respecter le calendrier de retrait de toutes leurs forces hors de la RDC. Conformément aux dispositions de l'Accord de Lusaka, ce retrait devait être effectif dans les 180 jours, soit au plus tard, le 22 août 2001. À cette date, les Congolais réunis à Gaborone en vue de la préparation des négociations politiques inter-congolaises ont réaffirmé dans une unanimité parfaite – à l'exception notable du RCD et de l'UDPS – leur volonté de voir les troupes étrangères quitter le territoire national. Cet appel est resté, une fois de plus, sans suite ! Déjà en mai 2001, à Lusaka, lors de leur rencontre périodique avec le comité politique issu de l'Accord de Lusaka, les ambassadeurs des États membres du Conseil de sécurité de Nations Unies avaient fait face à une amnésie collective des États belligérants. Aucun des ministres des Affaires étrangères présents dans la salle ne semblait se souvenir des engagements souscrits le 22 février à New York. Irrités par cette attitude, les membres du Conseil de sécurité avaient exigé que les belligérants étrangers fournissent, dans un délai de 15 jours, le plan de retrait de leurs forces respectives. Cette appel est lui aussi demeuré sans suite !

Toutefois, sur la question de l'effectivité de leur retrait, il convient de relever des distinctions profondes entre les belligérants.

Au cours des six derniers mois, les États présents en territoires congolais ont, chacun en ce qui le concerne, évoqué les raisons ou les alibis qui les empêchent de retirer leurs forces. La Namibie se conforme au calendrier de retrait en rapatriant toutes ses troupes. Quant à l'Ouganda, sur les 14 bataillons envoyés en RDC pour prêter main-forte à l'ALC, 10 ont été retirés. À la demande du Secrétaire Général des Nations Unies, deux bataillons restent provisoirement dans l'est du Congo. Ils sont déployés entre Buta (Province Orientale), Bunia (Ituri) et le versant ouest de mont Ruwenzori dans le nord-Kivu. Les autorités ougandaises attendent le déploiement des troupes de la MONUC, dans le cadre de la phase III, pour retirer définitivement les dernières troupes se trouvant encore en territoire congolais. Le Rwanda conditionne le retrait de ses forces au désarmement intégral des forces négatives (Interahamwe, ex-Far, Fdd...) qui, opérant à partir du territoire congolais, constituent une menace pour sa sécurité. Le désarmement des forces négatives devient une tâche difficile dès lors que les Nations-Unies à qui incombe la responsabilité de neutraliser les groupes armés, ne privilégie que la méthode de démobilisation volontaire en refusant d'envisager le désarmement forcé. Il est évident que la seule prise en compte d'une collaboration volontaire des éléments génocidaires relève d'une douce utopie. Sans le recours à la force, il n'est pas possible de réaliser le désarmement intégral des forces négatives. Dans ces conditions, faute d'un engagement précis de la Communauté internationale, le retrait des forces rwandaises s'avère hypothétique.

Lors d'une réunion du Comité Politique tenu récemment à Kigali, le 14 septembre 2001, le représentant du Zimbabwe, le ministre des Affaires étrangères Stan Mudenge, a déclaré que son pays était prêt à retirer ses troupes après le déploiement des forces de l'ONU dans le cadre de la phase III. Cette précaution est motivée par la volonté d'éviter un vide, que les Zimbabwéens qualifient de «*dangereux*» après le rapatriement de leurs troupes. Mais en réalité, les responsables zimbabwéens – au premier rang desquels le président Robert Mugabe – n'envisagent en aucune façon l'éventualité du retrait du Congo. Dans leur outrecuidance, ces responsables conditionnent le retrait de leurs troupes aux résolutions du dialogue inter-congolais qui devraient être conformes aux intérêts de leur pays. D'emblée, le respect des contrats léonins signés par la mafia de Kinshasa, l'exploitation du diamant du Kasai par des joint ventures congolo-zimbabwéenne ; la consommation gratuite de l'électricité produite par le barrage hydro-électrique d'Inga dans le Bas-Congo, et l'ensemble des accords financiers et commerciaux constituent en réalité la raison principale voire l'unique explication de l'entêtement du régime de Mugabe dans le maintien de ses troupes au Congo. Par ailleurs, en perspective des prochaines élections, le retour de plus de 11.000 éléments du contingent zimbabwéen au Congo pourrait susciter des remous et des troubles au sein d'une armée qui tôt ou tard devra choisir entre le maintien d'un régime despotique ou l'émergence d'une nouvelle démocratie au Zimbabwe. L'Angola prétend ne plus disposer d'une force importante au Congo. Les autorités angolaises affirment qu'elles ne se désengageront définitivement que sur demande du gouvernement de Kinshasa.

Hormis la Namibie et l'Ouganda, les autres parties ne semblent pas montrer une volonté réelle d'amorcer le retrait de leurs forces de la RDC. La parade idéale qu'elles ont trouvée est l'exigence d'un déploiement préalable des forces de l'ONU au Congo.

Le désarmement des groupes armés

Le retrait des troupes rwandaises est conditionné par le désarmement des groupes armés et des forces négatives qui ont trouvé refuge au Congo. Tirant parti de cette obstination rwandaise, les Zimbabweens, dans un diabolique jeu de domino, se retireront du Congo après avoir observé le départ des Rwandais. Dans ce cirque infernal, Joseph Kabila, Paul Kagame et Robert Mugabe semblent s'accorder sur la partition du Congo. Les uns pour des raisons sécuritaires, les autres pour des motivations vénales et les derniers pour s'accrocher aux derniers lambeaux d'un pouvoir absolu.

Le désarmement et la neutralisation des groupes armés enlèvent donc tout prétexte aux forces étrangères de rester plus longtemps au Congo. Au regard des principes de l'Accord de Lusaka, un mécanisme aurait dû être mis en place en vue du désarmement des milices et des groupes armés Interahamwe, ex-FAR, FDD, ADF, NALU, et UNITA. Tous les signataires de l'Accord ont convenu de s'investir conjointement dans les opérations de localisation, identification, désarmement, cantonnement et rapatriement des éléments issus des groupes armés opérant sur le territoire congolais. À cette fin, les États d'où proviennent ces bandes armées sont invités à faciliter le rapatriement de leurs ressortissants. Ces facilités incluent des mesures d'amnistie – à l'exception des individus suspectés d'avoir pris une part active dans le génocide au Rwanda. Tous les signataires se sont accordés afin qu'aucun d'entre eux n'appuie les bandes armées opérant dans les territoires placés sous leur contrôle et qu'au contraire, ils cessent d'apporter une quelconque assistance à ces groupes et adhèrent au processus devant conduire à leur démantèlement.

L'Accord de Lusaka reconnaît que la problématique du désarmement des forces négatives – particulièrement les Interahamwe et les ex-Far – est directement liée aux exigences répondant à une paix durable dans la Région des Grands Lacs. À ce titre, ces opérations de démobilisation, désarmement, et rapatriement des groupes armés ne relèvent pas de la responsabilité d'un seul État mais de toutes les parties. Deux interprétations ont longtemps prévalu dans ce processus de désarmement des forces négatives. La première accrédite la thèse selon laquelle l'Accord de Lusaka légitimait les efforts du Rwanda pour résoudre le problème. La seconde interprétation consiste à reconnaître que le désarmement des extrémistes exige l'implication des troupes zimbabweennes et des troupes gouvernementales. Mais, on peut se poser la question de savoir quelles sont les raisons qui pourraient inciter les commandants zimbabweens ou congolais à désarmer les éléments issus des groupes armés qui combattent depuis plusieurs années sous leurs ordres? Question encore plus cruciale: Qu'est-ce qui

pourrait conduire ces commandants à désarmer les alliés d'hier, au risque d'en faire les ennemis de demain ?

L'intégration des forces négatives au sein des Forces armées congolaises pose donc le problème de fond de la collaboration du gouvernement de Kinshasa avec les génocidaires et les extrémistes hutus. Quelle collaboration peut-on attendre de Kinshasa quant au démantèlement de toutes ces forces qui donnent au Rwanda un prétexte *légitime* pour s'éterniser au Congo ? À titre d'exemple, en décembre dernier, une délégation de la commission politique de Lusaka fut envoyée à Kaputa, au nord de la Zambie pour constater la disparition des extrémistes hutus qui, ayant trouvé refuge en Zambie, après leur débâcle militaire à Pweto aux côtés de Joseph Kabila, ont fui les centres de cantonnement zambiens pour rentrer au Congo. Les groupes armés se trouvent bel et bien dans le dispositif de défense des FAC sur toutes les lignes de front, de l'Équateur au Katanga. Au Sud de Basankusu, sur l'axe Befale-Boende, plus de 1.000 extrémistes hutus, défendent les positions des troupes FAC et de leurs alliés. Depuis plusieurs mois, le transfert de la guerre vers l'est de la RDC répond à cette logique de ne pas livrer à la communauté internationale ces forces génocidaires qui ont trouvé refuge et assistance matérielle en RDC. Dès lors, que faire pour d'une part préserver la sécurité du Rwanda et d'autre part assurer la paix et la souveraineté de la RDC ?

En réalité, le dilemme auquel sont confrontés les autorités congolaises et leurs alliés zimbabwéens pourrait être résolu si la communauté internationale s'engageait résolument dans les opérations de démobilisation et de réintégration des Interahamwe et des ex-FAR. À ce jour, les Nations Unies privilégient le désarmement volontaire des groupes armés. Ce volontariat doit être stimulé par la mise en place d'un programme de réintégration ou de rapatriement des éléments extrémistes qui nécessite la promotion d'une atmosphère favorable à la réinsertion des citoyens rwandais dans la société. Les assurances que les règles de droit protègent les citoyens, ainsi que la mise en œuvre de lois sur l'amnistie doivent être assurées par les pays d'origine des rebelles. Des équipes de surveillance doivent être appelées à vérifier l'application du programme de réinsertion et le respect des droits de l'homme. De vastes campagnes d'information et une action ciblée en vue de l'implication réelle de la société civile sont nécessaires en vue de la concrétisation de ce programme de démobilisation. Plusieurs dizaines de milliers de hutus attendent dans les geôles rwandaises d'être jugés. Les lenteurs du système et le coût exorbitant du traitement de plus de 120.000 dossiers constituent un véritable épouvantail pour les hutus réfugiés au Congo. En dépit des efforts remarquables déployés par les autorités rwandaises dans la réhabilitation de la justice, le jugement de tous ces prévenus nécessite plusieurs dizaines d'années. Plus de 6% du budget de l'État rwandais est consacré à la Justice ! À moyen terme, une telle situation n'est pas tenable!

Devant l'épouvante suscitée par leur retour, les ex-combattants qui ne veulent pas être rapatriés dans leur pays d'origine devront pouvoir être déplacés sous d'autres cieux. La communauté internationale doit identifier les pays qui veulent participer au programme de réinstallation dans des pays tiers. En attendant ces rapatriements, des

centres de regroupement susceptibles d'accueillir ces extrémistes hutus et leurs familles pourraient être ouverts et placés sous le contrôle des Nations Unies. Dans ces camps, les extrémistes qui ont passé ces dernières années à combattre pourront à la fois disposer de programmes de formation en vue de leur réinsertion dans une vie normale, suivre une instruction civique, et initier des contacts avec les autorités rwandaises avant – pour ceux qui l'acceptent – leur retour au pays.

Les extrémistes hutus ex-FAR et Interahamwe peuvent être classés en trois catégories : ceux qui combattent aux côtés des troupes de Joseph Kabila et de ses alliés zimbabwéens, ceux qui combattent avec les méthodes de guérilla dans le Kivu, enfin ceux qui ont été battus et ont choisi de vivre aux frontières du Congo, soit en Centrafrique ou au Congo-Brazzaville. Selon des sources concordantes, le premier groupe comporterait de 15.000 à 20.000 éléments, le second groupe serait constitué de 10.000 à 15.000 guérilleros et enfin, le troisième de 2 à 3.000 hommes. De toute évidence, une distinction claire est désormais établie entre ceux qui ont participé au génocide de 1994 au Rwanda et ceux qui ont été recrutés récemment ou assimilés aux extrémistes hutus. Il apparaît que les autorités rwandaises s'investissent dans l'encadrement et la rééducation de certains extrémistes.

L'ONU est le seul organisme accepté comme arbitre impartial dans les enjeux importants du désarmement et du rapatriement des extrémistes rwandais. Les Nations Unies doivent aider à la gestion du programme de démobilisation, de désarmement, de rapatriement et de réintégration, à travers un mandat actualisé qui désigne une unité de coordination et pourvoit à la sécurité des zones de rassemblement. Parmi ses tâches, cette unité s'emploiera à coordonner tous les efforts civils et militaires, à identifier les besoins et les ressources, à faciliter le déploiement des équipes de vérification dans les pays hôtes et à plaider pour une conférence de réconciliation et de réintégration dans les Grands Lacs.

L'axe Kinshasa-Kigali-Harare. opposé à une force mixte

Faute d'un engagement ferme de la communauté internationale, les atermoiements dans le désarmement des groupes armés hypothèquent gravement le processus de paix au Congo. Le retrait des troupes étrangères constitue une exigence légitime en vue de la bonne tenue des négociations politiques inter-congolaises et l'installation des nouvelles institutions démocratiques.

Au regard des difficultés éprouvées par les Nations Unies pour constituer une force appropriée chargée de la démobilisation, du désarmement, et du rapatriement des groupes armés, j'ai proposé la création, dans un bref délai d'une force mixte composée des éléments du gouvernement de la RDC, du MLC et de Kinshasa. Cette force congolaise mixte sera placée sous la supervision des Nations Unies. Elle aura pour mission d'assurer le désarmement des forces négatives qui représentent une menace non seulement pour la sécurité des pays voisins, plus particulièrement le Rwanda, mais aussi pour les populations congolaises des régions de l'est. La constitution de cette

force congolaise mixte représente le noyau d'une armée républicaine. Précurseur de la nouvelle armée nationale congolaise, la force congolaise contribuera à décrier l'atmosphère politique avant la mise en place des nouvelles institutions congolaises.

La volonté de rompre définitivement avec le sentiment de perpétuelle assistance extérieure dans la résolution de nos problèmes m'a incité à présenter ce projet qui a l'avantage de mettre sur pied une force entièrement nationale et qui contribuera à restaurer la confiance des Congolais dans leur armée. En ce qui concerne l'efficacité de ce noyau, qui mieux que les Congolais connaissent le milieu géographique des territoires où opèrent les forces négatives ? Comment peut-on rétablir plus efficacement une complicité agissante entre les militaires congolais et les populations qui non seulement connaissent les sanctuaires où les bandes armées se sont repliées, mais également leur mode opératoire et leurs habitudes ? Hormis les Congolais eux-mêmes, quelles nations sont disposées à encourir le risque de pertes en vies humaines de soldats engagées dans de missions périlleuses de désarmement d'extrémistes et de génocidaires ?

En ce qui concerne la composition de cette force mixte, il convient que chaque belligérant congolais s'engage à fournir trois bataillons, composés de 900 hommes chacun, pour constituer au total une division. Placée sous le contrôle de la MONUC, la force mixte disposera d'un État-major général intégré dont les responsables seront les commandants de chaque brigade. Chaque partie fournira à ses troupes armes et munitions. Le transport et les moyens logistiques (appareil de communication, carburant, nourriture....) seront assurés par la MONUC.

Le projet de la force mixte s'inscrit dans la ligne de la concrétisation des aspirations profondes des Congolais en vue de la restauration de leur souveraineté. Aussi, n'ai-je pas hésité à argumenter le bien-fondé de cette proposition auprès de Kamel Morjane, du général Diallo, de l'envoyé spécial de l'Union Européenne dans les Grands Lacs, Aldo Ajello, et de nombre d'acteurs politiques. Tous ont reconnu la nécessité d'engager les Congolais à prendre leur responsabilité afin de poursuivre et désarmer tous les groupes armés opérant au Congo, remettre à la justice internationale les auteurs des massacres, et neutraliser tous les civils congolais illégalement armés.

Lors de la réunion du comité politique qui s'est tenue fin septembre à Kigali, j'ai instruit les délégués du MLC, Valentin Senga et Justin Kangundu, de défendre la constitution de cette force congolaise mixte. La proposition du Mouvement trouvera l'appui du RCD et de l'Angola. Par contre, le gouvernement de Kinshasa, le Zimbabwe et le Rwanda s'opposeront à cette ouverture vers la paix et la sécurisation du Congo et de ses frontières. Désormais, dans la sortie de crise, un axe s'est dessiné entre les deux visions de l'avenir du Congo. L'une attachée à l'intérêt général, à l'indépendance et à la souveraineté, l'autre à la compromission, à la servitude et au bradage du patrimoine national par les étrangers.

Le pillage des ressources du Congo

Faussaire, pillard, brigand, et malandrin, telles sont les conclusions que tout observateur neutre et impartial tirerait de ma personne à la lecture du rapport rédigé par l'Ivoirienne Safiatou Ba-N'Daw, chargée par le Secrétaire général des Nations Unies de diriger un groupe d'experts sur le pillage des ressources naturelles du Congo par les belligérants. Le panel conduit par Safiatou était composé d'un américain, Mel Holt, un Suisse, Henri Maire, et de deux africains, un Camerounais, François Ekoko, et un Sénégalais, Moustapha Tall.

Décidé à en découdre avec les autorités rwandaises et ougandaises, le panel d'experts s'est exclusivement orienté vers la recherche de tous les indices qui attestent une exploitation des richesses naturelles du Congo par les « *agresseurs* ». Dans leurs recherches, les experts ont tenté de démontrer que les armées ougandaises, rwandaises, du RCD et l'Armée de Libération du Congo ont participé à un véritable hold-up. Au cours de la première année du conflit les belligérants auraient systématiquement procédé à la confiscation et le pillage pur et simple des banques et des richesses locales. La deuxième année aurait été mise à profit pour une exploitation plus durable des ressources à travers la signature de contrats avec des opérateurs privés. Des sociétés forestières, des petits exploitants miniers, des commerçants auraient reçu des autorités du RCD et du RCD-ML des autorisations en vue de l'exploitation du bois, du coltan, de l'or et du diamant. Les données statistiques disponibles au Rwanda et en Ouganda font état d'exportations régulières de matières premières extraites du sol congolais.

Selon ce document, diffusé à large échelle avant son adoption par les Nations Unies, mon implication directe dans le pillage des ressources du Congo est avérée. Madame Safiatou et les experts ont relayé une série de rumeurs fantaisistes ayant trait à la fabrication de fausses monnaies dans les territoires MLC, au nettoyage des banques commerciales de l'Équateur, au vol du café des entrepôts d'une compagnie privée de Gemena et à l'utilisation d'enfants-soldats dans des carrières de diamant. La volonté délibérée de nuire est tellement manifeste que le panel d'experts n'a pas pris la peine d'apporter la moindre preuve des allégations relayées dans son rapport. Au lieu de s'attacher à démonter les mécanismes éventuels d'exploitation frauduleuse, ou de rechercher des preuves tangibles de tous les faits mis à ma charge, les experts se sont contentés de produire un travail digne d'un journaliste de presse à scandales pour un lectorat avide de sensations fortes.

À la surprise de toutes les personnes mises sciemment à l'index par le rapport, une campagne de médiatisation était orchestrée afin de discréditer le Mouvement de Libération du Congo, en jetant mon nom en pâture dans les médias. Pendant plusieurs semaines, j'ai pris soin d'écrire à toutes les compagnies citées dans le rapport du panel, de recueillir leurs témoignages écrits et de recouper toutes les informations susceptibles d'éclairer toute personne disposée à m'entendre et à m'accorder, en dépit du lynchage médiatique, le droit de me défendre. Comment un groupe d'experts ayant passé quelques heures à peine dans les territoires administrés par le MLC et n'ayant

rencontré aucun des cadres de l'équipe dirigeante du Mouvement pouvait-il faire preuve d'autant de parti-pris?

Le manque de professionnalisme du panel d'experts, les lacunes évidentes relevées dans le rapport et la partialité manifeste relevée par l'absence des éléments ayant trait au pillage du Congo par la coalition pro-Kabila ont soulevé une profonde gêne dans la communauté internationale.

Dès la mise en place de ce panel d'experts, les termes de référence de sa mission étaient déjà l'objet d'une polémique. Le pillage des ressources naturelles du Congo signifie-t-il que les belligérants ne peuvent encadrer l'administration publique des territoires sous leur contrôle ? Faut-il comprendre que les Congolais opérant dans les territoires contrôlés par le MLC ne peuvent exploiter et exporter les produits de leurs champs, les ressources de leur sol ? Les flux commerciaux en direction de l'Océan atlantique via le port de Douala, ou encore les relations commerciales avec l'Ouganda et le Kenya sont-ils interdits pour les populations de l'Équateur et de la Province Orientale ? Dans le contexte de la guerre civile, la marge entre légalité et illégalité est extrêmement floue. En vertu de quelle législation les opérations commerciales et les transactions doivent-elles s'opérer ?

Le Mouvement de Libération du Congo n'a jamais eu vocation à s'investir dans aucune forme d'activités commerciales ou d'exploitation agro-industrielle ou minière. En dépit des faibles ressources dégagées par les droits de douane et les taxes, j'ai toujours mis un point d'honneur à éviter tout amalgame dangereux qui porterait les populations à douter de notre engagement en faveur de la libération du Congo. Le MLC ne sera jamais comparable au RUF du Sierra Léonais Foday Sanku ou encore à l'UNITA de Jonas Savimbi. La libération du peuple congolais, victime de plus d'un siècle de pillage systématique, ne peut être attribuée à des voleurs et des brigands. Le respect d'une éthique et d'un code de conduite moral, l'attachement aux valeurs chrétiennes, le respect de la propriété privée et le souci du bien public, et par dessus tout la transparence dans la gestion sont les critères de base de l'action du MLC. Quel regret de n'avoir jamais rencontré Madame Safiatou lors de ses déplacements éclairés au Congo ! Sans doute aurait-elle compris que l'essence du MLC et sa reconnaissance par le peuple congolais sont la conséquence directe du respect que les cadres et les militaires du Mouvement portent à leurs compatriotes.

La mise en place d'un nouveau panel par le Secrétaire général m'a permis d'ouvrir les livres des comptes du Mouvement aux experts des Nations Unies et de leur apporter tous les éclaircissements sur la gestion du MLC. Tous les éléments probants qui démentent de la manière la plus éclatante les ragots colportés par le rapport Safiatou ont été adressés au Secrétaire général des Nations Unies. Désormais, que peut-on attendre des experts, si ce n'est une juste réparation en rétablissant la vérité sur la gestion du MLC !

L'ouverture du fleuve Congo

Les moyens de communication permettent aux citoyens des possibilités d'échanges mutuellement éclairants. Tout au long des trois années de notre combat pour la libération, nous nous sommes attelés à assurer à tous les Congolais de pouvoir circuler librement, de retourner à leurs occupations habituelles et de vivre dans un environnement sécurisé. Les routes et les rivières favorisent les échanges, les convergences spirituelles et l'amour mutuel par la circulation des personnes, des biens et des idées. Les moyens de communication permettent aux citoyens de mieux se connaître, de s'aimer, de former des alliances, de relativiser leurs différences culturelles et, finalement, de s'accorder sur l'essentiel en découvrant davantage de raisons de vivre ensemble et d'accepter des institutions communes raisonnables. Voilà pourquoi, à mes yeux, l'ouverture du fleuve Congo au trafic constitue une priorité absolue. Devons-nous craindre la propagande du régime dictatorial ou, au contraire, faut-il tirer parti de ce formidable véhicule que constitue le fleuve Congo pour adresser à nos compatriotes le message de liberté et de démocratie du Mouvement ?

Dans un contexte d'occupation par des troupes étrangères qui tardent à se retirer du Congo pour des raisons inavouables, la circulation maximale des personnes et des idées contribue à la création et à la consolidation de la conscience nationale. Par la voie du fleuve, le sentiment de défendre les intérêts de la nation et la conscience d'appartenir à une même communauté fait germer le nationalisme comme réaction individuelle et collective des citoyens vis-à-vis de la menace externe. Or, aujourd'hui, le danger qui menace les Congolais, c'est la volonté dominatrice des forces qui se sont alliées à la dictature.

Cette idée de réouverture du fleuve Congo au trafic civil a rencontré un soutien immédiat des agents humanitaires des Nations Unies. Michel Kassa, Kate Farnsworth, Charles Petrie, Frère Luc Vansina, Marti Waals et bien d'autres, sont les promoteurs d'une idée qui, après le respect du cessez-le-feu, a pu se concrétiser sous la forme des premiers convois humanitaires. Dès le 15 mars 2001, à Gemena, à la faveur d'un échange de vues avec Réginald Moreels, envoyé du gouvernement belge, j'ai officiellement marqué mon accord en vue de finaliser le projet longtemps mûri par les cadres du MLC et les agents humanitaires. Quelques jours plus tard, à Bunia, dans l'Ituri, j'ai à nouveau reçu le ministre Moreels et Michel Kassa afin de nous convenir d'une opération de convoi fluvial humanitaire.

« *La population a espoir en vous* » me dit Réginald Moreels. De son visage émacié, je conserve le souvenir d'un regard lumineux du chirurgien de guerre qui, en dépit de toutes les misères dont il a été le témoin, conserve sa foi en l'homme. Lorsqu'il évoque ce convoi de la paix, je sens une véritable passion dans sa voix. « *Ce sera le bateau de la paix, Boboto boat !* » poursuit l'homme d'État belge qui souhaite que les produits vivriers de l'Équateur puissent être acheminés dans la capitale congolaise et que les biens manufacturés importés puissent eux aussi emprunter la voie fluviale en direction de l'arrière-pays. Avec l'appui de Memisa-Belgique et de CDI-Bwamanda, en juillet dernier, le bateau de la paix a accosté à Mogalo avec à son bord plus de 650

tonnes de médicaments, d'articles scolaires et de biens divers. Au retour, le boboto boat acheminait à destination de Kinshasa 1.000 tonnes de maïs à distribuer à un prix modique aux familles les plus démunies. Aujourd'hui, la réouverture du fleuve est effective. Sous la protection des Nations Unies, les bateaux peuvent à nouveau sillonner le majestueux fleuve Congo qui constitue la colonne vertébrale du colosse aux pieds d'argile.

UN AVENIR POUR LE CONGO

L'apprentissage de la démocratie

Au cours des trois dernières années, dans tous les choix que j'ai été amené à opérer, je n'ai cessé de privilégier la plus large autonomie des populations libérées par le Mouvement. Qui mieux que les responsables locaux peut conduire le développement des entités décentralisées? Quel organe, autre qu'une assemblée d'élus peut contrôler les exécutifs locaux, sanctionner la gestion des mandataires et promouvoir la bonne gouvernance de ces circonscriptions locales ?

Tous les Congolais épousent la thèse selon laquelle une bonne administration de leur pays exige le rapprochement des autorités de leurs administrés. Le fédéralisme constitue un objectif à atteindre dès lors que les institutions démocratiques auront été mises en place et que la respiration démocratique du pays aura retrouvé un rythme régulier. Dans un contexte de sortie de guerre, de tensions ethniques, de revendications identitaires dans l'est du Congo, une marche précipitée vers des institutions fédérales conduira le pays à de nouvelles crises.

Par contre, une forte décentralisation répond aux aspirations des populations qui veulent pouvoir choisir ses élus locaux et disposer des organes de contrôle susceptibles de sanctionner les responsables défaillants. Au fur et à mesure de la progression des troupes de l'ALC, dans chacun des 34 territoires libérés, des élections démocratiques et transparentes ont été organisées afin que les populations puissent élire leurs administrateurs de territoire, leurs bourgmestres et leurs adjoints. Lors de chaque élection, les électeurs s'alignent en file indienne derrière le candidat de leur choix.

À chacun des scrutins qui ont émaillé la vie du Mouvement, j'ai pu observer l'immense satisfaction de mes compatriotes à poser un geste qui les réconcilie avec la politique. Cet apprentissage de la démocratie a permis une cohésion parfaite entre les populations, l'administration et le Mouvement. Les secrétaires territoriaux du MLC ne se sont jamais ingérés dans les élections locales, laissant les populations élire librement leurs candidats. Certains d'entre eux sont d'ailleurs des partisans des partis politiques traditionnels.

Sur le plan de l'organe de contrôle, dans chaque territoire, l'assemblée est composée de deux représentants par collectivité et d'un panel de cinq personnalités issues des rangs de la société civile. Ainsi, un représentant des Églises, des femmes, des jeunes, des entrepreneurs et des syndicats complètent la composition des assemblées territoriales. Elles ont pour fonction d'adopter le budget, de contrôler l'exécutif local, de le censurer, et, dans certains cas de révoquer les responsables convaincus de malversation ou d'incompétence.

Sur le plan financier, les entités administratives décentralisées disposent de la rétrocession des taxes locales. Ces ressources permettent aux exécutifs d'assurer le

paiement de primes aux fonctionnaires. Si modestes soient-elles, ces primes permettent d'assurer la survie des fonctionnaires de l'arrière-pays.

À travers tous les territoires, les élus locaux ont mobilisé les populations aux travaux manuels de cantonnage afin de participer à la réhabilitation des tronçons routiers. Des actions de salubrité publique ont été engagées. Soucieux de pouvoir afficher un bilan positif de leur action, les élus locaux sont conscients de la mission qui leur est confiée par leur base. À la moindre faute, au moindre écart, les élus sont sanctionnés par une population qui plus que jamais est soucieuse de faire valoir ses droits. D'ailleurs, qui songerait aujourd'hui à lui confisquer cette démocratie pour laquelle des milliers de jeunes Congolais, originaires de tous les territoires, ont accepté de tout abandonner pour s'engager dans l'armée des combattants de la liberté ?

Du catalogue de bonnes intentions à la réalité

Que de routes sillonnées, de sentiers parcourus par les cadres et les militaires au cours de ces trois dernières années. Partout, le même accueil, la même hospitalité généreuse, la même chaleur d'une population trop longtemps oubliée par ses anciens dirigeants. De tous les défis auxquels nous sommes confrontés, l'état de délabrement des infrastructures appelle une mobilisation générale de toutes les communautés du Congo. Avec des moyens limités, le Mouvement s'est investi dans la réfection des tronçons routiers prioritaires. À l'image du CDI-Bwamanda, qui encadre la gestion des comités de péage route dans le Sud Ubangui, le Mouvement s'appuie sur les initiatives de développement communautaire, les missions catholiques et protestantes, les organisations non gouvernementales de développement pour associer toutes les énergies au développement des territoires.

Les fonds issus du Trésor public ont été affectés à des réalisations qui ont permis le désenclavement des populations. La construction des pistes d'aviation de Bondo et de Zongo, la réfection des ponts de Yakoma, l'entretien des tronçons routiers reliant Beni à Komanda, Libenge à Gemena, sont quelques-unes des tâches accomplies par des ingénieurs, des fonctionnaires, des agents publics mobilisés avec toute la population des territoires libérés par le Mouvement. Ces efforts témoignent d'un engagement déterminé vers la paix et le progrès. Les quinze millions de Congolais des territoires MLC n'auront pas attendu l'appui de la Communauté internationale pour prendre à bras-le-corps sa destinée.

Sur le plan social, le soutien sans réserve apporté par le Mouvement aux organisations humanitaires opérant dans les zones de santé rurale a permis le développement d'actions d'urgence déployées par MEMISA, MSF-Belgique, MSF-France, COOPI, CEUM, MEDAIR, AIM, et nombre d'autres organisations dont les agents font preuve d'un dévouement admirable en faveur des plus démunis. La libre circulation à travers tous les territoires assure à ces organisations de pouvoir accéder sans difficultés aux populations sinistrées traumatisées par quatre années de conflit. Les campagnes de vaccination anti-polio ont constitué au cours de ces années des moments trop rares de

cohésion nationale. Les taux de vaccination ont, dans certaines zones, dépassé 100% des populations cibles. Avec courage et abnégation, les médecins et les infirmiers se dévouent afin de remplir au mieux le serment qui les lie à Hypocrate.

Les trois cent quatre-vingt mille enfants fréquentant actuellement les écoles du nord Équateur représentent un taux inférieur à 15% de scolarisation. Génération sacrifiée si nous n'arrivons pas à construire une paix durable, ces enfants deviendront, si nous n'y prenons garde, notre mauvaise conscience. C'est pour eux que nous avons pris les armes, c'est avec eux que nous allons demain reconstruire une nation plus unie et plus solidaire. Avec le concours des Nations Unies, les sessions des examens d'État ont été réalisées dans tous les territoires.

« Si tout ce que vous m'avez dit est vrai et n'est pas un simple catalogue d'intentions, nous ferons ensemble un long chemin ! » dit Aldo Ajello, le cavalier de la paix, à l'issue d'une réunion de l'Exécutif du MLC. L'Envoyé spécial de la Communauté Européenne a sans doute perçu à travers les interventions des secrétaires nationaux qui défendent leur bilan, non pas une volonté de travestir la réalité, mais tout simplement un idéal vécu et partagé en faveur des populations. Ce long chemin, nous voulons le parcourir ensemble avec tous ceux qui sur la voie du progrès veulent nous y aider !

Une transition apaisée

« J'ai vu la misère de mon peuple. Oui, je connais ses souffrances » tels sont les premiers mots d'un message de vœux de Monseigneur Melchisedech Sikuli à ses fidèles à l'occasion du troisième millénaire. Qui n'a pas sillonné l'arrière-pays d'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, ne peut raisonnablement évoquer en connaissance de cause les attentes et les aspirations profondes des populations congolaises. L'irresponsabilité publique conjuguée à l'exclusion ont provoqué une catastrophe et un désastre humains desquels les congolais doivent se relever sous peine de ne jamais retrouver le pays dans lequel ils aspirent à s'épanouir et à assurer un avenir fructueux à leurs enfants.

Genoux à terre, la dictature doit désormais se plier à la volonté des compatriotes qui, lors des négociations politiques inter-congolaises, défendront leur vision pour l'avenir du pays. À travers le Dialogue, nous devons ensemble trouver la voie de la stabilité politique. Cette stabilité est un bien commun fondamental qu'il nous faut atteindre afin de permettre à la société congolaise de se développer dans une ambiance positive de paix sociale. Le peuple congolais doit retrouver confiance dans ses institutions et dans ses dirigeants légitimés par le consensus issu des négociations politiques.

Il ne peut y avoir de statu quo dès lors que la légitimité du pouvoir est le facteur principal de stabilité politique. Dans la période de transition qui va s'amorcer, les institutions issues du dialogue inter-congolais disposeront de cette base légitime qui devra être confirmée par les élections libres, démocratiques et transparentes. Il est clair que le peuple congolais, dans sa grande majorité, attend les institutions et les animateurs qui seront désignés par consensus lors des négociations. Cette adhésion

populaire témoigne d'une volonté globale de voir les quatre piliers majeurs de l'architecture institutionnelle – à savoir le MLC, le RCD, l'opposition politique et le gouvernement de Kinshasa – soutenir un édifice national fragilisé par quatre années de guerre civile. L'effort intellectuel et civique qui sera demandé aux acteurs politiques afin que les règles du jeu soient scrupuleusement observées pendant la transition politique exigent une large participation de toutes les composantes politiques dans les institutions démocratiques.

La paix revenue, la dictature remplacée par de nouvelles institutions consensuelles, la souveraineté nationale préservée, j'aurai la conviction d'avoir apporté, douloureusement sans doute, ma pierre à l'édification d'un grand Pays et d'un peuple fraternel, rassemblé pour le progrès.

POSTFACE

Ce livre est l'histoire d'un combat. Combat contre la dictature. Combat pour la liberté. Combat de tant d'hommes et de femmes tombés au champ d'honneur pour que cet idéal triomphe. Hommes et femmes que je connaissais si bien. Que j'aimais tant. Leur sacrifice ne doit pas être vain.

Mes compagnons et moi-même avons mené trois années de lutte pour un objectif. Celui d'un État. État de droit. État moderne évoluant dans le 21^{ème} siècle.

Trois ans de combat, pour restaurer une nation congolaise mise à mal. Une nation qui a fait la preuve qu'elle peut être forte, dynamique, déterminée. Une nation qui veut désormais se tourner vers l'avenir.

De nombreux compatriotes, victimes collatérales innocentes, sont partis pour ne plus jamais revenir et ne verront donc pas se matérialiser cet idéal tant poursuivi, tant recherché.

La guerre n'est point un jeu et il faut l'avoir faite pour comprendre la nécessité de l'éviter. Nul ne fait la guerre pour le plaisir. Les opérateurs politiques que nous sommes, les animateurs de la société civile, tous, devons, main dans la main, à l'occasion du dialogue inter-congolais, créer pour notre pays, les conditions de lui éviter des affres de nouvelles guerres. Ce sera notre responsabilité historique.

Le Congo peut et doit se refaire. Il en a les atouts. Sur tous les plans. Et son atout majeur est sa population, qui, dans l'adversité, a su relever le front et refuser de plier.

Le chemin est encore long. Bien long. Mais ce qui importe c'est la volonté d'arriver. Ce qui importe c'est qu'un jour, il ne soit plus possible d'entendre, comme moi, dans ce pays, cette phrase terrible «ils ont enlevé mon fils, l'ont déshabillé, l'ont grillé et l'ont mangé ». Terrible interpellation pour nous tous !

C'est bien parce que nous sommes devenus trop faibles que des hordes barbares ont fait de notre pays un espace où tout est permis, où l'on entre et l'on sort sans la moindre entrave, où l'on vole, viole et égorge sans craindre la moindre sanction. Un espace dans lequel ne règne rien d'autre que la loi de la jungle.

C'est parce que nous sommes trop divisés que de nombreux étrangers, pour de vils intérêts matériels, nous considèrent comme un peuple inférieur, croient qu'il est venu le temps de nous soumettre à une nouvelle colonisation.

C'est parce que notre pays est trop riche que beaucoup, du Nord au Sud, souhaitent son implosion.

Nous n'avons pas pris les armes pour assister à la déchéance du CONGO. Nous avons pris des armes parce que nous croyons dans une nation congolaise, nation dans laquelle les Bakongo, Balubas, Bangala, et Swahili seront fiers d'avoir tous un destin commun.

Nous avons pris les armes pour que toutes les tribus du CONGO, les nombreuses tribus du CONGO, toutes les minorités, tous les groupes ethniques sentent qu'il existe dans ce pays un État qui ordonne. Un État qui protège.

Nous avons pris les armes pour mettre en place un ordre politique nouveau, qui ramène une paix durable dans notre pays. La paix, priorité pour tous. La paix pour relancer l'économie. La paix pour réussir notre développement et replacer le CONGO dans le concert des grandes nations. La paix pour rassurer nos voisins.

Quelles que soient les vicissitudes du moment, nous sommes et demeurons un grand pays. Un pays qui a ce qu'il faut pour rebâtir et aller de l'avant. Préparons ensemble les élections libres et transparentes pour tous, en commençant par mettre en place une transition consensuelle.

J'ai foi dans la nation congolaise. Avec le philosophe français Ernest RENAN je dis qu' « *une nation est [...] une grande solidarité constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé, elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible: le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est [...] un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie* »

Les chemins de la liberté passent par le renoncement. Le MLC en a fait la démonstration

Jean-Pierre BEMBA

Né à Bokada, le 4 novembre 1962, Jean-Pierre Bemba est licencié en sciences commerciales et consulaires de l'ICHEC/Bruxelles. Dès la fin des ses études, il rentre au Congo et prend la direction des affaires familiales. Début des années 90, il crée ses propres entreprises dans le secteur de la télécommunication, de l'aviation et de l'audio-visuel. En 1997, lors de la prise du pouvoir par l'AFDL Jean-Pierre Bemba prend le chemin de l'exil. En 1998, son engagement en faveur d'un nouvel ordre politique le conduit à créer le Mouvement de Libération du Congo. Des milliers de jeunes recrues intègrent spontanément les rangs de l'Armée de Libération du Congo. Jean-Pierre Bemba et le Mouvement de Libération du Congo se posent aujourd'hui comme des acteurs-clés dans la résolution de la crise congolaise.



« Nous avons pris les armes pour que toutes les tribus du Congo, toutes les minorités, tous les groupes ethniques sentent qu'il existe dans ce pays un État qui ordonne. Un État qui protège. »